LETTRES
A UN SEIGNEUR
ANGLOIS.
PREMIERRE PARTIE.

EDITION

LETTRES
A UN SEIGNEUR
ANGLOIS,

Où l'on donne une juste idée de l'état Politique de l'Europe, depuis l'année 1648. jusqu'à l'année 1713.

En Réponse à la Dernière Partie des
LETTRES DE MILORD
BOLLINGBROKE,
SUR L'ETUDE DE L'HISTOIRE
PAR
HORACE WALPOLE,
LORD WOOLTERTON,
EN DEUX PARTIES.
TRADUIT DE L'ANGLOIS.

A LA HAYE,
CHEZ PIERRE GOSSE JUNIOR,
ET DANIEL PINET,
Libraires de S. A. S.
M. D. CC. LXIV.

LETTRES
A UN SINGULIER
ANGLOIS.

AVERTISSEMENT.

Dire que cet Ouvrage eſt ſorti de la plume de Milord HORACE WALPOLE *peu d'années avant ſa mort, c'eſt donner en deux mots les plus fortes preuves de la vérité des choſes qui y ſont contenues, & de la ſolidité des reflexions qui les accompagnent. Si pour diſſiper les ténèbres que Milord Bollingbroke avoit oſé repandre ſur les événemens & ſur les reſſorts qui achéminérent la paix d'Utrecht, il falloit oppoſer aux prèstiges de ſon éloquence, le langage reſpectable d'une expérience conſommée & d'une probité ſoutenue: Si pour ramener ceux qui ſe ſont laiſſé ſurprendre aux artifices d'un Ecrivain, qui, plus qu'aucun autre poſſédoit l'art dangé-*

reux

reux d'eblouir, en prêtant des graces & un air de vraiſemblance aux paradoxes les plus inſoutenables, il falloit detruire ſes fictions par l'autorité d'un témoin, que ſes lumières, ſa candeur & ſes dignités, rendirent également recommendable, on ne craint pas d'aſſurer que tous ces avantages ſe trouvent réunis dans l'illuſtre Auteur des Lettres dont on publie la traduction.

Formé dès ſa jeuneſſe aux affaires les plus importantes dans la Politique, & de très bonne heure admis au ſecret du Miniſtère de la Grande-Brétagne, dont ſon frère le Chevalier Walpole occupa ſi longtemps la première place, perſonne ne fut plus à portée que lui de voir de près une partides événemens dont il parle, & de les voir dans leur vrai jour. Pendant le cours d'une quarantaine d'années, il paſſa ſucceſſivement par des emplois ou il n'eut d'autre occupation, tantôt que de s'inſtruire à fonds des intérets de ſa patrie

& de l'Europe entière, tantôt que d'en manier les ressorts, & tout le monde sait avec quel succès il se distingua sur ce grand théatre dans la conduite des négociations les plus épineuses, qu'il amena souvent a une heureuse fin par sa prudence & sa dextérité.

Dès l'année 1706. vers le temps de la levée du siège de Barcelone il fut envoyé au Général Stanhope, quoique probablement sans caractère & comme simple particulier. En 1709. il accompagna Milord Townshend à la Haye en qualité de Secretaire d'Ambassade. Il y suivit tout le fil des négociations pour la paix: les fameux préliminaires y furent dressés sous les yeux: il les porta à Londres & en revint chargé de la ratification de la Reine. En 1715. on l'adjoignit à Milord Cadogan pour le seconder dans les efforts que ce Général eut ordre de faire, afin d'obtenir sans délai des Etats, le transport d'un secours de six mille hommes en Angleterre.

terre. On l'y renvoya l'année suivante, pour déterminer le Gouvernement à joindre une Escadre à celle que la Grande-Brétagne se proposoit de faire croiser dans la mer Baltique afin de prévenir les entrepriſes des Suedois sur le commerce des deux nations & il eut le bonheur de reuſſir. Ce fut lui de même, que le Miniſtére Britannique choiſit, encore avec le Général Cadogan, en qualité de Plenipotentiaire, afin de négocier & de conclurre la Triple Alliance entre George I. le Roi de France & les Etats Généraux, pour le maintien réciproque de la ſucceſſion Proteſtante dans la maiſon d'Hanover & de la ſucceſſion aux trônes de France & d'Eſpagne ſur le pied de la paix d'Utrecht. Il eſt vrai qu'obligé de ſe rendre à Londres il ne put pas aſſiſter à la ſignature du Traité, mais on ſait que perſonne n'eût plus de part que lui à l'heureuſe iſſue de cette affaire & à la démolition du port de Mardyk qui en fut la ſuite. Mr.

Mr. WALPOLE *ne jouit pas d'un long repos. On le renvoya en Hollande en* 1720. *pour requérir les secours que le Roi demandoit à la République. En* 1724. *il partit pour la France comme Envoyé Extraordinaire & Plénipotentiaire. Bientôt après il y déploya le caractère d'Ambassadeur que George II. lui confirma. En* 1728. *il assista dans cette qualité avec MM. Stanhope & Pointz au Congrès de Soissons, & ce ne fut qu'après la conclusion du Traité de Seville en* 1731 *qu'il resigna cette Ambassade. Mais deux ans furent a peine écoulés que George II. le revétit de la méme dignité auprès des Etats Généraux. Il accompagna Sa Majesté à Hanover comme Ministre d'Etat en* 1736. *Ensuite il vint reprendre la fonction d'Ambassadeur à la Haye, & ne cessa d'en remplir les devoirs qu'en* 1739. *qu'il retourna en Angletterre d'où il n'est plus sorti jusqu'à sa mort.*

On

On ne parle point ici des emplois domestiques que Mr. WALPOLE *exerca en différens tems, emplois de Secretaire de la thréſorerie, de Thréſorier de l'epargne, de Conſeiller privé du Roi, d'Auditeur des plantations, de Payeur de l'Echiquier &c. On ne veut ni faire l'éloge de ſes longs ſervices ni célèbrer ſes ſuccès, ni entreprendre le panégyrique de ſes talens & de ſes vertus. Mais en remontant au point d'ou l'on eſt parti, on croit pouvoir conclurre de tout ce qu'on vient de dire, qu'un Seigneur qui a rempli tant de poſtes de confiance, & qui, toute ſa vie employé à concilier les intérets des nations en travaillant à la gloire de la Grande-Bretagne s'eſt fait généralement conſidéré comme un des négociateurs des plus intelligens & des plus intégres, mérite une entière créance ſur les matières qu'il traite dans ces Lettres.*

Elles ſont écrites avec une noble ſimplicité, ſans étude, ſans affectation,

ſans

ſans art, avec la gravité de ſtyle qui convenoit à l'age & à l'état de l'illuſtre Auteur. Quelquefois l'amour de la verité, l'intérêt d'une juſte défenſe, & le zèle du bien public y donnent au reſpectable Vieillard la vivacité & le feu d'un jeune homme; mais s'il s'y permet quelques éclats d'indignation, c'eſt toujours ſans ſortir de la décence de ſon caractère.

On croit avoir rendu fidèlement ſes penſées dans cette Traduction, au moins oſe t'on ſe rendre cette juſtice que l'exactitude eſt le mérite Principal qu'on a taché de lui donner. S'il s'y eſt gliſſé des négligences de ſtyle & des fautes de correction, le Lecteur aura l'indulgence de les pardonner.

ER-

E R R A T A.

Pag 19. ligne 2. ne ſe fryâl. liſez, ne ſe frayât.
— 14. — 11. éxigeroit. liſez, érigeroit.
— 25. — 21. dèsque la ſucceſſion ſeroit ouverte. Liſez, dèsque la ſucceſſion en ſeroit ouverte.
— 35. — 11 rétablis; liſez, rétablies.
— 49. — 18. de le prévenir, liſez, de les prévenir.
— 55. — 12. ou y, liſez, ou m'y.
— 100. — 22. & 23. Convient, liſez, reconnoit.
— 106. — 16. d'en prononcer. liſez, de prononcer.
— 127. — 9. à porter. liſez, pour porter.
— 169. — 13 Eſpagnols. liſez, Eſpagnoles.
— 177. — 6. les mé. liſez, des mé.
— 177. — 7. les conf. liſez, des conf.
— 180. — 4. Il s'en ſeroit. liſez, Il s'en étoit ſervi.
— 195. — 24. de la guerre. liſez, de guerre.
— 198. — 19. ſe mit. liſez, ſe mettoit.
— 207. — 6. & puiſque. liſez, puiſque.
— 243. — 4. A ſes offres. liſez, A ces offres.
— 270 — 17. & 18. Marlbough. liſez, Marlborough.
— 272. — 8. & 9. autrement, nommée Mlle. Masham. liſez, depuis Me. Masham.
— 292. — 7. on ſe. liſez, où ſe.
— 294. — 10. qu'immancablement. liſez, qu'immanquablement.
— 294. — 15. férence. liſez, ferences.
— 294. — 24. gotiation. liſez, gociations.

LETTRES
A UN SEIGNEUR
ANGLOIS.

PREMIERE LETTRE.

MILORD,

Par la Lettre dont Vous m'avez honoré, je vois qu'en lisant dans l'Ouvrage posthume du feu Lord Bullingbrooke, **l'Ebauche historique de l'Etat de l'Europe depuis l'année* 1688. *jusques à la conclusion de la Paix d'Utrecht*, vous n'en

* Lettres sur l'Histoire, par Henri Saint-Jean, Lord Vicomte Bullingbrooke, 2 Vol. in 12. 1752.

n'en avez été rien moins que content. Peu ſurpris du zèle avec lequel cet Auteur ſe porte à faire l'Apologie du Miniſtére qui diſpoſoit de tout, dans un temps où il avoit lui même la principale part aux meſures que l'on prenoit pour négocier, & pour conclure ce fameux Traité, ce qui vous déplait c'eſt le ton ſupérieur & la hardieſſe de ſes aſſertions; c'eſt l'artifice & le déguiſement qu'il employe pour leur donner des couleurs ſpécieuſes, en mettant à la place des choſes & de la vérité, un amas de fictions ingénieuſes, dont le tour & l'expreſſion font tout le mérite. Vous trouvez que, pour détourner l'attention des Lecteurs de deſſus les objets où ils pourroient découvrir la vérité, il prend une peine infinie à calomnier les perſonnes du parti contraire au ſien: reſſource ordinaire des gens qui plaident de mauvaiſes cauſes. Un fiel amer, dites vous, coule de ſa plume, ſoit qu'il parle des Puiſſances Alliées,

liées, soit qu'il trace le caractère de ceux qui contribuèrent le plus au succès glorieux de la guerre quelles faisoient à leur ennemi commun. Selon lui ces derniers, poussez par l'avarice & par l'ambition, ne s'étudièrent qu'à prolonger une guerre à laquelle ils trouvoient leur compte, sans avoir jamais eu le moindre dessein de profiter de leurs avantages, pour procurer, comme ils l'auroient pu, une paix sûre & honorable, en abbatant l'orgueil & la puissance de Louis XIV; paix que ce Monarque humilié avoit sincérement offerte, qu'il souhaitoit avec ardeur, & que sûrement il auroit acceptée aux conditions que nous aurions voulu lui prescrire. Enfin, à l'en croire, si la paix d'Utrecht ne répondit, comme il l'avoue, ni aux dépenses immenses des Alliés, ni aux victorieux efforts de leurs armes: si la France ne fut pas réduite à perdre ce qu'il auroit fallu pour la contenir à de justes bornes, & met-

tre ſes Voiſins à l'abri de ſes invaſions, on ne doit l'attribuer qu'aux oppoſitions qu'on ne ceſſa de mettre, pendant les dernières années de la Reine Anne, à toutes les meſures que ſes Miniſtres voulurent prendre, pour parvenir à une fin ſi importante & ſi ſalutaire.

Vous ajoutez, Milord, que, malgré tout ce que l'Auteur débite là-deſſus d'une manière ſi déciſive, malgré la confiance avec laquelle il en parle, & quoique, à l'aide d'un ſtyle amuſant, il ait ſu y répandre une apparence de plauſibilité qui éblouit, vous ne laiſſez pas d'entrevoir, ſous ce voile d'illuſion, la maligne partialité de l'ingénieux Ecrivain dans les Tableaux que ſa plume trace. Qu'encore que vous ne fuſſiez pas né lorſque ces grandes ſcènes ſe jouerent, vous croyez être très bien informé, qu'il n'y a aucun fond à faire ſur les idées qu'il en donne; que vous le ſavez, d'un côté par le témoignage authentique de gens d'un crédit avéré,

d'un

d'un discernement sûr, & qui étoient parfaitement instruits de tout ce qui s'étoit passé dans ce tems-là, non seulement en qualité de Spectateurs intelligens & à portée de tout voir, mais comme ayant eu eux mêmes la main à tout. Que d'autre part vous avez lu, sur cette importante conjoncture, des Mémoires publiés dans le temps même que les choses arrivérent, ou lorsque la mémoire en étoit encore récente; que ces Mémoires étoient écrits avec toute la force de raisonnement, avec tout l'éclat d'évidence possibles, & qu'en confirmant ce qu'on vous avoit appris de vive voix, ils vous ont laissé convaincu, que les quatre dernières années du Gouvernement de la Reine Anne, offrent une scène d'iniquité, dont la noirceur surpasse tout ce qui s'est jamais vu de plus odieux en ce genre sur le grand théatre des affaires publiques. Qu'au lieu de se mettre en devoir de réduire la puissance é-

norme de la France aux bornes convenables, de rétablir l'équilibre & la tranquillité de l'Europe, & d'affermir notre commerce avec notre heureuſe conſtitution ſur des fondemens ſolides & durables: aulieu de profiter pour cela de cette longue ſuite de bénédictions & de ſuccès étonnans, dont la Providence avoit couronné les armes des Alliés, tout prêts à faire la Loi à leur ennemi commun: au lieu de réaliſer enfin ces douces eſpérances, en recueillant le fruit, humainement parlant, immanquable de tant de ſang répandu, & de tant de tréſors conſumés, on vit tout d'un coup ces eſpérances converties en fumée, par les intrigues d'une Faction qui réuniſſoit une poignée d'hommes ambitieux & entreprenans à une nouvelle Favorite, qui s'étoit emparée du cœur de la Reine. Que le premier effet de ce complot fut d'opérer la diſgrace de la Ducheſſe de Marlborough, & des perſonnes qui lui étoient

étoient le plus étroitement liées, ce qui enleva à l'adminiſtration des finances le Tréſorier le plus habile & le plus intégre qui y eut jamais préſidé, & à nos armées le plus vaillant & le plus heureux Général qui les eut jamais commandées. Que les nouveaux Miniſtres, impatients d'affermir leur ouvrage, & d'aſſurer leur autorité, franchirent ſans pudeur toutes les barrières que l'honneur, la probité & la bonne foi y oppoſoient; & que ſans égard ni pour leurs amis, ni pour leur Patrie, ſans provocation quelconque, ſans aucun autre motif que de ſatisfaire à tout prix leurs vues ambitieuſes & criminelles, en mettant le Prétendant à portée de monter ſur le trône, ils ſe jettèrent eux mêmes indignement dans les bras de la France.

Ce n'eſt pas tout. Vous remarquez que, loin d'éxiger de la France avec la fermeté qu'on devoit, & qu'on pouvoit lui montrer avant cette étonnante ré-

volution, qu'elle ſe ſoumit à des conditons de Paix aſſorties aux Traités & aux principes, ſur leſquels ces Traités avoient été conclus, le nouveau Miniſtre eut la lâcheté de recevoir la Loi de cette Couronne, aux conditions qu'il lui plut de nous preſcrire, à nous & à nos Alliés. Qu'après avoir honteuſement abbandonné ces derniers, au lieu d'avoir, comme on le prétendoit, procuré par cette démarche quelques avantages réels à la Nation, en dédommagement de ce qu'elle avoit porté le plus grand fardeau de la guerre, tout ce qu'on put obtenir, n'étoit arrangé que pour jetter de la pouſſière aux yeux de la multitude ignorante, ſans qu'il en put revenir aucun profit réel au Royaume, & rien au contraire que de nouveaux troubles en Europe comme la ſuite l'a fait voir. Que tout ce qui pouvoit contribuer avec quelque efficace à aſſurer & à étendre notre commerce au dehors, fût ſacrifié de la manière

nière la plus criante. Enfin, que les fondemens mêmes de la ſucceſſion Proteſtante dans la Famille royale, ces remparts ſacrés de nos Loix, de nos Libertés & de nôtre Religion, furent ébranlés au point que, quand la Reine Anne mourut, ils ſe trouvoient dans l'état le plus chancelant & le plus incertain.

Tel eſt, Milord, le point de vue ſous lequel les négociations de ce tems-là ſe ſont montrées à vos yeux, quand vous avez levé le voile des déguiſemens que l'Ecrivain, dont nous parlons, avoit ſu y jetter, pour les faire paroître dans un faux jour.

Quoique, aſſurément, vous ayiez bien ſaiſi le vrai, vous paroiſſez néanmoins appréhender que tout le monde n'en juge pas de même. Vous craignez, qu'éblouis par le ton affirmatif & par le ſtyle plein de chaleur d'un Ecrivain dangereux, des Lecteurs, qui ne ſeront pas aſſez ſur leurs gardes, ne ſe laiſſent

prévenir par ſes diſcours, & même que des membres du Gouvernement des plus affectionnés à notre préſente conſtitution, mais qui n'ont vu le jour que depuis la fatale époque de cette convulſion politique, ne s'en laiſſent impoſer par l'aſſurance avec laquelle il en parle. Vous voudriez que quelque perſonne intelligente, bien intentionnée, & qui ayant vu de près les négociations de cette fameuſe conjoncture, ſe ſeroit inſtruite de l'exacte vérité des choſes aux ſources mêmes, prit la plume pour démaſquer ce Charlatan, fit voir au grand jour ce que c'eſt que ſa bonne foi & ſon érudition prétendue, par un expoſé ſimple & naïf de l'enchaînement des faits, ſans autre art que de partir toujours des principes les mieux avérés, pour en tirer les conſéquences qui en réſultent néceſſairement. Enfin, perſuadé que les détails de cette étrange révolution, dans les affaires de l'Europe, ne me ſont pas entièrement étran-

étrangers, vous trouveriez bon que ce fut moi qui me chargeaſſe de cette tâche.

Mais, Milord, j'ai déjà eu l'honneur de vous le dire, ce ſoin me paroit ſuperflu, & déjà cette tâche a d'avance été remplie. Qui voudra prendre la peine de conſulter le Recueil, ſi connu ſous le nom de *Medley* *, les divers écrits du Dr. Hare, ci devant Evêque de Chicheſter, ſur la conduite de la guerre; les négociations pour les Préliminaires de la Paix, conclue à la Haye en 1709, & à Gertruydenberg en 1710, le rapport du Commité Secret en 1715. rapport principalement fondé ſur les Mémoires du Lord Bullingbrooke lui même, le *Traité de Barrière defendu*, l'hiſtoire que Burnet a donnée de ſon temps & les Mémoires de Lamberti: qui voudra, dis-je, ſeulement conſulter ces Auteurs, il verra que ce que vous

* Feuille volante qui paroiſſoit à Londres toutes les ſemaines.

vous me propoſez eſt déjà fait; que les choſes que Milord Bullingbrooke a d'un ton de Dictateur données pour certaines, ne ſont rien moins que telles, & que ſi, au moyen de ſa lanterne magique, il a ſu leur prêter un air de réalité, elles n'en ont au fond pas d'avantage que les ſyſtêmes de ces Philoſophes, qu'on ne doit ſelon lui enviſager que comme de ſimples phénomènes. Il ſuffiroit donc, ce ſemble, de renvoyer aux Ecrits, que je viens d'indiquer, toute perſonne équitable, qui dans une première vue a été agréablement frappée de cet ingénieux Roman (car ce n'eſt qu'un Roman) & à coup ſûr l'éblouiſſement ſeroit bientôt diſſipé. Miſes à côté de la vérité toute nue, les amuſantes fictions de l'Auteur s'évanouiroient. On ne verroit à leur place qu'un odieux mêlange d'iniquité & de menſonge.

Je vois néanmoins que ces réflexions ne vous ont pas ſatisfait. La plupart

plupart des hommes, dites vous, & cela eſt très vrai, ne regardent qu'à ce qui eſt ſous leurs yeux; ils ne feroient pas le moindre effort pour pénétrer au delà. Les objets préſens affectent, rempliſſent l'imagination, & de la manière dont nous ſommes faits pour la plupart, il ne faut pas s'attendre que, par pure curioſité, les gens prennent la peine de remonter aux temps & aux événemens un peu reculés, uniquement pour ſe guérir de quelques illuſions, en cherchant à approfondir le caractère des perſonnes, & la certitude des choſes auxquelles ils ne prennent que peu d'intérêt. Vous avez d'ailleurs trop de ſentiment & de droiture, pour voir ſans indignation les plus habiles & les plus vertueux Miniſtres, qui aient jamais été aſſis au timon des affaires, des Miniſtres qui, par leur ſageſſe & par leur zèle infatigables, réuſſirent à rétablir & à affermir ſur une baſe ſolide l'équilibre

quilibre & la paix de l'Europe, des Miniſtres qui portèrent la gloire & le crédit de la Nation Britannique au delà de ce qu'ils l'avoient jamais été ſous les régnes les plus floriſſans, inſolemment taxés & calomniés par la plume virulente d'un homme, qui ſe glorifie de s'être prêté à rendre infructueuſes toutes les meſures qu'ils avoient ſagement priſes pour le bien public, & qui de ſes propres mains éxigeroit volontiers un monument à ſa propre gloire, pour avoir joué le premier rolle dans cette ſcène de perverſité.

Votre zèle s'échauffe, & la patience vous échappe, quand vous conſidérez à quel point les fauſſes idées, que l'Ecrivain infidèle, dont nous parlons, voudroit donner des grandes affaires, dont il s'agit, pourroient en impoſer à notre ſiècle & à la poſtérité. A vos yeux cet Auteur ne s'eſt rien moins propoſé, que de faire paſſer pour vrai ce qui eſt impoſſible dans la nature des choſes.

Au-

Autant vaudroit ſoutenir que le vice eſt la vertu, & la vertu le vice, ou que des traitres ſont les meilleurs patriotes, & les meilleurs patriotes des traitres; autant vaudroit affirmer, que Ciceron fut l'oppreſſeur des libertés de Rome, & Catilina leur défenſeur, que de porter l'audace juſqu'à faire enviſager les Miniſtres qui gouvernèrent le Royaume pendant les huit premières années de la Reine Anne, comme des deſtructeurs de l'équilibre de l'Europe, des ennemis décidés de la grandeur, du crédit, de l'indépendance de la Nation; & ceux qui lui ſuccédèrent comme les reſtaurateurs de la félicité publique.

Toutes fauſſes, toutes extravagantes que ſont ces aſſertions, vous ne pouvez vous empêcher de craindre que l'audace, avec laquelle Milord Bullingbrooke les a débitées dans ſon Roman poſthume, ne leur donne un air de vraiſemblance, qui pourroit dans la ſuite

ſuite les accréditer, ſi de bonne heure on ne prévient les funeſtes effets du poiſon, par quelque puiſſant antidote, qui ôte la force à ſon venin. C'eſt à quoi vous voudriez, Milord, que je m'employaſſe au ſein du repos dont je jouis actuellement; & vous me ſollicitez à cette œuvre méritoire, non-ſeulement comme on y inviteroit un ſincère ami de la vérité & de la Patrie; mais encore par des motifs perſonnels, qui ne ſauroient manquer de faire impreſſion ſur mon cœur.

Je me rends à vos deſirs. Ce que je vous dois, ce que je me dois à moi-même, me déterminent à faire mes efforts pour vous obéir. Je vai prendre la plume puiſque vous le ſouhaitez; mais uniquement attaché à raiſonner ſur des faits d'une certitude inconteſtable, pour en développer les conſéquences néceſſaires, je me garderai bien d'appeller au ſecours de la vérité les embelliſſemens trompeurs de l'éloquence,

ce, les fleurs du langage, les tours recherchés, les antithèses étudiées, & tous ces ornemens dont quelques Ecrivains ſont ſi amoureux. Ils remuent les paſſions, & ils les amuſent, mais rarement la raiſon y gagne & le jugement en profite. Je tâcherai de méme de me tenir ſur mes gardes contre toute prévention perſonnelle. Je ſai combien elles empêchent d'appercevoir les objets dans leur vrai point de vue.

Au reſte, Milord, ne vous effrayez pas de cette longue introduction, ou plutôt que cette longue Apologie de ma facile déférence à vos volontés, ne vous faſſe pas craindre que dans la ſuite j'abuſe de votre patience. Souvenez vous ſeulement, ſi je vous ennuye par mes Lettres, que vous vous le ſerez attiré. Il eſt temps que je vous laiſſe & que je finiſſe celle-ci.

SECONDE LETTRE.

JE viens, Milord, commencer à remplir les engagemens où je ſuis entré avec vous dans ma dernière Lettre, & voici le plan que je vai ſuivre.

Afin de bien poſer l'état de la queſtion, & d'en établir clairement toute l'importance, je crois qu'il ſera néceſſaire avant toutes choſes, de repréſenter, dans un tableau raccourci, les progrès étonnans que le pouvoir de la France avoit fait par la plume & par l'épée, depuis le Traité de Munſter en 1648. juſqu'à la révolution arrivée en Angleterre, & aux premiers commencemens de la Grande Alliance en 1689; quand, à la vue de l'état languiſſant de Charles II. Roi d'Eſpagne, toute l'Europe trembloit, que ce Monarque, venant à mourir ſans enfans, la France dont

dont le pouvoir exhorbitant cauſoit déjà tant d'ombrage, ne ſe fryât le chemin à la Monarchie univerſelle, par la réunion des deux couronnes.

Délà je voudrois paſſer à la conſidération des divers engagemens que les Puiſſances Maritimes prirent avec d'autres Souverains, relativement à la ſucceſſion d'Eſpagne, & pour leur ſûreté commune, contre la maiſon de Bourbon, à meſure que les circonſtances des affaires, & que les événemens de la guerre les y obligérent, depuis l'année 1689. juſqu'à l'année 1703.

Arrivé à cette Epoque, je rappellerai les principales opérations de la guerre, les conſéquences qui en réſultérent pour divers Etats de l'Europe, depuis 1703. juſques à la fin de 1706, & les progrès qu'on fit vers la paix pendant ce temps-là. Ce ſera le moment de faire obſerver le tour, que l'Auteur des Lettres ſur l'Hiſtoire a malicieuſement donné aux Articles de

la Grande Alliance de 1701, & la fauſſe concluſion qu'il en tire contre toute apparence de vérité, qu'en 1706. la France offrit aux Alliés une paix, ſûre & honorable, conformément à l'eſprit de ces Articles.

Ce point éclairci, je reprendrai le fil des événemens de la guerre, depuis 1706. juſques en 1709. & 1710. Je mettrai dans leur vrai jour, les négociations qu'on fit pour la paix, pendant ces deux dernières années, & je me flatte qu'on avouera, que ſi les rènes du Gouvernement de la Grande Brétagne, n'avoient pas été arrachées en 1716. d'entre les mains de ceux qui les tenoient alors, rien n'auroit pu empêcher les Alliés de conquérir l'Eſpagne & l'Amérique ſur la Maiſon de Bourbon, pour en mettre la Maiſon d'Autriche en poſſeſſion.

Enfin, j'examinerai la conduite du nouveau Miniſtère Britannique, depuis l'année 1710. juſqu'à la concluſion de la

la paix, arrêtée de concert avec la France, par le Traité d'Utrecht en 1713; & l'on verra si l'honneur, la sûreté & le commerce de la Nation, furent en effet les objets qu'on se proposa dans les traités particuliers, que l'Angleterre conclut en ce même temps.

Personne n'ignore le plan ambitieux que le Cardinal de Richelieu avoit formé pour la gloire de la France, & dont il avoit déjà commencé l'éxécution. Il ne s'y proposoit rien moins, que d'en rendre le Monarque absolu dans son Royaume, d'étendre ses Etats, & d'élever la puissance de la Maison de Bourbon sur les ruines de la Maison d'Autriche.

Mazarin, qui succéda à l'autorité de Richelieu en 1642. ne se contenta pas d'entrer dans ses vues. En adoptant les principes de son prédécesseur, il acheva de perfectionner son plan, & il sut le pousser jusqu'à jetter lui-même,

les fondemens du deſſein formel, de réunir à quelque heure la couronne d'Eſpagne à celle de France.

Heureux, au-delà de toute attente, dans les premiers arrangemens de ſon Miniſtère, ſoit au dedans, ſoit au dehors, cela même échauffa ſon génie.

Il lut dans l'avenir la poſſibilité du grand projet qu'il avoit conçu, & il eut le courage de préparer dès ce moment les reſſorts qui pourroient en aſſurer le ſuccès.

On avoit à peine entamé les négociations de la paix de Munſter, que Mazarin oſoit s'ouvrir aux Plénipotentiaires de la France ſur cette matière. „ Si le Roi, leur écrivoit-il, en Jan- „ vier 1646. pouvoit ſe faire céder „ par les Eſpagnols, la Bourgogne & „ les Pays-Bas, nous aurions tout le „ ſolide, car l'Infante étant mariée à „ ſa Majeſté, nous pourrions aſpirer à „ la ſucceſſion des Royaumes d'Eſpa- „ gne, quelque rénonciation qu'on lui

„ en

„ en fit faire, & ce ne ſeroit pas une
„ attente fort éloignée, puiſqu'il n'y
„ a que la vie du Prince ſon Frère,
„ qui l'en peut exclure.

Il eſt vrai que les Miniſtres de France à Munſter, ne parurent pas autrement goûter une idée, dont l'objet ſembloit ſi éloigné, & l'exécution ſi improbable; mais Mazarin ne perdit jamais de vue cette idée. La paix ſe fit en 1648. à des conditions, qui humiliérent la branche Impériale de la Maiſon d'Autriche, & le ſuccès des armes de la France rendit la branche d'Eſpagne plus docile. Le Mariage de Louis XIV. avec l'Infante, qu'on y avoit fièrement rejetté en fut le fruit. Le Conſeil d'Eſpagne y conſentit; le Mariage fut conclu avec le traité des Pyrénées en 1659 quatorze ans après les premières ouvertures, que le Cardinal en avoit faites; il fut, dis-je, conclu ſans autre précaution, garantie, ni ſûreté quelconque pour prévenir la

réunion des deux Monarchies, que celle des rénonciations, dont Philippe IV. auſſi bien que Mazarin ſentoient parfaitement la futilité.

Lorſqu'à la mort de ce dernier en 1661. Louis XIV. prit les rènes du Gouvernement dans ſes propres mains, il entra dans les affaires plein du même projet, & depuis il y rapporta conſtamment toutes ſes démarches. Toutes les guerres où il s'engagea, toutes les intrigues qu'il noua dans les Cours étrangères, tous les Traités qu'il fit avec les autres Puiſſances, furent autant de moyens pour acheminer l'éxécution du projet favori, qui lui avoit été inſpiré. Sans s'embarraſſer ni de juſtice, ni d'équité, ni de bonne foi, il ne penſa qu'à accroitre ſon pouvoir, & à reculer les bornes de ſes Etats, afin de frapper le coup, dès que l'occaſion s'en préſenteroit. En attendant, ce formidable accroiſſement de grandeur ne pouvoit

qu'en

qu'en imposer aux autres Souverains,

Philippe IV. ne fut pas plutôt décédé en 1665. que Louis XIV. acheva de lever le masque. Quoiqu'il eut renoncé tant pour la Reine son épouse, fille de ce Monarque, que pour lui même; & renoncé, dans les termes les plus forts qu'on put imaginer, à toute prétention sur tout Etat quelconque appartenant à l'Espagne, il commença par reclamer, & par saisir ceux qui étoient le plus à sa bienséance. Dès l'an 1667. il s'empara de la Franche-Comté, & d'une partie considérable des Pays-Bas, comme d'un bien qui étoit légalement dévolu à la Reine. Il ne pouvoit guères annoncer plus hautement, qu'il tâcheroit de même d'entrer en possession de toute la Monarchie d'Espagne, dès que la succession seroit ouverte.

Le progrès rapide des armes de Louis XIV. ne trouva presque point d'obstacles. S'il fut arrêté par la Tri-

ple Alliance conclue en 1668. entre l'Angleterre, la Suède, & les Etats Généraux, ce ne fut que pour peu de temps: & ſi le Traité d'Aix-la-Chapelle l'obligea la même année à reſtituer la Franche-Comté, on ne put lui faire rendre, ni les divers territoires, ni les importantes places dont il s'étoit ſaiſi dans les Pays-Bas.

Ses Etats étoient augmentés par cette paix; mais ſon ambition, loin d'être aſſouvie, n'étoit qu'arrêtée dans ſa courſe, ainſi il ſe prépara à entrer en guerre; bientôt ſes intrigues, & ſes largeſſes eurent gagné les Cours de Londres & de Stockholm. L'année 1671. vit tomber la Triple Alliance. Tout favoriſoit la ſoif du Monarque François. L'Eſpagne croupiſſoit dans un affoibliſſement honteux. L'Empire ne voyoit que d'un œil jaloux & envieux la puiſſance des Provinces-Unies. Dans ces Provinces la diſcorde avoit allumé ſon flambeau. Le Gouverne-

ment

ment y étoit diviſé; les forces y étoient dans un état déplorable. A Vienne on dormoit, & les ſecrettes influences de Louis XIV. dans le Conſeil de l'Empereur, y entretenoient l'aſſoupiſſement. Il vit tous ces avantages, & il ſut en profiter.

Plein du feu d'une vaine gloire, brûlant du deſir de ſe venger, & devenu plus redoutable que jamais, par l'inconcevable union des armes de l'Angleterre aux ſiennes, on le vit à la tête d'une armée inombrable, & avec des forces irréſiſtibles, fondre ſur les Provinces-Unies, comme un torrent débordé. En trois mois de temps il avoit déjà conquis trois de ces Provinces.

Mais au bruit d'une inondation tout à la fois ſi terrible & ſi ſoudaine, les autres Puiſſances allarmées commencérent à ſortir de leur l'éthargie. Quelques uns des Princes, qui s'étoient ligués avec la France abandonnérent en

1672.

1672. une Alliance ſi dangéreuſe; d'autres accoururent généreuſement au ſecours des Provinces-Unies, comme s'ils n'avoient eu qu'un intérêt commun avec elles.

Louis XIV. abandonné de ſes Alliés & réduit à ſes propres forces en 1674. eut recours à ſa conſtante reſſource, l'artifice. Il amuſa par des négociations ſes ennemis, & en les amuſant il les diviſa. Ses Plénipotentiaires déployérent leur habileté dans un Congrès, pendant que ſes Généraux gagnérent des Victoires en tenant la Campagne. Une habile & heureuſe aſſociation de l'art de traiter, & de l'art de ſe battre, obligea ſes ennemis à accepter en 1678. à Nimégue, une paix dont il dicta les conditions. On lui confirma la poſſeſſion de la Franche-Comté, & l'on y ajouta bien des territoires & des Villes.

C'eſt ici l'Epoque du titre de Grand donné à Louis XIV. même par les étran-

trangers; c'eſt le période de cette haute puiſſance qui enfla ſon orgueil, & qui abbaiſſa ſes Sujets à ſes pieds pour lui faire hommage, comme s'il eut été quelque choſe de plus qu'un ſimple mortel. Lui même ſe conſidéra, moins comme un Roi qui n'avoit point dégal entre les Rois, que comme un Monarque ſupérieur à tous les Potentats de l'Europe pris enſemble.

En conſéquence de la paix, toutes les Puiſſances, qui avoient pris les armes contre Louis XIV. dans la dernière guerre, s'étoient hâtées de réduire leurs troupes: pour lui il demeura armé comme auparavant, & la paix ne mit point d'interruption à ſes conquêtes. Un Conſeil, établi à Briſac en 1680. réunit à la Couronne divers diſtricts, ſous prétexte qu'ils avoient été démembrés de l'Alſace; une chambre établie à Metz, y en réunit divers autres, comme démembrés des trois Evêchés. Juge & partie dans ſa propre cauſe,

cauſe, le Roi confirma ce que cette Chambre & ce Conſeil avoient ſtatué.

Les Princes dépouillés de leurs poſſeſſions, dont ils avoient joui, par des titres d'un temps immémorial, n'eurent d'autre dédommagement que la liberté de proteſter, & la permiſſion de ſe plaindre. A force d'intrigues, d'argent, de menaces, Louvois trouva encore moyen, de donner Strasbourg à Son Maître. Ce fut en 1681.

La même année, on remit Caſal, Capitale du Montferrat, au Maréchal de Bouflers qui l'avoit achetée. Les Eſpagnols ayant refuſé de livrer Aloſt, dont la France prétendoit que la ceſſion avoit été oubliée dans les Articles de la dernière paix, ce ſimple refus fournit le prétexte de faire blocquer Luxembourg en 1682.

Dans le cours des années 1683, & 1684. il fallut encore céder Courtrai, Dixmude, Luxembourg. L'aſſujettiſſement de l'Europe étoit tel, qu'on n'y

n'y ſavoit plus oppoſer aux uſurpations de la France & de ſes armes, que des garanties inéfficaces, & des négociations infructueuſes. Pendant que les Impériaux & les Eſpagnols traitoient avec elle, ſes Généraux prenoient leurs Villes. A la fin les conférences accumulées convertirent la Paix de Nimègue en une trève de vingt ans; en vertu de cette trève, la France garda Luxembourg, & ce n'étoit, diſoit-elle, qu'une ſimple ſûreté qu'elle éxigeoit pour prévenir le retour de toute hoſtilité. Ainſi, ni trève, ni traité, ni paix, rien ne pouvoit lier Louis XIV. La fin d'une guerre, n'étoit que le commencement d'une nouvelle guerre.

Les choſes ne pouvoient pas ſe ſoutenir long-tems ſur ce pied. Ces fréquentes violations de la foi publique, ſans le moindre fondement légitime; les cruautés que les François ſe permettoient partout où ils étoient victorieux; les encouragemens qu'on ſut qu'ils

qu'ils donnoient au Turc, pour le déterminer à fondre ſur la Chrétienté, tout cela, enfin, jetta une indignation & alluma une haine générale dans les cœurs contre la France, & ſouleva contre elle la plûpart des Princes de l'Europe, quelques uns même de ceux qui lui avoient été le plus dévoués.

La fameuſe Ligue d'Augsbourg, dont le Prince d'Orange fut le grand mobile, cette Ligue, dis-je, projettée en 1686, ſe conclut l'année ſuivante. Outre l'Empereur & le Roi d'Eſpagne, pluſieurs des Princes & des Cercles de l'Empire y entrérent. Le Roi de Suède lui même y accéda, piqué au vif de ce que le Duché des Deux-Ponts, qui lui appartenoit, lui avoit été enlevé par la France, déſormais d'une hauteur ſi deſpotique qu'elle n'épargnoit ni ami ni ennemi.

Mais ce qui contribua le plus efficacement à changer la face des affaires en Europe, ce fut la Révolution, dont la Provi-

Providence favorisa, dans cette crise, l'Angleterre, de laquelle il n'y avoit eu aucun secours à attendre contre la France, sous les règnes également foibles, corrompus, & pervers de Charles II. & de Jaques II.

Un zèle généreux pour le bien public, fit du Prince d'Orange, en qui la dignité Royale & le Stadhouderat se virent réunis en 1688. l'ennemi déclaré de Louis XIV. Enrichi de tous les talens, orné de toutes les vertus qui pouvoient concourir à faire un grand Politique & un Héros, ce Prince ne put voir sans émotion le danger éminent dont la Liberté de l'Europe étoit ménacée, si le Roi d'Espagne, si foible & si languissant, venoit à mourir. Il fit entrer presque toutes les Puissances de l'Europe dans une Ligue, destinée à mettre un frein & des bornes au pouvoir exhorbitant de la France. Cette grande Alliance, projettée en 1689. fut conclue dès cette même année par son

autorité & par ſes ſoins. Il en devint la tête & le cœur.

Apréſent je devrois paſſer à la conſidération des divers engagemens que prirent, par ce Traité & par quelques autres, les Puiſſances Maritimes avec divers Potentats relativement à la Succeſſion d'Eſpagne, & pour leur ſûreté commune, contre la Maiſon de Bourbon, à meſure que les circonſtances des affaires, & que les événemens de la guerre les y obligèrent depuis 1689. juſqu'à 1703; mais il vaut mieux que je reſerve ces détails pour une autre Lettre.

TROI-

TROISIEME LETTRE.

L'Engagement capital que prirent les confédérés dans la Grande Alliance de 1689. eſt exprimé dans l'Article IV. du Traité. Il y eſt dit, qu'on ne fera point de paix juſqu'à ce que la paix de Weſtphalie, d'Osnabrug & de Munſter, ainſi que le Traité des Pyrénées ayent été remis en vigueur & toutes les affaires, tant eccléſiaſtiques que politiques rétablis ſur l'ancien pied.

Mais comme les Miniſtres de France avoient affecté de faire répandre à droite & à gauche, ſurtout en diverſes Cours, que, nonobſtant les renonciations les plus ſolemnelles, rien n'empêcheroit le Roi d'aſſurer la Couronne d'Eſpagne au Dauphin de vive force, il fut encore arrêté, par un Article ſéparé, qu'au cas que le Roi d'Eſpagne vint à mourir ſans héritiers légitimes, les parties con-

ractantes aideroient de tout leur pouvoir Sa Majesté Impériale à s'assurer la légitime succession à la Monarchie Espagnolle, ainsi qu'à tous les droits, & à tous les Etats qui y apartenoient, & qu'elles lui en maintiendroient la possession, tant contre la France que contre ses adhérens, de quelque manière qu'ils vouluſſent s'y oppoſer.

Ce n'eſt pas à moi, Milord, de vous faire conſidérer l'énergie de ce langage. On y voit à l'œil que, pour garantir la liberté de l'Europe, contre les attentats d'un perfide & redoutable ennemi, pour procurer en même temps à l'Empereur toute la Monarchie d'Eſpagne, au décès de Charles II. rien ne pouvoit paroître ſuffiſant, que de réduire la puiſſance de cet ennemi aux termes où elle avoit été miſe par les Traités de Weſtphalie & des Pyrénées.

Ce deſſein n'étoit ni le fruit d'une vivacité téméraire, ni, comme il plait à l'Auteur des Lettres ſur l'Hiſtoire de

le

le dire, la production d'un desir aveugle de vengeance. Il étoit né du sentiment le plus inséparable de notre nature; la défense de soi-même. La cruelle épreuve que depuis trente ans on n'avoit cessé de faire des infidélités & des attentats de la France, rendoit ces mesures raisonnables, justes & nécessaires. Il n'y avoit pas moyen sans cela de réduire, & de contenir, en de justes bornes, l'ambition & l'insupportable pouvoir de cette Couronne.

L'Auteur de l'Ebauche l'avoue lui-même, du moins par rapport aux affaires d'Espagne. Il relève avec affectation l'arrêté de l'Article secret; & bien loin d'avoir rien à y critiquer, il reproche aux autres Etats & Princes de l'Europe leur long & indolent oubli des prétentions de la France sur cette Monarchie.

Si, par le succès de leurs armes, les Alliés avoient été en état de faire une paix, dont les conditions eussent assuré

à l'Empereur le droit de ſucceſſion à la Couronne d'Eſpagne ; ſi, conformément à un des Articles de l'Alliance, cette paix eut été garantie, par une Alliance défenſive & perpétuelle entre les confédérés, perſonne n'auroit jugé que la Maiſon de Bourbon eut été trop humiliée, ou celle d'Autriche trop élevée. Cette paix auroit au contraire arrêté la balance du pouvoir, ſur une baſe ſolide, & l'on auroit prévenu les malheurs, & les fraix de la ruineuſe guerre, où toute l'Europe s'eſt vue depuis enveloppée.

Il eſt vrai que, pour juſtifier la ſcandaleuſe paix de 1713. Milord Bollingbroke décide, qu'il n'eut pas été moins dangereux de mettre la Couronne d'Eſpagne ſur la tête de l'Empereur, que ſur celle du Roi de France ; il le décide, dis-je, & c'eſt ſon ton ordinaire. Au lieu de prouver, il prononce, comme ſi cela ſuffiſoit pour qu'en effet les choſes duſſent être ainſi qu'il l'affirme. Mais

il

il doit nous être permis d'éxaminer. Je conviens que, quand Charles Quint tenoit le double Sceptre de l'Empire & de l'Eſpagne, la puiſſance de ce Prince entreprenant cauſa plus d'une fois de vives allarmes à ſes Voiſins; mais après tout, ces allarmes ne durèrent guère, & perſonne n'ignore les traverſes qui déconcertérent ſi ſouvent les vaſtes projets, & les entrepriſes hardies de Charles. Jugeons des choſes par l'événement; quels fruits cet Empereur ſi redoutable recueillit-il de ſa grandeur? Des revers qui ſe ſuccédérent coup ſur coup, laſſérent à la fin, & domptérent ſon ambition. Dégoûté de tant d'efforts inutiles, il prit le parti de la retraite; il réſigna ſes couronnes, & lui-même partagea l'Empire & l'Eſpagne, entre ſon Frère & ſon Fils.

Il en eut été ſans doute tout autrement de Louis XIV. Les acquiſitions qu'il avoit faites par le Traité de Munſter, ſur la branche Germanique de la

Maiſon d'Autriche, celles qu'il avoit faites par le Traité des Pyrénées, ſur la branche Eſpagnolle; & les autres uſurpations qu'il s'étoit permiſes au ſein même de la paix, auroient bien-tôt élevé ſa puiſſance au degré le plus formidable, non ſeulement à cauſe de l'étendue de ſes Etats; mais en même temps à cauſe de leur contiguité.

On ne pouvoit pas craindre la même choſe de l'Empereur, ſuppoſé que par la mort de Charles II. il eut hérité de toute la Monarchie d'Eſpagne. Outre que ſa Capitale, & ſes Etats patrimoniaux, ſont à une diſtance conſidérable de ce Royaume, l'acquiſition qu'il en auroit fait, bien loin de le rendre plus redoutable à ſes Voiſins, l'auroit mis dans une dépendance, plus grande que jamais, de l'amitié des Puiſſances Maritimes. Plus que jamais il auroit eu beſoin de l'Angleterre, & de la Hollande, pour défendre ſes trop vaſtes Etats, contre les entrepriſes, & les attentats

tentats de Louis XIV. D'un autre côté jamais, malgré la France, il n'auroit pu ſe laiſſer aller avec le moindre ſuccès à exciter de nouveaux troubles, dans l'eſpérance de monter à de nouveaux degrés d'élévation. En ce cas toute l'Europe auroit pu ſe liguer contre lui avec la France. Elle n'auroit pas manqué de le faire, & alors ſûrement l'Empereur n'auroit pas tardé à s'appercevoir que la partie n'étoit pas égale. Mais ſuſpendons ces réflexions. Elles trouveront mieux leur place dans la ſuite.

La ſupériorité & le bonheur de la France prévalurent conſtamment ſur tous les efforts des Alliés & de leurs armes. Le Roi Guillaume de glorieuſe mémoire fit la plus grande figure dans cette guerre ". Ses malheurs, dit un „ Ecrivain François, ne ſervirent qu'à „ faire voir les reſſources de ſon génie. „ Il fut toujours battu ſans avoir ja-

„ mais été défait. „ (*)

Les victoires réitérées de la France, la défection du Duc de Savoye, l'épuisement & les inquiétudes des Puissances Maritimes, & plus encore que tout cela les mécontentemens, & les factions qui déchiroient la Grande Brétagne, le fatiguèrent & le chagrinérent au point, qu'il se vit comme forcé à faire la paix à Ryswyck en 1697. mais quelle paix! On la croiroit honorable aux Alliés, quand on voit, qu'après tant d'avantages signalés que la France s'étoit procuré par ses armes, elle vouloit bien se soumettre à Ryswyck aux mêmes conditions qu'à Nimègue: mais la paix pouvoit elle être solide & durable, tant que cette couronne ne renonçoit pas pour toujours à la succession d'Espagne? Dans l'état de langueur où étoit actuellement Charles II. étoit-il difficile de prévoir que, bien-tôt Louis XIV.

(*) Henault, Abrégé Chronologique an 1702.

XIV. rentreroit en Campagne pour faire valoir ſes prétentions, à moins qu'il ne fut prévenu par un Traité déciſif.

Il eſt certain que, de vive force, les Alliez n'étoient actuellement pas en état d'empêcher la Maiſon de Bourbon d'envahir toute la Monarchie Eſpagnole. Il n'étoit pas apparent qu'ils puſſent s'engager dans une nouvelle guerre. La ſeule choſe qu'il y eut donc à faire, c'étoit de s'accorder, s'il étoit poſſible, par un Traité. Milord Bollingbroke eſt obligé d'en convenir *. Après avoir à ſa manière tourné & retourné la queſtion de tous côtés, après l'avoir préſentée ſous toutes ſortes de faces, autant pour amuſer ſes Lecteurs que pour les inſtruire, il avoue, enfin, que le Roi Guillaume, hors d'état de penſer à rentrer en guerre, pour prévenir la France, n'avoit d'autre parti à prendre que celui qu'il prit, qui étoit de faire un Traité de partage avec elle.

Dans

* pag. 23.

Dans l'arrangement de ce Traité; l'objet principal des ſoins du Monarque judicieux & pénétrant, fut d'empêcher qu'on n'attribuât, à aucune branche de la Maiſon de Bourbon, la plus grande partie des Etats de la Succeſſion d'Eſpagne, ſurtout de ceux dont la poſſeſſion ſeroit entre les mains de la France, la plus nuiſible à la Liberté de l'Europe, & la plus fatale au commerce des Puiſſances Maritimes. C'eſt dans cette vue, que, par le premier Traité de partage, ſigné à la Haye le 11. Oct. 1698, on aſſignoit à la Maiſon de Bavière preſque toute l'Eſpagne, les Indes Occidentales & les Pays-Bas. C'eſt en ſuivant les mêmes principes que, par le ſecond Traité de partage, ſigné à Londres, le 13. Mars 1700. on fit tomber ces mêmes Etats ſur la tête de l'Archiduc. L'éxécution de ce plan auroit ôté à la France tout eſpoir, de joindre jamais en entier à ſes poſſeſſions les vaſtes domaines de la Monarchie Eſpagnolle. L'Au-

L'Auteur de l'Ebauche ne manque pas d'insinuer que, par ces arrangemens, les Puissances Maritimes reconnoissoient à la France un droit acquis, du moins à une partie des Etats de la succession contestée; mais ce n'étoit sûrement & ce ne pouvoit pas être leur intention. Ne se sentant pas assez de forces, pour arracher à la France toute cette riche succession; elles voulurent en sauver une partie. Leurs regards tombérent sur les Etats, qui intéressoient le plus la sûreté de leur barrière, ainsi que la tranquillité du commerce, & de la navigation de leurs Sujets. Ils se fixérent sur l'Espagne d'une part & sur les Indes Occidentales de l'autre.

Malgré l'importance de ce double objet, le plan, dont je parle, n'auroit pas eu le bonheur d'être goûté ni de notre Auteur, ni des gens de sa faction, quand même on auroit réussi à l'éxécuter. Ils le désaprouvérent hautement

tement dès qu'il fut connu. Et que vouloient-ils ? Supposons pour un moment qu'on eut fait le partage de manière, que les possessions de l'Espagne en Italie, eussent été cédées à l'Empereur, & l'Espagne même, avec les Pays-Bas, & les Indes Occidentales, au Dauphin, n'auroient-ils pas jetté des cris plus douloureux que jamais, & avec raison ? On auroit fait obtenir à la Maison d'Autriche, les Etats qui lui convenoient le mieux dans le démembrement de la Monarchie Espagnole, cela est vrai, mais en même temps, on auroit sacrifié ou du moins exposé les possessions des Anglois, & des Hollandois avec leur navigation & leur commerce; on les auroit, dis-je, mis à la merci de la Maison de Bourbon.

J'avoue, qu'assigner au Dauphin les Etats qui lui furent alloués par le Traité de partage, c'étoit augmenter les forces de la Couronne de France bien au-delà

au-delà de ce qu'on auroit jamais souffert, si la situation des affaires eut permis de ne consulter que le plus grand bien de l'Europe. Mais, enfin, le démembrement de la Monarchie Espagnole étoit alors d'une nécessité absolue; le partage qu'on en faisoit valloit du moins mieux que rien; il convenoit mieux sans comparaison de retenir une partie de la succession que de tout abbandonner à la France. Car quoiqu'il fut aisé de prévoir le mauvais effet qui en résulteroit, l'impression fatale, que l'idée de ce démembrement ne manqueroit pas de faire sur les Espagnols, & qu'indubitablement elle disposeroit les Conseils de cette Nation en faveur de la France, il n'y avoit pas actuellement d'autre ressource pour prévenir une rupture: Si Louis XIV. eut de bonne foi rempli les conditions du Traité, on auroit eu ce qu'on souhaitoit; la paix n'auroit point été troublée, & toute réunion des Etats des deux couronnes

ronnes auroit été prévenue pour toujours. Si, aucontraire, au mépris du Traité, le Roi de France eut osé envahir la Monarchie Espagnole, une violation si notoire de la foi publique auroit, en ouvrant les yeux à toutes les Puissances de l'Europe sur le péril que couroient leurs Libertés de la part d'un Prince, qui n'avoit point d'autre Loi que sa volonté, autorisé l'Angletterre, & la Hollande à faire les derniers efforts pour s'opposer à ses attentats. D'où devoit naturellement résulter, ce qu'on a vu en résulter en effet, savoir plus de facilité aux deux Puissances Maritimes à réunir les autres Princes dans une ligue étroite contre Louis XIV. pour leur propre défense, qu'elles n'en auroient trouvé à leur inspirer des précautions pour leur sûreté commune, si aucun Traité préalable n'eut été fait.

On sait ce qui arriva. Le Traité de partage ne fut point éxécuté. Accoutumé à se jouer des engagemens les plus

plus solemnels, dès qu'il se croyoit assez fort pour faire triompher ses intérêts, du droit & de l'équité. Louis XIV. accepta le Testament de Charles II. qui déclaroit le Duc d'Anjou son héritier universel, & son Successeur à la Monarchie d'Espagne : il l'accepta, dis-je, en alléguant de sa démarche la plus indigne de toutes les excuses, selon l'expression de Burnet. Il dit, en effet, qu'encore qu'il se départît de la Lettre du Traité, il en suivoit l'esprit & l'intention, qui étoit de conserver la paix à l'Europe; comme si la fidélité à remplir les Traités, étoit entre les Souverains la source fatale des troubles qui agitent les Nations, & la perfidie, le moyen de le prévenir. Louis XIV. ne s'en tint pas là. Bientôt on le vit expédier des Lettres pattentes par lesquelles il réservoit au nouveau Roi d'Espagne, & à ses héritiers mâles, le droit de succéder à la Couronne de France, nonobstant son accession au trône

Eſpagnol. *

Aidé donc des armes de la France, le Duc d'Anjou, ſans perdre de temps, alla prendre poſſeſſion de cette couronne. On ſurprit les garniſons Hollandoiſes dans les Villes de la Barrière, &, après les avoir congédiées, on les remplaça ſans façon par des troupes Françoiſes. Il fut de même facile de s'emparer de tous les Pays-Bas, il n'en coûta que de violer haut à la main un Traité des plus ſolemnels.

Le Roi Guillaume & les Etats déſarmés & ſurpris, ſe trouvérent dans l'impuiſſance de réſiſter au coup perfide qui leur étoit porté. Forcés de temporiſer, ils reconnurent le Duc d'Anjou, Roi d'Eſpagne, & entamérent des négociations avec le Miniſtre de France à la Haye, ſur les meſures à prendre, ſoit pour la conſervation de la paix, ſoit pour la ſûreté de leurs Etats & de leur commerce.

Les

(*) Henault Abrégé Chronolog. an. 1700.

Les propoſitions qu'ils firent furent rejettées avec dédain ; les hoſtilités continuérent de la part de la France ; il ſautoit aux yeux, que tout y étoit arrangé ſur ce plan : en un mot la rupture avec cette couronne étoit inévitable. Milord Bollingbroke n'en parle pas ſur un autre ton ". La ſûreté actuelle, dit-il, * tant du commerce „ que de la Barrière, la néceſſité de „ prévenir pour la ſuite l'union des „ deux Couronnes, & le maintien „ d'un certain degré d'égalité dans la „ balance du pouvoir des Souverains, „ étoient des objets trop eſſentiels à „ la tranquillité de l'Angleterre, de la „ Hollande, & du reſte de l'Europe, „ pour s'en repoſer là-deſſus à la mo„ dération des conſeils de la France, & „ à la vigueur des conſeils de l'Eſpagne „ ſous un Monarque de la Maiſon de „ France ".

Tout

(*) page 39.

Tout étoit en fermentation dans l'Europe. De tous côtés on négocioit pour conclure des Traités, & pour lever des troupes. Par tout on ne parloit que de préparatifs de guerre, & dans quelques Cours, ils ſe pouſſoient avec une ardeur inexprimable. Déjà les hoſtilités étoient entamées en quelques endroits, tout s'acheminoit à un incendie général, presque tous les Princes & tous les Etats de l'Europe s'engageoient pour l'un ou pour l'autre parti.

La France, indépendamment de l'épreuve qu'elle avoit faite de l'aſcendant de ſes armes, dans les guerres précédentes, ſe trouvoit dans des circonſtances qui la diſpoſoient à ſe croire invincible. Depuis ſon union avec l'Eſpagne elle avoit gagné à leurs intérêts communs, le Roi de Portugal, les Ducs de Savoye & de Mantoue, les Electeurs de Bavière & de Cologne. Ses armées, & ſes flottes avoient pris poſſeſ-

poſſeſſion de tous les Etats de la Monarchie Eſpagnolle. En ſe ſaiſiſſant, comme elle l'avoit fait, des Pays-Bas, elle tenoit les Provinces Unies bloquées, & pour ainſi dire, aſſiégées.

Ce fut au milieu de cette conjoncture, & dans cette ſituation également critique & dangereuſe, que l'Empereur, l'Angleterre, & la Hollande conclurent le 7. Septembre 1701. la ſeconde grande Alliance, comme abſolument néceſſaire pour le maintien de leurs droits, de leurs Etats, de leur commerce, & des libertés de l'Europe.

Les motifs de ce Traité furent pris, de ce qu'immédiatement après la mort de Charles II. le Roi de France s'étoit mis en poſſeſſion de toute la Monarchie d'Eſpagne, pour le Duc d'Anjou, & s'étoit emparé par force des Pays-Bas Eſpagnols, du Milanez &c. deſorte que les Royaumes de France & d'Eſpagne, actuellement unis de la manière la plus étroite, ne pourroient plus

être regardés déſormais, que comme une ſeule & même Monarchie.

Si, dans cet effrayant aſpect des choſes, les Alliés avoient pu imaginer le moyen de rompre cette fatale union, ou d'en prévenir les dangereuſes ſuites, rien n'eut été plus convenable que de s'y fixer, & de l'exprimer dans un plan, dont toutes les parties contractantes auroient tâché de procurer l'éxecution. Mais, hors d'état de prendre de pareilles meſures, tout ce qu'ils purent faire ils le firent. Ils s'engagérent dans les termes les plus forts, * que la guerre, étant une fois commencée, aucun des Alliés ne pourroit traiter de Paix avec l'Ennemi, ſi ce n'eſt conjointement avec la participation & le conſeil des autres Parties; & qu'aucune paix ne pourroit être conclue, ſans avoir obtenu pour l'Empereur une ſatisfaction juſte & raiſonnable pour le Roi

* Art. 8.

Roi de la Grande Brétagne, & les Etats Généraux, la ſûreté particuliére de leurs pays, de leur navigation, & leur commerce ; ni ſans avoir pris auparavant de juſtes meſures, pour empêcher que les Royaumes de France & d'Eſpagne fuſſent jamais unis en un même Empire, ou qu'un ſeul & même Roi en devint le Souverain ; & que particuliérement jamais les François ne ſe rendiſſent maîtres des Indes Eſpagnoles ou y envoyaſſent des Vaiſſeaux, pour y éxercer le commerce directement ou indirectement ſous quelque prétexte que ce fut.

Mais il n'eſt ſtipulé dans aucun des Articles du Traité, en quoi conſiſteroit la juſte & raiſonnable ſatisfaction, la ſûreté particuliére & les juſtes meſures, dont on y parle ; ſeulement y eſt-il dit, * que l'on feroit les plus grands efforts pour recouvrer les Pays-Bas Eſpagnols, pour

* Art. 5.

pour conquérir le Milanez, Naples, la Sicile, les Pays & Isles de la Méditerranée, avec les terres qui, le long des côtes de la Toscane, appartiennent à la Couronne d'Espagne; afin d'amener les choses au but susmentionné.

On ajoutoit encore, * que le Roi de la Grande Brétagne, & les Etats Généraux, pourroient conquérir à force d'armes, selon qu'ils l'auroient concertés entr'eux, pour l'utilité & la commodité de la navigation & du commerce de leurs Sujets, les Pays & les Villes, que les Espagnols possédoient aux Indes-Occidentales, & que ce qu'ils pourroient y prendre seroit à eux & leur demeureroit.

Voilà l'esquisse, le crayon des mesures, que, dans ce temps d'une consternation générale, les Alliez pensérent à opposer à la redoutable union des deux Couronnes de France & d'Espagne, en atten-

* Art. 6.

attendant qu'ils vissent quelques succès de leurs premiers efforts.

Vous observerez, s'il vous plait Milord, que, durant ces négociations de la grande Alliance, le Ministre de l'Empereur ne cessoit d'insister vivement, sur ce qu'on stipulât la restitution entière de l'Espagne en faveur de son Maître. Et quoique, dans l'incertitude des événemens, & du sort des armes, les Plénipotentiaires Anglois & Hollandois refusassent de prendre en termes exprès des engagemens aussi étendus, M. de Dickvelt, Député de la Province d'Utrecht, homme d'une habileté distinguée, & qui étoit chargé de toute cette négociation avec les Ministres Impériaux, ne fit aucune difficulté de les assurer, que, „ si le sort „ des armes venoit à être favorable, on „ prendroit des mesures convenables, „ pour la satisfaction de sa Majesté „ Impériale, & que l'on s'étendroit

„ ſuivant les événemens *. " Ainſi il eſt évident que les efforts à faire pour conquérir quelques territoires ou quelques Villes des Eſpagnols, dans les Indes-Occidentales, n'étoient pas regardés comme l'unique moyen qu'on dût employer, quoiqu'il arrivât, pour remplir les vues & les conditions du VIII. Article du Traité de la grande Alliance, conditions ſans leſquelles on convenoit de n'entendre à la paix ni avec la France, ni avec l'Eſpagne; mais que ce qu'il falloit de plus pour cela fut laiſſé indécis, juſqu'à ce que les circonſtances, les ſuccès & les événemens de la guerre en déterminaſſent la nature. Encore eſt-il auſſi clair que le jour, par cette ſtipulation au bénéfice des Puiſſances Maritimes, de pouvoir garder telles des poſſeſſions du Roi d'Eſpagne, dans les Indes-Occidentales, qu'elles pourroient y conquérir, qu'à coup ſûr l'inten-

* Lamberti Vol. I. p. 620.

l'intention des Alliés n'étoit pas de laiſſer les Indes-Occidentales à Philippe, ſi on pouvoit les lui enlever.

Les choſes en étoient dans ce point critique, quand la mort du Roi Guillaume vint achever de jetter la conſternation dans les eſprits, ſoit dans la Grande Brétagne, ſoit au dehors, parmi tous les Souverains qu'un intérêt commun avoit armés pour la défenſe des libertés de l'Europe.

Ce Prince magnanime, averti par l'épuiſement de ſes forces, que ſa fin ne pouvoit pas être bien éloignée, & prévoyant en quelles mains le Gouvernement des affaires du Royaume pourroit tomber après ſa mort, prit une réſolution digne de lui. Il ſacrifia au bien public les ſujets particuliers de mécontentement perſonnel, qui l'avoient indiſpoſé contre Milord Marlborough. Et, afin de donner aux intérêts des Alliés un appui capable de les ſoutenir contre la France, il nomma ce Lord ſon

ſon Ambaſſadeur auprès des Etats Généraux, & le fit Généraliſſime des troupes Angloiſes en Hollande.

Immédiatement après être montée ſur le trône, la Reine Anne envoya le nouveau Miniſtre aux Etats, avec ordre de donner de ſa part à L. H. P. les aſſurances les plus fortes du deſſein qu'elle avoit de maintenir l'Alliance qui avoit été contractée, & de concourir avec elles à tout ce que l'intérêt commun de l'Europe pourroit éxiger.

Mais de ſon côté la France bien loin de ſe négliger, ſut ſi habilement prendre ſes meſures, elle manœuvra & répandit ſi adroitement dans toutes les Cours, elle entra de ſi bonne heure, & ſi vigoureuſement en campagne, qu'avant que les Puiſſances Maritimes, gênées par la forme de leur gouvernement, fuſſent en état d'agir, elle avoit déjà pouſſé ſa pointe & remporté divers avantages. Ainſi, dès l'entrée de cette guerre, l'aſpect des choſes étoit

des

des plus lugubres pour les Alliés, & ne leur promettoit rien de bon. Cependant contre toute apparence, ces nuages se dissipérent, & les opérations militaires prirent le tour le plus favorable pour eux.

Le génie, entreprenant & intrépide du Prince Eugène, étonna l'Italie par les plus glorieux succès.

Ceux qui couronnérent la prudence & la valeur incomparables de Marlborough dans les Pays-Bas ne furent pas moins merveilleux. Il y força diverses places avec une rapidité prodigieuse, & obligeant les François, qui s'étoient avancés jusques sous les remparts de Nimègue, à une prompte retraite, il dégagea les Provinces Unies, que l'ennemi tenoit comme bloquées par ses troupes, & par les forts qu'il avoit construits. Dès ce moment ces Provinces respirérent; dès ce moment on y sortit du découragement où la prodigieuse supériorité des forces de la France, & l'effrayant

l'effrayant ſuccès de ſes premières entrepriſes, y avoient jetté les Eſprits.

Mais le coup le plus heureux, la manœuvre la plus importante pour l'avantage commun des Alliés, ce fut le ſuccès des négociations avec le Portugal & la Savoye. Au moyen d'une Alliance défenſive & offenſive, qu'on traita la ſeconde année de la guerre entre ces Princes d'une part, l'Empereur, la Grande Brétagne, & les Etats Généraux, de l'autre, on les détacha entiérement de leurs premiers engagemens avec la France & l'Eſpagne, & on les lia par les nœuds les plus étroits à la défenſe des intérêts communs de l'Europe.

Par le Traité conclu avec le Portugal le 3 Mai 1703. on convint dans l'Article I. que les trois Puiſſances confédérées & S. M. Portugaiſe travailleroient de tout leur pouvoir, pour mettre l'Archiduc Charles en poſſeſſion de toute la Monarchie d'Eſpagne, telle qu'elle

qu'elle avoit été poſſédée par le Roi Charles II. Dans l'Article XXI. qu'on ne pourroit faire ni paix, ni trève, que du conſentement mutuel de toutes les parties contractantes, en quelque temps que ce fut, tant que le ſecond petit fils du Roi très Chrétien, ou quelque autre Prince de la Maiſon de France, demeureroit en Eſpagne. Dans l'Article XXIV. que l'Archiduc Charles ſe rendroit en Portugal & y débarqueroit avec les Troupes auxiliaires des Confédérés. Dans l'Article XXV. que dès qu'il ſeroit arrivé en Portugal, le Roi le reconnoîtroit & le traiteroit comme Roi d'Eſpagne, ſur le pied que Charles II. l'avoit été. Dans l'Article XXVII, que les Confédérés porteroient vivement la guerre dans les Pays-Bas, ſur le Rhin, & en Italie, en même temps qu'ils tâcheroient de pénétrer en Eſpagne du côté du Portugal.

Enfin, deux Articles ſecrets de ce Traité portoient, le 1. que l'Archiduc, dé-

dévenu Roi d'Eſpagne, céderoit au Roi de Portugal Badajos, Albuquerque, Valence, Alcantara d'Eſtramadure &c. & le 2. que pareillement le nouveau Roi d'Eſpagne céderoit à S. M. Portugaiſe les Pays ſitués au Nord de Rio de la Plata, en Amérique &c.

Par le Traité avec le Duc de Savoie, ſigné le 25. d'Octobre, on reconnut de la façon la plus expreſſe le droit de ce Prince au trône d'Eſpagne, préférablement à celui de tout autre Prince après la Maiſon d'Autriche, en conformité du Teſtament de Philippe IV. & pour le dédommager des riſques auxquels il alloit expoſer ſa perſonne & ſes Etats, on lui aſſura la Souveraineté de divers territoires & de pluſieurs Villes en Italie.

Vous le voyez donc, Milord: le grand but, les vrais motifs de ces Traités furent de faire reconnoître l'Archiduc Roi d'Eſpagne, d'obliger les Alliés aux

plus

plus grands efforts, pour le mettre en poſſeſſion de cette Couronne, & d'en exclure à perpétuité toutes les branches quelconques de la Maiſon de Bourbon.

De tout cela il réſulte, que tous les engagemens pris par les Puiſſances Maritimes, relativement à la Monarchie Eſpagnole, depuis la première grande Alliance en 1689, juſqu'aux Traités conclus avec le Portugal & l'Eſpagne, en 1703. quoique conçus en des termes différens, en des termes plus ou moins développés & étendus, ſelon la diverſité des circonſtances, & de la ſituation des affaires; que tous ces engagemens, dis-je, quand on les compare, & qu'on les pèſe comme il faut, ne préſentent qu'un ſeul & même objet, qui étoit d'empêcher que l'Eſpagne & les Indes-Occidentales, ne paſſaſſent au pouvoir d'un Prince de la Maiſon de France, ſi jamais, par la force & le ſuccès de leurs armes, les Alliés pouvoient

parvenir à une fin si importante & si salutaire.

QUATRIEME LETTRE.

A Présent, Milord, jettons un coup d'œil sur les opérations de la guerre depuis 1703. jusqu'en 1706. & voyons, du moins sommairement, quels en furent les effets dans toute l'Europe, pendant cette période de temps.

En conséquence des Traités conclus avec le Portugal & la Savoye, les Alliés firent les plus grands efforts, pour éxécuter ce qui y étoit stipulé.

L'Empereur & le Roi des Romains renoncérent formellement à tous leurs droits & prétentions sur l'Espagne, & les transportérent à l'Archiduc.

Ce Prince fut déclaré Roi d'Espagne en

en 1703. Il quitta Vienne, dès que le cérémonial, qui ne finit point à cette Cour, put le permettre. Il vint à la Haye, alla s'embarquer pour l'Angleterre, & de là, sans délai, passa avec un corps considérable de troupes à Lisbonne, où il fut reçu & reconnu en 1704. d'une manière assortie à sa dignité. Tout étoit prêt pour pénétrer en Espagne de ce côté-là, avec une armée, dont les Alliés avoient confié le commandement à Milord Gallway.

Gibraltar, dont le port & la forteresse étoient de la dernière importance, pour le succès de cette guerre contre l'Espagne, fut une des premières conquêtes de l'armée des Confédérés. Cette place, qui est la clé du Détroit, passoit pour imprenable par terre, parce qu'une longue chaîne de rochers escarpés en défendent toute approche. Du côté de la Mer l'entrée en est inaccessible aux grands Vaisseaux, à cause de la forme & de la situation de sa Baye. Malgré

tout cela, le brave Prince de Heſſe Darmſtadt ſurprit Gibraltar, & s'en rendit maître.

Immédiatement après, la flotte combinée des Anglois & des Hollandois livra bataille à celle de France dans la Méditerranée. Le combat ne fut pas déciſif; mais la Marine de France y fut ſi maltraitée, que ſes vaiſſeaux ne reparurent plus dans cette Mer tant que la guerre dura.

Il eſt vrai ſeulement qu'en 1705. les François & les Eſpagnols eſſayérent de reprendre Gibraltar pour Philippe, mais cet eſſai acheva de ruiner leur Marine. L'armée, qui attaquoit la place par terre, fut obligée de lever le ſiège, l'Eſcadre, qui en bloquoit le port, fut ou diſperſée par la tempête ou détruite par les Anglois.

Toutes les opérations militaires ſur les frontières de l'Eſpagne & du Portugal, n'aboutirent pas à grand choſe, pour aucun des deux partis, les deux per-

premières campagnes, après l'arrivée du Roi Charles à Lisbonne. Dégoûté de tant de longueurs & ennuyé d'être-là, si long-tems à ne rien faire, des avis qu'il reçut, qu'en Catalogne, on étoit généralement disposé en sa faveur, & qu'en quelques lieux même on s'étoit déclaré pour lui, le déterminérent sur le champ à y accourir. Cinq mille Anglois venoient d'arriver à Lisbonne; il s'embarque à leur tête; il descend à Barcelone, & avec une intrépidité plus étonnante que dirigée selon les régles de l'art militaire, ni la situation de la place, ni la force de la garnison qui la défend, rien ne peut le détourner d'en entreprendre le siège. Il attaque le fort de Mont-Joui & l'emporte l'épée à la main. Barcelone, qui ne peut pas tenir longtems, ouvre ses portes au vainqueur; Charles y est reçu, & tout de suite proclamé d'une voix, Roi d'Espagne. La Principauté entière suivit

l'exemple de la Capitale. C'étoit le moins qu'on put attendre d'un ſuccès ſi glorieux & ſi ineſpéré.

De Barcelone on envoya un détachement à Valence pour y exciter & y appuyer une révolte. Ce corps n'étoit ni bien armé, ni bien approviſionné; point d'artillerie, preſque point de munitions, & néanmoins partout où il ſe montra, on prit la fuite ou on ſe rendit. La Capitale lui ouvrit ſes portes avec toutes les marques poſſibles d'un dévouement ſincère au nouveau Roi. Ainſi, dans ſix ſemaines de temps, Charles ſe trouva maître du Royaume de Valence, & de la principauté de Catalogne.

L'année d'après Philippe eſſaya de reprendre Barcelone. Le Maréchal de Teſſé vint y mettre le ſiège, pendant que le Comte de Toulouſe en bloquoit le port avec une Eſcadre; Charles étoit en perſonne dans la Ville. Sa préſence, ſon intrépidité, & un cou-

rage

rage héroique y soutinrent les esprits, que la grandeur du péril avoit consternés. Cette résistance donna le temps à la flotte alliée de survenir. Les François levèrent le siège avec une précipitation incroyable, abandonnérent leurs blessés, laissérent leur camp plein de provisions, & n'arrivérent sur la frontière de France à marches forcées, sans cesse harrassés par les Miquelets qui les serroient, que dans un affoiblissement, & dans un désordre extrêmes.

L'intrépidité du Roi Charles, dans une conjoncture si délicate, étant couronnée de pareils succès, ne pouvoit que lui gagner les cœurs, multiplier ses partisans, & augmenter sa puissance en Espagne. Le Royaume d'Arragon étoit porté à se soumettre; l'exemple des Catalans & du Royaume de Valence acheva de l'y déterminer. On l'y reconnut avec toutes les démonstrations possible de sincérité.

Pendant ce temps Milord Gallway,

à la tête d'une armée de vingt mille hommes, avoit ouvert la campagne du côté du Portugal, & ne trouvoit nulle part que peu ou point de réſiſtance: Madrid lui ouvrit ſes portes. Charles y fut proclamé ſans que le Duc de Berwick put l'empêcher. Philippe, arrivé depuis peu à Madrid avec une petite ſuite, ſe vit contraint d'abandonner cette Capitale.

Mais les choſes changèrent bientôt de face. Au lieu de marcher ſans délai de Barcelone à Madrid, le Roi Charles donna le temps à ſon rival de raſſembler ſes forces éparſes. A la faveur de cette inexcuſable inaction, les troupes de France joignirent celles de Philippe; bientôt il ſe vit une armée auſſi forte que celle de Gallway. Ce Général fut contrait de quitter Madrid, pour aller couvrir le Roi dans ſa marche à Sarragoſſe. Philippe, qui avoit repris courage, rentra dans ſa Capitale. Les Royaumes d'Arragon & de Valence avec

la Catalogne demeurérent à ſon ennemi.

Telle étoit la ſituation des affaires en Eſpagne à la fin de l'année 1706.

Pour revenir aux Pays-Bas, rien n'avoit pu, depuis l'année 1703. y donner la moindre atteinte à la conduite, & au bonheur du Duc de Marlborough. Il avoit pris Bonn, réſidence de l'Electeur de Cologne qui, avec ſon frère, l'Electeur de Bavière, s'étoit engagé dans le parti de la France. Delà il s'étoit emparé d'Hui, de Limbourg, de Gueldres, & ainſi il étoit demeuré le maître du Bas Rhin, & avoit aſſuré la Frontiére des Provinces-Unies.

En Flandres, rien n'avoit ſignalé cette campagne, ni d'un côté, ni de l'autre.

En Allemagne, les heureuſes opérations des armées de France, & des troupes auxiliaires de Bavière, pendant que les Conſeils, & les Généraux de l'Empereur délibéroient, & agiſſoient

avec une lenteur & une foibleſſe infinies, avoient réduit les affaires de ce dernier à la plus grande extrêmité. L'Electeur de Bavière étoit maître du Danube juſqu'à Paſſau ; il envoyoit ſes partis faire des courſes, & dévaſter au delà du fleuve juſques dans l'Autriche. Pendant ce temps-là, les mécontens de Hongrie avoient fait de formidables progrès, le chemin de Vienne étoit ouvert, on pouvoit aſſiéger cette Capitale quand on voudroit; déjà il avoit été mis en délibération dans le Conſeil de l'Empereur, s'il ne conviendroit pas de s'en retirer. En un mot, c'en étoit fait de la Maiſon d'Autriche, ſi le Duc de Marlborough, ne ſe fut hâté de la relever.

Le plan de cette grande entrepriſe, conçu au ſein d'un profond ſecret entre ce Duc & le Prince Eugène, fut d'abord mis en éxécution par leurs ordres, avec la plus grande activité. Toute l'Europe fut étonnée de voir notre armée

armée quitter le Rhin, pour marcher vers le Danube. Les François ſurtout & les Bavarois en furent extrêmement ſurpris. La démarche étoit auſſi hardie qu'inattendue; mais l'événement en juſtifia glorieuſement la ſageſſe. L'armée de l'Electeur étoit retranchée dans un poſte avantageux, près de Donawert. Marlborough l'attaque, on lui réſiſte avec vigueur. L'action s'échauffe, le ſang eſt preſque également répandu des deux côtés, enfin les Anglois renverſent leurs ennemis. Marlborough paſſe le Danube & ſe met à portée d'être joint par le Prince Eugène, & par les Allemands qu'il commandoit. Dans le même temps le Maréchal de Tallard étoit venu renforcer l'armée de l'Electeur de Bavière. Cette armée s'étoit avancée, elle occupoit un camp avantageux. La fameuſe bataille d'Hochſtet ſe donna; nous y remportâmes une victoire complette; plus de douze mille hommes y furent tués ou bleſſés de notre

tre côté; l'ennemi en compta du ſien environ quarante mille tant tués, que bleſſés & faits priſonniers.

De ſoixante mille hommes qui compoſoient l'armée Françoiſe, cette armée tant de fois victorieuſe en Allemagne & aprélent ruinée, à peine en comptoit-on effectivement vingt mille. En moins d'un mois, cent lieux de pays ſe ſoumirent aux Alliés, ſans compter toute la Bavière miſe au pillage, & pour ainſi dire changée en un vaſte déſert. L'Electeur, fuyant à Bruxelles, rencontra ſur le chemin l'Electeur de Cologne ſon frère, chaſſé comme lui de ſes Etats; ils s'embraſſérent en mêlant leurs larmes. La Cour de Verſailles, accoutumée à la proſpérité, tomba dans la plus grande conſternation. Il n'y eut que Madame de Maintenon, qui oſât ſe charger d'apprendre au Roi qu'il n'étoit plus invincible.

L'année ſuivante 1705. Milord Marlborough réſolut de transporter le théa-

tre

tre de la guerre ſur la Moſelle. Il s'étoit concerté avec le Prince Louis de Bade, pour attaquer le Maréchal de Villars près de Trèves. Ce Prince manqua à ſa parole, & le projet s'en alla en fumée.

Le Duc revint dans les Pays-Bas, aſſez à temps pour aſſiéger Liége, & pour reprendre Hui, dont les François s'étoient emparés en ſon abſence. De-là il alla attaquer ces mêmes François, retranchés dans leurs lignes, & les y força. Il ſe retirérent dans un camp fortifié, où il voulut les ſuivre. Deux fois il en propoſa l'attaque, mais les Députés, que les Etats Généraux avoient à l'armée, refuſérent d'y donner leur conſentement, perſuadés, par les avis de ceux qui commandoient leurs troupes, qu'il y avoit trop de témérité dans cette entrepriſe. Ainſi la campagne ſe termina & en Allemagne & en Flandre, ſans aucune action importante, quoique, avec la plus vive activité le

Duc

Duc de Marlborough eut cherché toutes les occasions possibles d'attaquer les François, & eut montré le plus ardent desir d'en venir aux mains avec eux partout où il pouvoit le faire.

La campagne de 1706. s'ouvrit de bonne heure en Flandre. Louis XIV. qui s'étoit flatté de pouvoir la commencer, avant que les Danois & les Prussiens eussent joints leurs forces à celles des Alliés, voulut que l'Electeur de Bavière & Villeroi livrassent bataille à ces derniers. Le Duc de Marlborough leur épargna une partie du chemin. Les deux armées se rencontrérent au village de Ramillies. L'engagement fut total & la défaite des François complette. De toutes parts renversés en très peu de temps, ils prirent la fuite dans la dernière confusion. Le vainqueur ne refusa de les poursuivre, que pour se hâter de cueillir les fruits de sa victoire. En moins de rien toute la Flandre Espagnole fut conquise. Une

terreur

terreur panique dévançoit l'épée invincible de ce Héros. L'ennemi, saisi d'effroi, ne put en revenir tant que la guerre dura.

Malgré les immenses préparatifs, & les belles espérances de la France, ses affaires n'alloient pas mieux en Italie, que partout ailleurs. Louis XIV. piqué au vif de la défection du Duc de Savoye, n'en avoit pas été plutôt averti, qu'il avoit résolu d'en tirer une vengeance signalée. Prévoyant les fâcheuses suites de cette défection, s'il ne se hâtoit d'y mettre obstacle, il avoit cru prendre des mesures infaillibles pour accabler son nouvel ennemi, avant que les Alliés pussent lui donner de l'appui. D'abord, en effet, le Duc de Vendôme arrêta, & désarma le peu de troupes qui appartenoient au Duc de Savoye, pénétra dans ses Etats, & poussa ses conquêtes avec vigueur. Envain Stahremberg, si habile dans l'art de la guerre, fit des marches extraordinaires pour

mener

mener quelques ſecours, ce ſecours étoit peu conſidérable. Envain le Prince Eugène arrêta, pendant quelque temps, par ſa bravoure induſtrieuſe, & indomptable les progrès ultérieurs de l'ennemi, en lui diſputant quelques paſſages, & en remportant quelques avantages ſur lui, les troupes que ce Prince attendoit de l'Empereur & de l'Empire n'arrivérent pas à temps; il ne fut plus poſſible de tenir contre les forces ſupérieures des François.

A tant de diſgraces, le Duc de Savoye oppoſa une prudence & une fermeté ſupérieures à ſes malheurs. Tout ce qu'on pût imaginer pour l'ébranler ne fit que blanchir contre ſa vertu. On lui préſenta le gouvernement du Milanez ſa vie durante. On lui offrit en outre pluſieurs millions de Livres pour relever ſes villes démolies. Il rejetta toutes ces propoſitions, & déclara ſans détour que rien ne ſeroit capable de le détacher de la grande Alliance. Sa vigilance

gilance & ſon activité infatigables firent traîner preſque tous les ſiéges, que les François mirent devant ſes places fortes, dont-ils ne ſe rendirent maîtres qu'après en avoir chèrement payé la conquête. Quand ils les eurent toutes enlevées à l'exception de Turin, cette Capitale eut ſon tour. Cette grande Ville fut inveſtie par une armée nombreuſe, avec un immenſe appareil d'artillerie & de munitions de guerre. Mais elle étoit bien fortifiée, pourvue de tout, & la défenſe qu'elle fit fut des plus nobles. Pour donner le change à l'ennemi, le Duc de Savoye ſortit de Turin avec quelques troupes de Cavalerie. Le Général François, la Feuillade, le pourſuit de vallée en vallée. Il eſt comme enfermé dans une enceinte fort étroite; mais il ménage ſa troupe avec tant d'art & de courage, que connoiſſant d'ailleurs à fonds le pays, il échappe à ſes pourſuites. Par là le ſiége traîne; le Prince Eugène qui a reçu

des hommes & de l'argent, s'avance. Tantôt par des attaques inopinées & tantôt par des marches inattendues ; tantôt en donnant le change à l'ennemi, & tantôt en le forçant dans ſes poſtes avantageux, il pénètre avec une habileté & une valeur qui triomphent de tous les obſtacles, & rien ne peut empêcher, qu'enfin il ne joigne le Duc de Savoye. L'ennemi ne tarda pas à ſentir les effets de cette jonction. Les deux grands Généraux attaquérent les François dans leurs retranchemens & les y forcérent. Leur déroute fut générale. Turin ſe vit délivré, & cette journée, en lui rendant la liberté, coûta à la maiſon de Bourbon, le Milanez, le Mantouan, le Piémont, le Royaume même de Naples.

On conçoit aiſément, qu'à la ſuite de tant de victoires & de conquêtes, ſi avantageuſes aux Alliés dans toutes les parties de l'Europe, les affaires des deux Couronnes ne pouvoient que ſe trou-

trouver dans l'état le plus déplorable. Il n'y à qu'une voix là-dessus. François & Anglois tous les Historiens parlent de cette époque mémorable sur le même ton.

La France, dit l'un de nos plus respectables Ecrivains *, avoit si bien concerté le dessein de la campagne de 1706. que l'aspect en étoit formidable, & que si l'éxécution eut répondu au plan, les effets en auroient été aussi glorieux pour elle, que la conclusion lui en fut fatale. Le même Auteur observe ; qu'aprés la levée du siége de Turin, quand on vit cet enchaînement inoui de pertes & de malheurs arrivés de toutes parts dans une seule & même campagne, la chose parut si extraordinaire, qu'on ne put s'empêcher d'en conclure, que le tems étoit venu ou Louis XIV. en punition de la perfidie, de la tyrannie, & de la cruau-

* Burnet Tom. V, an. 1706.

cruauté d'un règne auſſi ſanglant que long, alloit être traité comme il avoit traité les autres.

Un excellent Auteur François, a peint d'un mot les diſgraces de la France en ce temps-là avec une énergie inimitable. Cette année, dit-il, mit le comble aux revers de la France *.

Quels avantages, au contraire, que ceux que le ſuccès des armes des Puiſſances Alliées leur avoient aſſuré dans l'intervalle de temps, qui s'étoit écoulé depuis 1703. à 1706. L'Empereur & l'Empire ſe trouvoient arrachés à une ruine en apparence inévitable ; toute cette grande étendue de pays, qui eſt compriſe entre le Danube, & le Rhin avoit été conquiſe ; les Electeurs de Bavière & de Cologne avoient perdu leurs Etats.

On s'étoit emparé de la Flandre, & du Brabant Eſpagnols. Le chemin étoit

* Le Préſident Hénault.

toit ouvert aux conquêtes ultérieures, que l'on fit depuis jusques aux anciennes limites de la France; conquêtes qui auroient pu être poussées jusques aux portes de Paris, si l'on n'y eut pas mis obstacle par le rappel du Duc de Marlborough & par une paix honteuse.

Les Espagnols & les François étoient chassés de toute l'Italie. Le Roi Charles étoit maître des Royaumes d'Arragon & de Valence, & de la Principauté de Catalogne. On assure même * que les affaires de Philippe parurent si désespérées, que le fameux Vauban proposa à la Cour de France de l'envoyer régner en Amérique avec les Espagnols attachés à son parti. Quelque chimérique que cette idée paroisse, elle prouveroit du moins qu'on regardoit alors en France, comme tout aussi chimérique l'espérance de maintenir Philippe sur le trône d'Espagne.

Je

* Voltaire siècle de Louis XIV.

Je ne pouſſerai pas plus loin pour le préſent mes réflexions. Une ſeule remarque que vous aurez faite ſans doute, Milord, ne doit pas être omiſe en cet endroit, c'eſt que l'état glorieux où les affaires des Alliés ſe trouvérent à la fin de la campagne de 1706. pendant qu'aucontraire celles des ennemis étoient dans la ſituation la plus déplorable, fut le réſultat viſible des meſures priſes & éxécutées en conſéquence des Traités conclus avec le Roi de Portugal, & le Duc de Savoye. Un Auteur non ſuſpect a porté le même jugement des ſuites du dernier de ces Traités ". Le Duc de Savoye, dit-il*, „ conclut une ligue avec l'Empereur: „ cette défection fut une des principa- „ les cauſes de tous les malheurs de „ cette guerre ".

Auſſi l'Europe entière étoit-elle dans l'attente que Louis XIV. battu de tant de

* Hénault, Abrégé Chronologique an 1703.

de coups, humilié de tous côtés, & attendri à la vue des misères de ses Sujets, se détermineroit enfin à offrir de cèder l'Espagne & les Indes-Occidentales à la Maison d'Autriche, comme une condition préliminaire, pour entrer en négociation sur les moyens de mettre fin à une guerre si ruineuse. Les engagemens réciproques où les Alliés étoient entrés, portoient visiblement sur cette base; c'étoit pour obtenir ce but qu'ils avoient fait tant de dépenses & tant d'efforts, & assurément les succès glorieux de leurs armes leur donnoient tout le droit possible à éxiger & à attendre une démarche si juste, si raisonnable. Nous verrons dans la Lettre suivante ce que les François en pensérent.

CINQUIEME LETTRE.

J'Entre ici dans l'éxamen des mouvemens qu'on ſe donna pour faire la paix depuis l'année 1703. juſques à l'année 1706.

On n'en découvre ni trace, ni ſigne de la part de la France juſques à l'année 1705.

Les premières ouvertures s'en firent par le Marquis d'Alègre, priſonnier de guerre à la Haye; enſuite par un nommé Helvétius, & par quelques autres Emiſſaires de la France parmi le peuple. Ils répandoient que Louis XIV. fatigué de la guerre, touché de ſes revers, & voyant bien qu'il lui étoit impoſſible de réſiſter plus longtems aux armes des Confédérés, étoit tout diſpoſé à la paix. On fit ſecrétement parvenir au Penſionnai-

ſionnaire des Etats de Hollande, que la France ne ſeroit pas éloignée de s'en tenir au Traité de partage. Il porta dans l'Aſſemblée de la Province ces propoſitions; mais elles étoient ſi vagues, ſi découſues, que n'étant d'ailleurs appuyées ſur aucune autorité, on vit clairement quelles n'étoient deſtinées qu'à jetter de la jalouſie, & de la défiance entre les Alliés. En effet, il y eut quelques Miniſtres des Puiſſances confédérées à la Haye qui en prirent l'allarme.

Pour les tranquilliſer & pour prévenir les mauvais effets qui en pourroient réſulter, on fit enſorte que les Emiſſaires de la France vuidérent les Provinces, & s'en retournérent chez eux; mais en même temps on fit connoître que ſi la France ſouhaitoit ſérieuſement une paix générale, elle n'avoit qu'à s'expliquer clairement, ſans équivoque, & en faiſant des propoſitions ſur leſquelles on put délibérer avec fondement entre les Alliés *. L'an-

* Lamberti, Tom. III. an. 1705. pag. 550. 553.

L'année ſuivante, après la bataille de Ramillies, l'Electeur de Bavière écrivit au Duc de Marlborough & aux Députés des Etats Généraux le 2. Octobre 1706. que ſa Majeſté Très Chrétienne, voyant qu'on avoit mal interprêté les ouvertures qu'elle avoit faites pour la paix, par la voie de quelques particuliers, & ſouhaitant juſtifier la ſincérité de ſes intentions pour rétablir la tranquillité de l'Europe, conſentoit qu'on choiſit un lieu entre les deux armées, & après leur ſéparation, entre Mons & Bruxelles, où, avec ce Duc, pour la Grande Brétagne, les Députés que les Etats Généraux voudroient nommer, & les perſonnes que le Roi Très-Chrétien chargeroit de ſes pouvoirs, on pourroit commencer à s'expliquer ſur une matière ſi importante.

Et comme dans ſes Lettres l'Electeur aſſuroit entr'autres, que l'intention du Roi n'étoit pas d'exclure de la négociation aucune des Puiſſances Belligérantes,

rantes, le Duc de Marlborough & les Députés des Etats Généraux, répondirent à ce Prince, que la Reine & les Etats apprenoient avec plaiſir les inclinations du Roi, à prêter les mains pour parvenir à une paix ſolide & durable, qu'ils étoient prêts d'entrer conjointement avec tous leurs Alliés dans les meſures juſtes & néceſſaires pour parvenir à une telle paix; mais que la voie propoſée d'entamer des conférences, ſans des éclairciſſemens préalables & plus particuliers de la part de Sa Majeſté Très-Chrétienne, ne leur ſembloit pas propre à arriver à cette paix ferme & durable; qu'ainſi il faudroit ſonger à des moyens plus ſolides pour parvenir à ce grand but, auquel la Reine, & les Etats prêteroient volontiers les mains, avec toute la ſincérité qu'on pouvoit ſouhaiter, n'ayant rien tant à cœur que le ſoulagement de leurs Sujets, & la tranquillité de l'Europe. Ces Lettres étoient écrites de la Haye le 19. & le 20. Novembre 1706. Toute

Toute cette affaire fut communiquée aux autres Alliés, d'un côté pour guérir les uns de l'inquiétude, & de la jalouſie que le ſoupçon de quelque négociation faite à leur inſu, leur avoit cauſée; de l'autre pour prévenir la mauvaiſe impreſſion que pouvoient faire les bruits adroitement ſemés par les Emiſſaires de la France, ſoit en Angleterre, ſoit en Hollande, que les Miniſtres de ces deux Puiſſances ne vouloient entendre à aucun accommodement raiſonnable.

Vous voyez, Milord, par le précis que je viens de vous faire de cette correſpondance pacifique, que l'Electeur de Bavière ne faiſoit dans ſes Lettres aucune propoſition, qui put ſervir de baſe à des conférences, qu'il n'y avançoit rien qu'on put regarder comme propre à devenir la matière d'un Traité de paix. Il eſt vrai que l'Evêque de Chicheſter, dans l'idée qu'il donne de la conduite de cette guerre, après

après avoir parlé des deux Lettres que l'Electeur de Bavière écrivit de la part du Roi de France, au Duc de Marlborough, & aux Députés des Etats Généraux, pour leur faire quelques ouvertures de pacification, ajoute ce qui suit ". Quiconque voudra prendre „ la peine de feuilleter les Gazettes „ & autres écrits périodiques de poli„ tique de ces temps-là verra bientôt, „ qu'il n'y avoit point de mystère dans „ toute cette correspondance. Ce n'é„ toit absolument qu'une offre que la „ France faisoit aux Alliés de leur cèder „ ce qu'ils aimeroient le mieux ou l'Es„ pagne & les Indes, ou le Milanez, Na„ ples & la Sicile; mais cette offre fut „ unanimement rejettée ". On disoit en effet que la France avoit présenté ces conditions, & au sur-plus une bonne barrière pour les Pays-Bas, avec le Tarif de 1664. mais uniquement sous main, par des Emissaires non accréditées, desorte qu'il n'étoit pas naturel d'y

d'y faire attention. Quant à ce que le Prélat assure que l'offre de l'alternative susmentionnée, entroit dans les Lettres de l'Electeur au Duc & aux Députés des Etats, il est dans l'erreur. L'inspection des Lettres & des réponses le démontre. On n'y trouve aucune proposition de paix: mais seulement un lieu indiqué en gros, pour tenir des conférences. L'erreur cependant n'est pas bien considérable. Ce qui est essentiel, c'est ce que l'Evêque assure, que l'offre fut faite par la France, & rejettée par les Alliés; & il prouve sans replique, que si les Alliés n'acceptérent aucune des deux parties de l'alternative qu'on leur proposoit, c'est qu'ils ne la regardérent que comme un leurre, destiné à les amuser, ou à les brouiller. Ses raisons sont péremptoires & pour tout dire irréfistibles: mais comme il entre dans des détails, qui me feroient perdre de vue mon principal but, je dois vous renvoyer à l'ouvrage même

même de notre Prélat. Il faut seulement que j'en emprunte ici un fait, dont la certitude avérée ne laisse aucun doute sur le peu de sincérité de la France. Je veux parler de la Lettre que Louis XIV. écrivoit au Pape le 15. Fevrier 1707. deux ou trois mois après les Lettres de l'Electeur de Bavière. Par cette Lettre à Clement XI, il conste que jamais la France ne fut d'intention de laisser aux Alliés le choix de l'alternative qu'elle leur offrit. Comme c'est un point capital j'y reviendrai dans la suite. La chose le mérite à tous égards, car autant que j'ai pu le découvrir, l'alternative en question seroit la seule avance accréditée que la France eut faite vers la paix, depuis le commencement de la guerre jusques à l'époque ou nous voilà parvenus.

Notez qu'encore que, dans son Ebauche, Milord Bullingbrooke assure sans façon, mais contre toute vérité, que la France offrit en 1706. de faire la

la paix sur les principes du Traité de la Grande Alliance de 1701. il n'insinue pas même en aucun endroit, que la cession de l'Espagne & des Indes à la Maison d'Autriche entrât pour rien dans ces offres. Mais encore une fois je reprendrai cette discussion.

Arrêtons nous, Milord, un moment ici. Je viens de mettre sous vos yeux avec toute la vérité & toute la naïveté possibles, les motifs qui déterminérent l'Angleterre & la Hollande à entrer avec d'autres Puissances dans une guerre aussi coûteuse que sanglante contre la Maison de Bourbon, pour empêcher que l'Espagne fut jamais au pouvoir d'aucune des branches de cette famille. J'ai déduit avec la même fidélité les engagemens pris par les Confédérés en divers temps, selon la diversité des événemens & des circonstances. Enfin, j'ai rappellé la glorieuse perspective que le succès des armes des Alliés, dans toute l'Europe, ouvrit à leurs espérances

ces en 1706. Lisez à cette heure ce que l'Auteur de l'Ebauche à écrit sur ces mêmes objets, & dites moi si vous pouvez revenir de vôtre surprise en voyant avec quelle audace il les a défigurés.

Il ne craint pas de donner pour certain que la France s'avouant, enfin, impuissante * à soutenir ce qu'elle avoit entrepris, soupira après la paix dès l'année 1706. & se montra † toute prête à la conclure avec les Alliés sur les principes de la Grande Alliance de 1701. Il assure que les Alliés rejettérent ces offres par des raisons d'ambition, § d'avarice, d'intérêt tant personnel que nationnal ; intérêts en partie connus, & en partie ** imaginaires, ajoute-t'il, avec une témérité ridicule. Il prétend que, par le refus d'une si ample satisfaction, les Alliés abandonnérent leur plan original. Et de

* Page 63. † Page 64.
§ Page 68. ** Page 87. 88.

de tout cela il conclut que, depuis ce moment, ils n'ont fait qu'une guerre imprudente & injuſte. *

Mais j'oſe dire qu'il ſuffit de jetter les yeux ſur les Articles de la Grande Alliance de 1701. pour demeurer convaincu, que ces aſſertions de Milord Bullingbrooke, comme tant d'autres dont ſa fameuſe Ebauche fourmille, n'ont pas l'ombre de la vérité; que les prétendues offres, (car elles ne ſont que cela) faites par la France en 1706. ne répondoient nullement aux vues de cette Alliance; que par conſéquent l'Auteur calomnie les Alliés, en les accuſant d'avoir rejetté ce qui jamais ne leur a été offert; que les motifs qu'il leur prête d'un choix, qui n'a jamais été à leur pouvoir, ſont indignes; & qu'ainſi c'eſt contre toute droiture, qu'il taxe leur prudence, & leur juſtice, comme s'ils avoient continué la guerre ſur un plan nouveau

* Page 67. 70.

nouveau, quoique de fait ils n'ayent jamais changé leur premier plan; qu'ils l'ayent pouſſée ſelon les vues & les termes exprès de la premiere Grande Alliance, des Traités de partage, & de ceux qui avoient été conclus depuis avec le Portugal & la Savoye. Qu'eſt-ce qui les auroit porté à abandonner ce plan? Les raiſons de le ſuivre n'étoient-elles pas toujours les mêmes, toujours également tirées de leur ſûreté & de leurs intérêts communs? Pouvoient-ils jamais parvenir à leur but d'une autre manière, que par le ſuccès des meſures priſes entr'eux pour cet effet.

Mais je veux qu'ils euſſent changé de plan, eh bien! à qui en auroient-ils été reſponſables qu'à eux mêmes? Eſt-ce donc que la Grande Alliance de 1701. étoit un engagement pris par les Confédérés avec la France? N'étoit-elle pas un nouveau lien d'union entr'eux, contre les perfidies de cette Couronne &

contre ſon formidable pouvoir? D'ailleurs, qu'on me diſe à l'égard de qui le prétendu changement auroit rendu la guerre une injuſtice? Sûrement ce ne pouvoit pas être vis-à-vis de la France, & ſi ce changement avoit été fait du conſentement des Alliés, il ne pouvoit pas non plus rendre la guerre injuſte par rapport à eux.

Reſteroit donc uniquement à faire enviſager cette guerre continuée, comme une imprudence; mais encore à quel titre? N'étoit-ce pas plutôt un acte de ſageſſe de la pouſſer, ſi ſeulement l'éxécution du nouveau plan étoit poſſible? N'étoit-ce pas travailler de concert à accomplir les vœux, que depuis quelques années tous les Souverains de l'Europe, à une Maiſon près, ne ceſſoient de former? Il faut en vérité que notre Auteur ait été étrangement aveuglé pour ne le pas voir, lui qui convient * non ſeulement, que le meilleur moyen

* Page 74.

moyen de prévenir l'union des Monarchies Françoiſe & Eſpagnole, étoit évidemment d'élever ſur le trône d'Eſpagne un Prince de la Maiſon d'Autriche, mais encore * que cet expédient étoit très convenable dès-là qu'il étoit poſſible de l'effectuer.

Si donc, par ce que nous avons déjà vu, & par ce que nous verrons encore plus amplement dans la ſuite, il conſte que le nouveau plan, pour parler avec Milord Bullingbrooke, pouvoit être réellement éxécuté, il s'enſuit de la manière de raiſonner de cet Ecrivain, que les Alliés firent très bien de le choiſir, ſurtout s'il étoit, non comme il le dit, le meilleur, mais le ſeul qui put empêcher la réunion des deux Couronnes, & tant qu'il n'en produira pas un autre, dont l'éxécution eut été plus efficace, pour arriver à ce but, toutes ces déclamations ne ſignifieront pas la moindre des choſes.

* Page 78.

Preuve certaine que l'Auteur de l'Ebauche l'à ſenti, c'eſt qu'au lieu de raiſonner à perte de vue ſur la matière, il n'a pas fait la ſeule choſe qu'il y avoit à faire pour l'éclaircir.

Pourquoi ne pas mettre d'un côté les propres paroles de la Grande Alliance, & de l'autre les termes exprès des conditions de paix offertes par la France en 1701. pour les comparer enſuite littéralement? En ſuivant cette méthode, on auroit vu d'un coup d'œil juſqu'où les propoſitions de la France, répondoient au but des Alliés? on auroit vu juſqu'où, en faiſant, de la conquête de la Monarchie Eſpagnole, l'objet de la guerre, les Alliés s'étoient départis des principes de la Grande Alliance, avoient fait un nouveau plan, & en quoi ce plan nouveau différoit de l'ancien. Pourquoi donc, au lieu de s'y prendre de la ſorte, l'Auteur s'eſt il amuſé à inviter le Seigneur à qui il écrit de ſe rappeller les anecdotes du temps, & les é-

vénemens

venemens de la guerre, qui ſuivirent la mort du Roi d'Eſpagne, ſans inſinuer ſeulement de quels événemens & de quelles anecdotes il veut parler. Pourquoi? ſi ce n'eſt parce que toutes ces inſinuations, n'étant que des fictions toutes pures, elles ne pouvoient pas ſoutenir l'épreuve de la pierre de touche, l'épreuve de la vérité, & que préſentées dans ce point de vue elles auroient produit un effet tout contraire à celui de leur deſtination, en mettant la perſonne à qui elles étoient adreſſées en état de juger ſainement de toute cette affaire.

Avouons le pourtant, l'Auteur de l'Ebauche s'eſt trouvé dans un cruel embarras; auſſi peu qu'il lui convenoit d'arrêter ſes regards, & ceux des Lecteurs ſur le plan de la Grande Alliance, auſſi peu pouvoit-il ſe diſpenſer d'en parler, & d'appeller à ce plan. Pour ſe tirer d'embaras il falloit néceſſairement payer d'induſtrie, & il la fait avec

une assurance qui touche au comique. D'abord il a exposé en termes vagues & généraux les principales conditions de ce Traité; ensuite, à force de bras & de machines, ou pour parler net, au moyen de diverses conséquences ou fausses ou forcées, il a déduit de-là un but qui ne fut jamais celui des Alliés; puis donnant ce phantôme de son imagination pour un objet réel, il en a fait le sujet de ses raisonnemens avec autant de hardiesse que s'il eut réellement existé. Par exemple. Il fait consister les engagemens de la Grande Alliance *, à procurer à l'Empereur une satisfaction raisonnable pour ses prétentions sur la succession d'Espagne, à donner aux Puissances Maritimes des sûretés suffisantes pour leurs possessions, ainsi que pour la navigation & le commerce de leurs Sujets, & à prévenir l'union des deux Monarchies de France

* Page 45, 46.

France & d'Eſpagne. Fort bien! Mais prenez garde au tour d'induſtrie. Pas un mot des Indes-Occidentales Eſpagnoles, dont il eſt ſi expreſſément parlé dans le VI. Article de la Grande Alliance.

Par contre, Milord Bullingbrooke voit dans cet Article *, ce qu'apparemment toute votre pénétration n'y découvrira pas. Il y voit que le but de la guerre fut de faire un Traité de partage, en vertu duquel un Prince de la Maiſon de Bourbon demeureroit ſur le trône d'Eſpagne; & cela poſé, il conclut, que la paix qu'offrit la France en 1706. étoit conforme aux principes de la Grande Alliance. Admirable raiſonnement dont le principe eſt de la fauſſeté la plus choquante! Y-a-t'il quelque choſe dans la Grande Alliance qui ait la moindre apparence d'un projet de partage? Y ſpécifie t'on ſeulement

* La-même.

ment qu'elle ſatisfaction ſera donnée à l'Empereur, & qu'elle ſûreté aux Puiſſances Maritimes? Y marque t'on ſeulement quelles meſures on prendra pour empêcher l'union des deux Monarchies? La ſeule choſe qui y eſt ſpécifiée, c'eſt-ce que l'Auteur de l'Ebauche diſſimule, ſavoir, le deſſein des Puiſſances Maritimes de faire des conquêtes dans les Indes Eſpagnoles. Tous les autres points d'importance y ſont laiſſés, comme je l'ai dit, indéfinis, juſqu'à ce que les circonſtances des événemens futurs, & les ſuccès de la guerre en euſſent décidé; & il n'appartenoit nullement à cet Ecrivain d'en prononcer là-deſſus, à moins qu'il ne ſe montrât qualifié par quelqu'endroit pour décider, juſqu'où les offres de la France devoient aller, afin de remplir les vues de la ſatisfaction que les Alliés prétendoient.

Or de ſon entier ſilence, ſur la nature des prétendues offres faites par la France en 1706. & ſur ce qui auroit

dû

dû les faire accepter, de ce silence profond, j'en conclus, que ces offres lui étoient inconnues. S'il en avoit su quelque chose il n'auroit pas manqué de le dire. Il étoit alors Secretaire de la guerre; M. Harley, son confident, son intime, étoit Secretaire d'Etat, & toutes les négociations avec la France étoient dans son département. Ainsi rien ne peut le disculper de ne vous avoir pas fait connoître distinctement les offres, les avances pour la paix, qu'il assure que cette Couronne fit. S'il ne vouloit pas rompre la chaîne des gentillesses de son *Essai des mélanges*, il pouvoit faire de ces avances la matière d'un appendice intéressant, apprendre là au public, quand & par qui la France avoit fait ces offres, & ce qui s'étoit passé à cette occasion. J'avoue que je ne sai imaginer aucune raison de son silence là-dessus, à moins qu'à juger de lui par la droiture & l'uniformité

l'uniformité admirable de ſa conduite pendant tant d'années, on n'en conclue qu'il s'eſt fait un ſcrupule de conſcience, de révéler en quelque temps que ce fut, les ſecrets dont il étoit le dépoſitaire.

On ſe trouve quelques fois dans des circonſtances bien difficiles. Notre Auteur a été dans le cas. Il s'eſt vu forcé par la délicateſſe de ſa conſcience à en impoſer à la Grande Brétagne, à ſes Alliés, & à leurs Miniſtres. Il a fallu les éblouir, en les amuſant par des phraſes ſpécieuſes à défaut de preuves réelles. Il a fallu parler comme ſi la France étoit la ſeule des Puiſſances Belligérantes, qui ſe fut portée avec des ſentimens d'honneur, & de droiture à procurer la paix & le bien public, ſans aucune vue d'intérêt propre & particulier. Il a fallu ſe donner ſoi-même & ſa cabale comme les ſeuls Miniſtres de l'Europe, qui avec ceux de la France, ſe ſont montrés exempts d'ambition, d'avarice

d'avarice & de tout intérêt perſonnel. On ſent aſſez, je penſe, combien tout cela devoit coûter.

Pour ſe tirer de peine, Milord Bullingbrooke a eſſayé de temps en temps de donner un air de raiſonnement & de preuves à ſes diſcours; mais en vérité il eut mieux fait de ne pas l'entreprendre; car quoiqu'il s'imagine toujours que la hardieſſe des déciſions ſupplée à la force des argumens, il s'y eſt très mal pris pour perſuader. Je n'en veux d'autre preuve, que ce qu'il dit pour convaincre, que les offres de la France en 1706. répondoient à toutes les vues de la Grande Alliance. Ecoutez, je vous prie, comment il va démontrer ce point capital. Les Pays-Bas, dit-il, étoient conquis, les François étoient chaſſés d'Allemagne & d'Italie; Louis XIV. étoit réduit à ſolliciter la paix. Les Alliés en l'accordant étoient en droit d'en exiger les conditions les plus avantageuſes. Ils étoient

les

les Maîtres de tous les Etats dont la réunion auroit suffi pour procurer à l'Empereur une satisfaction raisonnable. Si Naples & la Sicile n'étoient pas encore conquis, il ne tenoit qu'à eux d'en faire la conquête, dès qu'ils le voudroient. Voilà, selon l'Auteur de l'Ebauche, la satisfaction qui devoit suffire. Eh pourquoi devoit elle suffire ? C'est qu'il le dit; il n'en rend pas d'autre raison.

Mais ce misérable raisonnement cloche de la façon la plus grossière. Il ne porte que sur un des objets de la Grande Alliance, il ne s'étend point à tout le plan.

Déjà, puisqu'il faut le répéter, d'où l'Auteur fait-il, ce qui n'avoit pas été défini, que ce que les François avoient perdu en Allemagne, & ce qu'il seroit facile de leur ôter en Italie, suffiroit pour procurer à l'Empereur une compensation de ses prétentions à la Monarchie d'Espagne ? J'ose bien assurer que l'Empereur ne s'en seroit pas contenté.

tenté. Nous avons vu que dans les négociations pour le Traité de la Grande Alliance, ſes Miniſtres inſiſtérent conſtamment à demander qu'on ſtipulât l'entière reſtitution de la Monarchie Eſpagnole; que n'ayant pu obtenir cette ſtipulation en termes formels, ils ſe retranchérent à faire qu'elle fut exprimée en termes généraux, afin que, dans l'arrangement de cet Article, on ſe réglât ſur les événemens, & ſur les circonſtances avenir, & qu'enfin ils éxigérent ſpécialement qu'on ne fit la paix qu'après avoir pris de juſtes meſures, pour prévenir à jamais l'union des Couronnes de France & d'Eſpagne, perſuadés & avec raiſon que cette union ne pourroit être empêchée à perpétuité, tant qu'on ſouffriroit ſur le trône de cette dernière, une branche de la Maiſon de Bourbon.

Suppoſons néanmoins, que l'Empereur ſe fut contenté de la compenſation que l'Auteur de l'Ebauche lui aſſigne,

je

je demande qu'elle ſûreté il auroit donnée à la Grande Brétagne, & aux Etats Généraux en 1706. Il répondra, ſans doute, les Pays-Bas, dont les Alliés s'étoient emparés. Mais quoi! Tournai, Mons, Lille, étoient-ils à eux en 1706? La France offroit-elle de les leur céder? Ou bien repliquera-t'on que ces places n'étoient pas néceſſaires, pour la ſûreté de la Barrière des Provinces Unies? C'eſt ce que perſonne ne dira, ni de Mons, ni de Tournay. Quant à Lille, qu'on prit dans la ſuite, je crois que cette Ville étoit de la dernière importance pour les Alliés, tant à cauſe de ſa force ſur la frontière, qu'à cauſe du préjudice qu'elle cauſoit à l'Angletterre par ſes manufactures, pendant qu'elle demeuroit entre les mains de la France. Mais il ne falloit pas s'attendre que Milord Bullingbrooke en jugea de la ſorte, lui qui a honteuſement fait reſtituer cette place à la France, comme un équivalent à l'imparfaite

parfaite démolition de Dunkerque, & cela dans un temps où les Alliés étoient ſur le point de pénétrer juſqu'au cœur de la France, ſi par ſes directions les Troupes Angloiſes ne s'étoient retirées, lorſqu'il ne s'agiſſoit plus que de frapper le coup.

Je veux pourtant bien, s'il le faut, convenir pour un moment, que ce que les Alliés poſſedoient des Pays-Bas en 1706. auroit ſuffi pour couvrir les Provinces-Unies, & conſéquemment la Grande Brétagne, ſelon les principes & les vues de la Grande Alliance; mais, alors il me reſte à demander, qu'elle ſûreté on offroit aux Puiſſances Maritimes en 1706. pour leur navigation & leur commerce d'une part, de l'autre pour prévenir la réunion des deux Couronnes, deux points capitaux, ſans leſquels on étoit convenu entre les Alliés qu'il ne ſe feroit point de paix? Aux yeux de notre Auteur ce ne ſont-là que des bagatelles; ce

n'eſt pas la peine d'en parler. Il avoue bien * que ces deux objets devoient en bonne politique entrer dans les vues de la Grande Alliance, il convient bien qu'ils y entrérent effectivement, mais avec tout cela il n'eſtime pas qu'ils fuſſent aſſez intéreſſans pour trouver place dans les offres de la France, quand en 1706. elle ſollicitoit la paix.

Qu'on juge à préſent de la manière de raiſonner de cet Auteur. Voilà ſa Logique, voilà comment il prouve ce qu'il avance d'un ton ſi ferme, qu'en 1706. la France ſe montra toute diſpoſée à faire la paix, ſelon les principes de la Grande Alliance †. Content de décider comme il lui plait ſur les intérêts d'une des parties, il s'arrête-là. Et loin de s'expliquer ſur ces deux points capitaux, des ſûretés néceſſaires à la navigation & au commerce des Puiſſances

* Pag. 45, 46.
† Pag. 63, 64.

ſances Maritimes, & des meſures à prendre, afin d'empêcher l'union des deux Couronnes, loin de nous dire ce que la France offrit, & quels arrangemens elle prit par rapport à ces points, ſur leſquels il étoit ſtipulé qu'on ne feroit jamais de paix, à moins qu'il n'y eut été ſatisfait, il ſe tait, il ne dit pas un mot pour éclaircir la matière, il n'inſinue rien qui y mène.

J'entrevois pourtant les raiſons de ſon indifférence apparente à ce double égard. C'eſt une affaire de prudence. Quand Milord Bollingbroke prit le maniement des affaires étrangères, les Alliés étoient montés, par les glorieux ſuccès de leurs armes, à un degré de ſupériorité, & la France étoit humiliée à un point que tout le monde ſait. Au lieu de profiter du crédit & de l'aſcendant que de ſi heureuſes circonſtances donnoient, pour faire fleurir le Commerce Britannique, ou du moins pour le remettre ſur le pied, où il a-

voit été avant la guerre, que fit-on? Soit ignorance, soit perverſité, ou peut-être par l'un & l'autre principe, on manœuvra ſi bien, que par un Traité de commerce avec la France, les branches principales du Commerce Britannique, dans toute l'Europe, auroient été anéanties, ſi le Parlement n'eut pas réfuſé ſon conſentement à quelques Articles de ce Traité; & par rapport à l'Eſpagne, quoique, par l'indulgence de la Reine, la Nation eut ſouffert que Philippe demeurât ſur le trône, on fit auſſi avec cette Couronne un Traité qui nous enleva les plus anciens, & les plus précieux privilèges de notre commerce, comme je le prouverai dans la ſuite. Or qui fut le Miniſtre de ces honteux Traités? Perſonne ne l'ignore; Milord Bollingbroke en eut la principale direction.

Je n'ai encore rien dit des meſures à prendre, pour empêcher à jamais l'union des

des deux Couronnes de France & d'Eſpagne. Quand même par ſes offres de 1706. la France auroit ſatisfait à toutes les autres vues de la Grande Alliance, ce point ſeul préſentoit une condition ſans laquelle, il ne pouvoit point ſe conclure de paix.

L'Auteur de l'Ebauche n'entreprend pas de perſuader, que la France ait fait à cet égard aucune ouverture. Mais à cet objet réel de la guerre, il en ſubſtitue un autre de ſa façon. Il ſoutient hardiment * que ce fut " un partage, „ par lequel un Prince de la Maiſon „ de Bourbon, déjà reconnu par nous „ Roi d'Eſpagne, ſeroit laiſſé ſur le „ trône de cette Monarchie démembrée "; & en même temps il ſuppoſe, comme ſi tout le monde en convenoit, qu'on laiſſeroit les Indes-Occidentales à Philippe, quoique, par un des Articles de la Grande Alliance, le contraire

* Pag. 46.

traire ſoit auſſi clair que le jour. " C'eſt, „ dit-il, dans un autre endroit, un „ préjugé ſans aucun fondement, que „ la notion qu'on s'eſt formée, qu'il „ n'y auroit aucun moyen de prévenir „ l'union des deux Couronnes, ſi l'on „ ſouffroit un Prince de la Maiſon de „ Bourbon ſur le trône d'Eſpagne. Le „ contraire eſt ſuppoſé, même dans la „ Grande Alliance ".

Examinons un peu tout cela. Surquoi fondé, l'Auteur affirme-t'il, que, ſelon les principes de la Grande Alliance, on devoit laiſſer le trône d'Eſpagne à un Prince de la Maiſon de Bourbon? D'où infére-t'il, que, ſelon ces mêmes principes, on pouvoit prévenir l'union future des Couronnes de France & d'Eſpagne, en laiſſant un Prince de France ſur le trône Eſpagnol? Si ce qui avoit été ſtipulé en termes exprès dans cette Alliance, tendoit uniquement à prévenir l'union des deux Monarchies, on doit convenir, que c'étoit-là,

là, & la fin principale de l'Alliance & l'objet propre de la guerre. Que Philippe fut laiſſé ſur le trône d'Eſpagne, ou qu'on l'en fit deſcendre, la choſe dépendoit abſolument du degré d'influence, que les Alliés concevroient dans cet arrangement; pour aſſortir & pour acheminer l'éxécution de leur deſſein principal; mais on n'en ſauroit conclure la moindre choſe qui inſinue, même de la façon la plus légère, qu'en vertu du Traité nous ayons pu reconnoître Philippe comme Roi de cette Monarchie.

Il eſt vrai que, frappés de voir les François tout d'un coup en poſſeſſion des Pays-Bas & de l'Eſpagne, les Anglois & les Hollandois avoient, dans un premier moment de conſternation, reconnu Philippe en cette qualité, mais c'étoit avant le Traité, c'étoit avant la guerre. Et comme la France ne voulut entendre à aucune des propoſitions, que les Alliés firent pour la conſerva-

tion de la paix, il eſt clair que cette reconnoiſſance forcée devint, par le Traité, & par la guerre qui le ſuivit, abſolument nulle & ſans effet; il eſt évident qu'elle ne pouvoit par aucun endroit tirer à conſéquence ſur un engagement poſtérieur, & plus étendu. Auſſi la guerre, entrepriſe par Guillaume, & pourſuivie par Anne, fut elle déclarée à Philippe ſur le trône, comme une choſe abſolument néceſſaire, en attendant qu'on eut pris des meſures ultérieures pour prévenir l'union des deux Couronnes, & il eſt faux qu'en 1706. la France ait propoſé aucun expédient qui conduiſit à ce but. Comment donc l'Auteur l'entend-il, quand il affirme qu'alors il ne tenoit qu'aux Alliés de faire une paix, qui auroit rempli toutes les fins de leur Alliance? Il faut aſſurément que ſa mémoire l'ait bien mal ſervi; car ſans vouloir anticiper ſur ce que j'aurai à dire des négociations, qui en 1712. eurent pour objet

jet cette affaire, voici ce que lui même en écrivoit au Secretaire d'Etat du Roi de France. * „ L'Article qui regarde „ l'union des deux Couronnes eſt d'u- „ ne ſi haute importance, tant pour la „ Reine que pour le reſte de l'Europe, „ ſoit pour notre ſiècle, ſoit pour la „ poſtérité, que tous les avantages „ qu'on pourroit ſtipuler, ſeroient „ payés trop chérement, s'il falloit les „ achetter au prix de quelque expé- „ dient trop foible, pour mettre obſta- „ cle à un danger auſſi réel.

Qui le croiroit? malgré cette déclaration, & quantité d'autres de même force, que l'Auteur s'eſt plu à répéter dans ſes Ecrits, il propoſa lui-même une renonciation comme un expédient, qui ſuffiſoit pour délivrer l'Europe, & particuliérement la Grande Brétagne, de toutes leur craintes. Bien plus, il y inſiſta

* Rapport du Commité ſecret 1715. Appendix n. 16. 18.

insista, quoique M. de Torcy, alors Secretaire d'Etat, l'eut d'abord averti, & lui eut déclaré * avec autant de franchise que de clarté, que cet expédient n'aboutiroit à rien, & que, par les Loix fondamentales & inaltérables de la France, il seroit réputé nul & sans effet.

Cependant, il ne tient pas au modeste Auteur de l'Ebauche, que la postérité n'en juge tout autrement. " Ce n'étoit „ pas, dit-il, avancer un paradoxe, „ d'affirmer que l'expédient qu'on em- „ brassa, & auquel on auroit toujours „ pu avoir recours (par où il entend „ une renonciation] étoit en soi le „ meilleur de tous les expédiens qu'on „ pouvoit choisir. Entre les gens, ajou- „ te-t'il, que leur éloignement pour la „ paix poussérent à le tourner alors en „ ridicule, quelques-uns ont eu occa- „ sion de se convaincre, bien que le „ cas n'ait pas existé, que s'il eut existé

* Ibid Appendix n. 15.

„ exiſté cet expédient auroit été des
„ plus efficaces, & celui qui entrepren-
„ droit de le tourner en ridicule, mal-
„ gré notre expérience, ſe rendroit ſeul
„ ridicule lui même.

On n'en a pas cru Milord Bollingbroke. Lorſque le temps eſt venu, qu'on a fait uſage du merveilleux expédient qu'il célèbre, il a été trouvé ridicule, non ſeulement par les gens qui en Angletterre étoient oppoſés à la paix, mais par toute l'Europe, à l'exception de l'Auteur & des Jacobites ſes bons amis. En France même, en l'acceptant, on s'en étoit moqué, comme ne pouvant jamais avoir lieu, à moins qu'on ne renverſât les Loix fondamentales du Royaume. Et, puiſqu'en effet on ne s'eſt point encore trouvé dans le cas de faire l'eſſai de cet expédient, comment notre Auteur ſait-il, que ſi le cas éxiſtoit cet expédient ſeroit d'une efficace ſi ſûre? De qu'elle expérience nous parle-t'il, puiſque la choſe n'eſt

pas

pas encore arrivée? Comment veut-il qu'on croie sur sa parole que l'expédient de la renonciation seroit efficace, pendant que les François déclarent que, par leurs Loix fondamentales, il seroit nul réellement? Et puis, est-ce-là ce que l'expérience du passé nous a appris? Quand Louis XIV. après la mort de Philippe IV. envahit les Pays-Bas, comme un bien qui lui étoit dévolu, en vertu des droits de la Reine son Epouse, ne le fit-il pas au mépris des renonciations à ce droit les plus authentiques, & par deux fois saintement jurées; la première à la conclusion, la seconde, à la célébration de son mariage? Que signifie donc ces assertions de Milord Bollingbroke, que cet expédient se seroit trouvé efficace, si jamais le cas avoit existé, & que nous avons fait l'expérience de ce qui n'est pas encore arrivé? Qu'est-ce que tout ce jeu de mots, qu'un misérable verbiage, où non seulement le paradoxe, mais

ou

ou le manque de bon ſens ſaute aux yeux, & jette un éclat de ridicule qui retombe à plein ſur l'Auteur.

Mais, enfin, quelque inutile & quelque inſuffiſant que l'expédient propoſé fut en ſoi, il reſteroit encore à ſavoir s'il eſt vrai que la France l'ait propoſé en 1706. " Il reſteroit à demander, „ qu'elles ſont ces barrières effectives „ que l'Auteur prétend, qu'on auroit „ oppoſées à l'union des deux Couron- „ nes, par un Traité de paix en 1706. „ en ſuppoſant toujours, qu'un Prince „ de la Maiſon Royale de France ſeroit „ demeuré Roi d'Eſpagne, & Maître „ des Indes Occidentales „ ?

L'Expédient auquel on ſe détermina en 1712. & auquel l'Auteur prétend „ * qu'on pouvoit toujours recourir, „ fut d'exclure Philippe & ſes deſcen- „ dans de la ſucceſſion à la Couronne „ de France, en intéreſſant tous les autres

* Pag. 75.

„ autres Princes du ſang à cette exclu-
„ ſion, & par conſéquent en formant
„ en France même un parti pour la
„ maintenir “. Mais veut-on ſe con-
vaincre ſans replique, que cet expédient n'auroit été d'aucune efficace, qu'on ſe rappelle ce qui s'eſt paſſé depuis. N'eſt-il pas de toute notorieté, que ſi Louis XV. étoit mort ſans enfant mâle pendant la vie du feu Roi d'Eſpagne, comme on l'a craint plus d'une fois, Philippe V. étoit tout réſolu & tout prêt à faire tous ſes efforts pour s'aſſurer la Couronne de France, malgré les engagemens ſolemnels qu'il avoit pris à la paix d'Utrecht, d'y renoncer pour toujours. J'en appelle aux inſtructions dreſſées & ſignées par ce Monarque le 24. Decembre 1726. & dont-il chargea l'Abbé Montgon, en l'envoyant à Paris négocier avec la Nobleſſe Françoiſe, pour être maintenu dans ſes prétentions, ſi le cas venoit à écheoir *.

Alors

* Mem: de l'Abbé de Montgon. Tom. III. pag. 70.

Alors, comme cet Abbé nous l'apprend dans ſes Mémoires, les Princes du ſang, ſurtout ceux des deux branches d'Orleans & de Bourbon-Condé, étoient brouillés & d'une animoſité ſi grande les uns contre les autres, qu'au lieu de faire cauſe commune, & de ſe prêter mutuellement toute leur forces à porter la famille d'Orleans ſur le trône, celle de Condé ſe ſeroit déclarée pour Philippe, & auroit ſoutenu ſes droits. Le Duc de Bourbon en donna à Montgon les plus fortes aſſurances, lorſqu'il le preſſentit là-deſſus, en lui communiquant, ſelon les ordres qu'il en avoit reçu, les intentions du Roi d'Eſpagne *. Philippe lui-même étoit ſi convaincu, que ſi le cas exiſtoit, rien ne pourroit l'empêcher de réuſſir, que, quand en 1728. on lui apprit que Louis XV. étoit attaqué de la petite vérole, quoiqu'il gardât le lit depuis plu-

* Ibid page 219-226.

plusieurs mois dans une espèce de mélancholie, cette nouvelle ranima ses esprits & le tira de sa langueur. Il quitta le lit, & sous prétexte d'aller à l'Eglise demander à Dieu publiquement la conservation du Roi son Neveu, il fit en secret tous les préparatifs nécessaires, pour n'avoir, si ce Prince venoit à succomber, qu'à se mettre à la tête de cinq cens chevaux, & aller, pour ainsi dire, tout d'un galop à Paris, bien persuadé qu'il y seroit reçu à bras ouverts, & reconnu Roi de France. En quoi sans doute il ne se trompoit pas, au moins l'ai-je toujours pensé de la sorte, & apparemment que Milord Bollingbroke n'en jugeoit pas autrement. Encore à présent, c'est l'opinion générale, que si le trône de France venoit à vaquer par l'extinction des descendans mâles de Louis XV. les Loix fondamentales du Royaume, appelleroient la branche Espagnole des Bourbons, par préférence à la famille d'Or

d'Orléans. Ainſi cet expédient, tant vanté pour aſſurer la paix à l'Europe, en excluant Philippe V. de la ſucceſſion de France, par la jalouſie qu'on allumeroit entre les Princes du Sang, ne ſe trouve de fait qu'une chimère. Encore cette chimère ne fut-elle jamais offerte aux Alliés par la France en 1706.

Qu'on liſe tout ce qui a été écrit ſur la matière, qu'on fouille de tous côtés dans les Mémoires de ce temps-là, on verra que tout ce que la France imagina alors pour obtenir la paix, ſe réduit au plan crayonné dans la Lettre que Louis XIV. écrivoit au Pape en 1707. & dont j'ai déjà touché un mot.

„ Nous dirons à votre Béatitude, „ écrivoit le Monarque au St. Père*, „ que le Roi notre petit Fils, nous a „ confié

* Voy. Biſchop: Hare Works, Vol. III. p. 19. & Burnet Tom. V. ann. 1707.

„ confié ſes pouvoirs, pour tranſporter
„ à l'Archiduc une partie des Etats
„ qui compoſent la Monarchie d'Eſpa-
„ gne. Le Roi Catholique a le cœur
„ des véritables Eſpagnols & ſe con-
„ tente de régner ſur eux. L'Empe-
„ reur donc peut ſeul s'expliquer à pré-
„ ſent. Il dépendra de ce Prince, que
„ le Milanez, Naples & Sicile, avec
„ les autres Isles de la Méditerranée
„ dépendantes de l'Eſpagne, ſoient à
„ jamais réunies dans ſa Maiſon. On
„ conviendroit aiſément d'une Barriè-
„ re pour la République des Provin-
„ ces-Unies, & les deux prétextes de
„ la guerre étant ainſi levés, il ſeroit
„ facile de mettre fin aux malheurs
„ dont l'Europe eſt depuis ſi longtems
„ accablée ".

Voilà ce qu'offroit Louis XIV. Vous ſentez, Milord, que des offres ſi vagues, & ſi ſuperficielles de la part d'un Prince, dont le règne n'avoit été qu'une ſcène toujours renaiſſante de perfidie,

ne

ne pouvoient avoir d'autre but que d'amuſer, & de diviſer les Alliés. Car, je vous prie, comment Louis XIV. s'exprime-t'il, ſur leurs différentes prétentions? Il n'y parle de la Barrière des Provinces-Unies, que dans les termes les plus généraux. Il n'y dit pas un mot pour la ſûreté du commerce & de la navigation des Puiſſances Maritimes. Il n'y laiſſe rien entrevoir ſur les moyens de prévenir l'union poſſible des deux Couronnes. En un mot, le plan de pacification que la Lettre de Louis XIV. préſente, n'eſt clair & précis que par rapport aux intérêts de l'Empereur. On y voit nettement ce qui auroit pu être cédé à ce Prince en cas de partage; mais il auroit fallu qu'il fut bien aveugle pour ne pas découvrir le jeu de ces offres. Convaincu qu'il ne pouvoit accepter des ceſſions qui ſe bornoient à lui ſeul, ſans ſe deshonorer lui-même, & payer ſes Alliés de la plus noire ingratitude; qu'auſſi-

tôt qu'il y auroit consenti, l'Alliance seroit rompue, & la France Maîtresse de mettre à l'éxécution de ses propres promesses tous les obstacles qu'elle voudroit, & qu'ayant une fois divisé les Alliés, elle dicteroit les conditions d'une paix générale aux termes qu'il lui plairoit, comme elle le fit depuis, grace à l'accommodement séparé & perfide, dont l'Auteur de l'Ebauche fut l'entremetteur, convaincu, dis-je, de la solidité de ces réflexions, l'Empereur ne balança pas de fermer l'oreille à des offres insidieuses, & de rejetter noblement toute proposition, qui se bornoit à ses intérêts particuliers. Il ne lui vint pas seulement à l'esprit de soupçonner, ce que néanmoins le même homme sut bientôt rendre plus que probable par ses indignes manœuvres, que ces fidèles Alliés vouluſſent jamais en agir autrement à son égard, & que jamais ils pussent succomber à la tentation, de traiter séparément pour leurs intérêts

térêts au préjudice des ſiens, contre la teneur de l'Alliance.

Mais revenons à notre Auteur. Vous avez vu, Milord, combien il eſt éloigné de prouver cette importante aſſertion, que les offres de la France, répondant aux fins de la Grande Alliance, on auroit pu & dû les accepter comme telles. Le moyen de juſtifier une propoſition pareille! Il a très bien ſenti que la choſe n'étoit pas faiſable, & que jamais il ne viendroit à bout de montrer, que ces offres répondiſſent, ni aux termes exprès du Traité, ni aux juſtes demandes de chacun des contractans. L'entreprendre c'eut été battre l'air, s'expoſer à ſuer ſang & eau pour néant. Qu'a-t'il donc fait? D'un coup de ſa plume, il a tranché le nœud gordien, il a fait diſparoître tous les obſtacles qui s'oppoſoient à la paix, il a trouvé le moyen de la repréſenter comme la choſe du monde qui étoit la plus facile à procurer, & la plus aiſée à conclu-

re. „ Si, dit-il, un Prince de la Maiſon „ de Bourbon, étoit demeuré ſur le „ trône d'Eſpagne, & en poſſeſſion „ des Indes Occidentales, le pouvoir „ de la France n'en auroit reçu aucun „ accroiſſement. Les Etats d'Italie, „ qui appartenoient aux Eſpagnols, „ auroient fait le partage de la Maiſon „ d'Autriche; les prétentions particu- „ lières des Anglois & des Hollan- „ dois, n'auroient ſouffert aucune diffi- „ culté; celles que les Traités nous obli- „ geoient de former pour les autres, „ ſe feroient aiſément ajuſtées ".

A cette riante idée de tant de facilités, notre Auteur triomphe, il chante victoire, & dans les mouvemens d'une ſatisfaction que ſon imagination lui a procurée, ſa plume décrit, avec les graces d'un ſtyle élégant & fleuri, les conſéquences heureuſes du plan merveilleux, que ſon génie a fait éclorre.

„ N'en étoit-ce donc pas aſſez, s'écrie „ t'il, pour la ſûreté publique, pour „ l'in-

„ l'intérêt général, & pour la gloire
„ de nos armes, d'avoir en cinq cam-
„ pagnes humilié & réduit une Puiſ-
„ ſance, qui, depuis près de quarante
„ ans troubloit & inſultoit l'Europe
„ entière? d'avoir en ſi peu de temps
„ rétabli la balance du pouvoir en Eu-
„ rope, dans un degré ſuffiſant d'équi-
„ libre, après que, pendant cinquante
„ ans, c'eſt-à-dire, depuis la paix de
„ Weſtphalie, elle avoit été dans une
„ déclinaiſon toujours plus ou moins
„ grande de ce point déſiré? d'avoir
„ en un mot, dès l'année 1706. gagné
„ la partie qu'on croyoit perdue au
„ commencement du ſiècle? Avoir fait
„ tout cela avant que la guerre eut é-
„ puiſé nos forces, n'étoit-ce pas tout
„ ce que pouvoit ſouhaiter de plus ſûr
„ & de plus glorieux, quiconque n'a-
„ voit en vue que le bien public?

Il faut dire la vérité, cette deſcription met ſous les yeux une ſcène que l'éclat & la pompe des termes rendent

brillante jusqu'à l'éblouissement ; mais ce n'est par malheur qu'une représentation de théatre, il n'y a point de réalité. Vous l'avez vu, Milord, jamais rien de semblable à ce plan ni à ces belles conséquences n'avoit encore existé en 1706. Ce n'a été que longtems après que cette chimère est sortie de l'imagination poétique de notre Auteur, précisément quand il l'a fallu, pour prêter des couleurs à la scandaleuse paix qu'il avoit secrettement négociée avec la France ". Alors les demandes des An-
„ glois & des Hollandois ne souffrirent
„ aucune difficulté ; alors celles que le
„ Traité obligeoit de faire pour le reste
„ des Alliés furent aisément ajustées ". Comment ne l'auroient-elles pas été! On ne les porta point en délibération au conseil commun des Alliés selon les engagemens du Traité. Nous abandonnâmes honteusement & les Etats Généraux & nos autres Confédérés, sans la moindre provocation de leur part. On

sacrifia

ſacrifia leurs intérêts & les nôtres, en les abandonnant à la diſcretion de notre ennemi, juſqu'alors humilié, & en les ſoumettant aux conditions qu'il voulut bien nous accorder ; conditions auſſi ignominieuſes pour nous qu'elles auroient pu l'être, quand, au lieu d'avoir été conſtamment battue, la France n'auroit fait que remporter victoire ſur victoire par terre & par mer pendant dix ans conſécutifs.

De cette manière, il faut l'avouer, rien de ſi aiſé que de lever les obſtacles les plus difficiles, & d'ajuſter les affaires les plus épineuſes. Cette méthode aſſortit tout-à-fait les ouvertures que Louis XIV. faiſoit au Pape, ſur le plan de paix qu'il avoit eu envie de mettre en éxécution. Et notre Auteur ne pouvoit guère s'empêcher de l'adopter, parce que tout fertile qu'il eſt en fictions, il auroit eu de la peine à imaginer quelque choſe de mieux, pour couvrir la honte de ſa conduite. Mais il ne s'en

tient pas-là. Afin de se justifier, il prend au bout de quarante ans, le parti de calomnier, & de noircir malignement le ministère de ceux qui ne voulurent avoir aucune part à ses perfides menées, & à celles des gens, qui gouvernant alors avec lui, concoururent de toutes leurs forces à faire réussir ses desseins.

SIXIEME LETTRE.

JE vai supposer à présent, Milord, que tout ce que je viens de réfuter est vrai; qu'il est vrai qu'en 1706. la France offrit de faire la paix à des conditions qui rempliſſoient les vues de la Grande Alliance de 1701. & qu'il est vrai encore que l'objet propre de la guerre qu'on faisoit alors, étoit d'en venir à un démembrement qui laisseroit Philippe sur le trône d'Espagne, avec la possession des Indes Occidentales

les. En partant de là comme du ſein de la vérité, il reſte à ſavoir, ſi, vu les engagemens pris par les Traités poſtérieurs, & le cours des événemens de la guerre faite en conſéquence de ces Traités, il reſte, dis-je, à ſavoir s'il eut été honorable, ou juſte, ou convenable aux intérêts tant de l'Europe entière que de la Grande Brétagne en particulier, d'entrer dans des négociations pour faire la paix ſur les principes d'un tel plan.

Immédiatement après la mort de Charles II. Roi d'Eſpagne, Louis XIV. s'étoit emparé à main armée de toute la Monarchie. Ne mettant point de bornes à l'impérieuſe manifeſtation de ſa puiſſance, & rejettant avec un fier dédain tout accommodement, quelques raiſonnables & modérés qu'en fuſſent les termes, il força l'Empereur & les Puiſſances Maritimes à renouveller la Grande Alliance, & à recommencer la guerre.

Con-

Contre toutes les apparences humaines, le ſort des armes leur fut favorable. Ces ſuccès déterminérent le Roi de Portugal, & le Duc de Savoye à ſuivre leur inclination. Ne conſultant plus que l'intérêt commun de l'Europe, ainſi que leur intérêt propre & perſonnel, ces Princes s'engagérent dans une Alliance défenſive & offenſive, tant avec l'Empereur qu'avec les Puiſſances Maritimes.

L'Auteur de l'Ebauche ne fait mention que du Traité de commerce, conclu avec le Portugal le 27. Decembre 1703. encore n'en parle-t'il qu'avec beaucoup de mépris. Cependant il nous permettra de dire, que c'eſt ſans le moindre fondement. Déjà, ce Traité étoit très favorable au commerce de la Grande Brétagne. On n'a, pour s'en convaincre, qu'à en voir les deux premiers Articles. „ Le premier porte, „ que le Roi de Portugal promet, tant „ en ſon nom qu'au nom de ſes

„ ſuc-

„ ſucceſſeurs, d'admettre pour toujours
„ en Portugal les draps & autres étof-
„ fes de laine, des manufactures de la
„ Grande Brétagne, à condition,
„ (Art. 2.) que jamais, ſoit que la
„ Grande Brétagne & la France ſoient
„ en paix, ſoit qu'elles ſe faſſent la
„ guerre, les vins de Portugal ne pa-
„ yeront plus pour les droits d'entrée
„ dans la Grande Brétagne, qu'une
„ pareille quantité de vins de France,
„ en rabatant un tiers du droit d'en-
„ trée. " D'un autre côté, ce même Traité ouvroit une porte par le Portugal juſques dans le cœur de l'Eſpagne. Et quant à ce qui concerne le Traité conclu avec la Savoye, ſi l'Ebauche n'en parle pas, il n'en eſt pas moins notoire qu'il fut ſouverainement avantageux à la cauſe commune. J'ai déjà dit, quel abattement il cauſa en France, à l'idée des ſuites fatales qui ne pouvoient manquer de réſulter du changement de parti du Duc.

Le

Le grand but de ces Traités fut de faire reconnoître l'Archiduc Roi d'Eſpagne, & de réunir plus de forces pour le porter plus ſûrement ſur le trône de cette Monarchie. Bien loin que ce fut là s'éloigner des vues de la Grande Alliance, c'étoit au contraire le moyen le plus efficace pour prévenir la réunion des deux Couronnes, ainſi qu'il étoit ſi expreſſément ſtipulé dans les Articles de cette Alliance.

Du reſte, il eut été bien abſurde & bien inutile de vouloir faire entrer le Portugal & la Savoye dans une entrepriſe ſi hazardeuſe, ſans ſtipuler auſſi quelque avantage particulier pour chacun d'eux. C'eſt auſſi à quoi l'on penſa.

De-là ce dont on convint avec le Portugal, qu'on ne feroit ni paix ni trève avec l'Ennemi, que d'un commun conſentement; qu'on n'en feroit point, tant qu'un Prince de la Maiſon de Bourbon ſeroit encore en Eſpagne; & que quand une fois l'Archiduc ſeroit monté

monté ſur le trône de cette Monarchie, il en céderoit à ſa Majeſté Portugaiſe quelques places importantes avec leurs territoires, tant en Eſpagne que dans les Indes Occidentales.

De-là pareillement ce qui fut ſtipulé à l'égard du Duc de Savoye, qu'on lui aſſureroit auſſi quelques Villes & leurs diſtricts en Italie, & qu'il ſeroit reconnu pour le plus prochain héritier de la Couronne d'Eſpagne, à l'excluſion de tout autre après la Maiſon d'Autriche, en vertu du teſtament de Philippe IV.

J'ai déjà eu occaſion de remarquer, que les meſures priſes & les opérations faites, en conſéquence de ces Traités, furent couronnées d'une ſuite ſi étonnante de victoires & de conquêtes ſur la Maiſon de Bourbon, dans toutes les parties de l'Europe, qu'en 1706. elle étoit dans la plus grande détreſſe. Laiſſons en parler notre Auteur " Il ſeroit " ſuperflu, dit-il, dans ſon Ebauche * " de

* Page 66.

„ de rappeller les événemens de cette
„ année & de la précédente. Non seu-
„ lement les armes de la France eurent
„ partout du dessous, mais l'intérieur
„ du Royaume se trouva plus épuisé,
„ qu'il ne l'avoit jamais été. Elle se
„ soutint, mais ce ne fut pas sans a-
„ voir chancelé & presque plié, sous le
„ fardeau de la guerre.

C'est à cette glorieuse époque en 1706. quand les affaires des Alliés prospéroient au delà même de leur attente, & qu'au contraire la situation des deux Couronnes étoit comme désespérée, c'est alors, dis-je, qu'on doit concevoir que la France, selon l'expression de notre Auteur, soupiroit après la paix pour mettre une fin aux calamités de la guerre, & que la base de cette paix devoit être, à ce qu'il prétend, un partage, qui laisseroit à Philippe l'Espagne & les Indes Occidentales.

Si cela étoit vrai, nous aurions dû obliger Charles III. de renoncer à l'espérance

pérance de monter sur le trône d'Espagne, & d'abandonner ses fidèles sujets au danger d'être traités en rebelles, comme les pauvres Catalans le furent dans la suite. Parlà nous aurions violé nos engagemens solemnels avec le Portugal & la Savoye, en récompense des services signalés qu'ils nous avoient rendus, pour abaisser la Maison de Bourbon. Par là, d'un même coup, nous aurions rompu les Articles les plus essentiels des Traités faits avec ces deux Puissances, Articles qui les avoient déterminées à quitter le parti des deux Couronnes, pour entrer dans la Grande Alliance, & pour y coopérer avec nous à l'avancement de la cause commune, au risque de se perdre sans retour.

Mais comment une pareille conduite mériteroit-elle d'être qualifiée? Quel nom faudroit-il donner à une désertion d'autant plus lâche, plus indigne, que rien ne nous y auroit forcés? N'eut-ce pas été trahir la foi publique, au mé-

pris de toutes les régles de la probité, & de tout ſentiment d'honneur? au mépris du bon ſens, de la raiſon & de nos propres intérêts? Car quelle Nation avoit plus d'intérêt que la Nation Britannique, à empêcher que l'Eſpagne & les Indes Occidentales n'obéiſſent à un Prince de la Maiſon de Bourbon? D'ailleurs, comme je viens de le dire, en rompant la Grande Alliance, par une conduite ſi criminelle & ſi folle, nous aurions laiſſé nos Alliés dans le plus cruel embarras, réduits à ſe tirer eux mêmes d'affaire comme ils auroient pu. De là ſeroit née une confuſion générale, au milieu de la quelle le repos de l'Europe entière auroit uniquement dépendu du bon plaiſir de la France.

Le nom Anglois ſeroit demeuré couvert d'un opprobre ineffaçable, & la mémoire de notre lâche perfidie ſeroit paſſée juſqu'à la poſtérité la plus reculée. L'Auteur & ſes Amis qui avoient déjà commencé d'ourdir en ſecret leur odieu-

odieuſe trame contre le Duc de Marlborough & Milord Godolphin, auroient été les premiers & les plus ardens à les accuſer d'avoir ſacrifié, à des vues d'intérêt perſonnel, la balance de l'Europe, la gloire, la proſpérité, la ſûreté de leur Reine & de leur Patrie. C'eut été la révolution la plus étonnante aux yeux de l'Univers entier, une cataſtrophe inouie, telle que jamais les Siècles paſſés n'en euſſent vu de ſemblable, & qui auroit paru incroyable aux races futures, ſi l'Auteur & ſa Cabale n'avoient en effet éxécuté le projet d'une iniquité, tout auſſi noire & auſſi déteſtable, quand ils eurent le pouvoir en main.

Vous avez dû donc être bien ſurpris, Milord, de la hardieſſe avec laquelle cet Auteur demande * „ pourquoi les Al-„ liés n'ont pas fait l'uſage qu'ils de-„ voient faire de leurs ſuccès, contre „ la

* Pag. 67.

„ la France & l'Eſpagne, & pourquoi,
„ dès la cinquième année de la guerre,
„ ils ne ſe ſont pas déterminés à la
„ paix "?

La réponſe eſt aiſée. Tant que la France ne propoſoit pas que Philippe renonçât à l'Eſpagne & aux Indes, on n'avoit pas atteint le but de la guerre. Depuis les Traités faits avec le Portugal & la Savoye, l'importance de cet objet s'étoit, s'il étoit poſſible, accrue. Tant qu'on ne le poſoit pas pour baſe de toutes les négociations, plus nos ſuccès étoient grands, & plus nos efforts devoient l'être, pour y amener les deux Couronnes. Ces efforts étoient le véritable uſage, le ſeul que nous pouvions faire de nos ſuccès. Ce que l'Auteur voudroit qu'on y eut ſubſtitué n'eut été que lâcheté & que trahiſon.

Je ſouhaiterois que quelqu'un des amis de Milord Bolingbroke nous dit, ſi, dans quelque autre de ſes ouvrages poſthumes (car il a eu la modeſtie de ne laiſ-

laiſſer paroître l'Ebauche qu'après ſa mort, quoique compoſée pluſieurs années auparavant, peu curieux ſans doute d'avoir à défendre ſes abominables fictions), je voudrois, dis-je, qu'on nous apprit ſi, dans quelque autre de ſes Ecrits, on trouve que lui ou ſes amis les Torys, qui eurent tant de crédit pendant ſon Miniſtère, ayent désapprouvé ce qui fut ſtipulé dans les Traités faits avec le Portugal & avec la Savoye en 1703, qu'on ne laiſſeroit aucune des branches de la Maiſon de Bourbon en poſſeſſion de l'Eſpagne, & des Indes Occidentales. Je voudrois ſavoir, ſi ces Torys ont désapprouvé que l'Angleterre & la Hollande ayent contracté avec ces deux Puiſſances ſur le pied qu'elles le firent, & ſi au contraire ils ont pu s'empêcher de reconnoître le plan pour un coup de maître, un chef d'œuvre de politique & de ſageſſe dans les circonſtances où il fut dreſſé.

Je n'ignore pas que le Comte de Not-

tingham, qui étoit alors Secretaire d'Etat, fit des difficultés sur l'Article du Traité avec le Portugal, où l'on accordoit à S. M. Portugaise, que nos Amiraux lui rendroient dans ses ports les honneurs du Pavillon, & d'autres marques de respect de cette nature; mais ces difficultés ne parurent pas dignes d'arrêter une conclusion. On jugea que la chose ne valloit pas la peine, d'accrocher un Traité du quel dépendoit le sort de l'Europe, & qu'une affaire de si grande importance ne devoit pas être retardée d'un seul jour, pour un point d'honneur aussi leger que celui du Salut ou du Pavillon *. Après tout, cet incident ne prouve pas que Milord Nothingam, ou aucun autre ait fait la moindre objection contre l'Article principal, qui excluoit tout Prince de la Maison de Bourbon du trône d'Espagne, & de la possession des Indes-Occidentales. Notez que quand ce Lord

* Burnet Tom. V. an. 1703.

Lord réſigna ſon emploi, Mr. Harley fut fait Secretaire en ſa place, & que vers le même temps Mr. Manſell, l'intime Ami de Harley, fut fait Controlleur de la Maiſon de la Reine. C'étoit en 1704, l'année d'après la concluſion des deux Traités. Or quelle apparence que le premier eut été mis à la tête du département des affaires étrangères, ſi lui & ſes amis euſſent témoigné quelque répugnance, ſi même ils ne s'étoient pas hautement déclarés pour les termes de ces Traités, & pour les meſures qu'on prit en conſéquence; meſures que Milord Godolphin ſoutenoit avec le plus grand zèle, & qu'il pouſſoit avec la plus grande vigueur? Si, dans la ſuite & bien des années après, ces Meſſieurs tinrent un autre langage; ſi on leur entendit dire, qu'ils auroient ſouhaité qu'en 1706, ce fameux période qui mit le comble au luſtre & à la gloire des Alliés, on eut fait la paix; qu'on eut coulé ſur les principaux points

des Traités de 1703, & qu'on eut sacrifié tous les fruits d'une guerre des plus dispendieuses & des plus heureuses; ce langage même doit faire présumer, qu'il eut été absurde & honteux de donner les mains à une pareille paix; puisqu'il ne fut accompagné d'aucune preuve, ni de rien qui y ressemble, on ne peut le regarder que comme un discours en l'air, sans poids & sans force.

„ Notre Auteur assure, que pour „ lui * il ne se rappelle pas, qu'avant „ l'année 1706. il y ait eu aucune dé- „ claration du Parlement pour conti- „ nuer la guerre, jusqu'à ce que Phi- „ lippe fut détrôné ". Cela est mal- „ heureux. Il faut donc qu'il ait perdu la mémoire; ou qu'il ait cru que ses comtemporains, qui vivoient alors & qui vivent encore l'ont perdue, ou bien, enfin, il faut qu'il se soit imaginé, que personne ne voudroit prendre

* Pag. 64.

dre la peine de le convaincre de faux, & pour cet effet recourir aux Journaux du Parlement.

Mais la choſe eſt ſi facile. Ouvrez les ſeulement ces Journaux, Milord, vous verrez que depuis 1703. juſques à 1706. la Reine, dans tous les Diſcours quelle prononça de deſſus le trône „ ne ceſſa „ de demander avec zèle les ſubſides „ néceſſaires, afin de ſoutenir nos engagemens avec le Portugal & la Savoye, pour recouvrer la Monarchie Eſpagnole des mains de la Maiſon de „ Bourbon, & pour la reſtituer à la „ Maiſon d'Autriche; rien ne lui étant „ d'une plus grande importance à elle & à ſes Alliés, pour amener la „ guerre à une fin glorieuſe, ce qui „ étoit le ſeul moyen de maintenir „ l'équilibre du pouvoir, de ſauver les „ libertés de l'Europe & de procurer „ une paix honorable, ſolide & durable". Vous y verrez que, dans les Adreſſes des deux Chambres, on ne par-

loit que de concourir à ces fins, & de prendre des mesures pour en acheminer le succès. Soit en termes exprès, soit en termes équivalens, on y tint constamment le même langage.

Que dis-je ? Depuis 1706. jusqu'en 1711. la restitution de l'Espagne à la Maison d'Autriche, & la nécessité de remplir pour cet effet nos engagemens avec le Portugal & la Savoye, ne manquérent jamais chaque année de faire, avec le récit des succès de nos exploits militaires, le sujet des Harangues de la Reine à son Parlement. L'Auteur a beau le dissimuler, & il a beau s'écrier „ * que c'étoit là un plan dicté par „ la vengeance, l'avarice, l'ambition, „ l'intérêt propre, soit de quelques E- „ tats, soit de quelques particuliers, „ qui y sacrifioient les intérêts de l'Eu- „ rope "; s'il n'avoit pas eu le malheur de perdre encore ici totalement la mémoi-

* Pag. 68.

moire, il auroit pu ſe rappeller qu'en 1710. après le changement du Miniſtère, & l'Election d'un nouveau Parlement, dont la plûpart des Membres penſoient comme lui, la Reine, parlant de deſſus le trône, recommanda encore * de pouſſer la guerre de toutes parts, ſurtout en Eſpagne, avec la dernière vigueur, regardant cela „ comme le moyen le plus ef„ ficace, pour procurer une paix „ ſûre & honorable à nous & à nos „ Alliés, dont Sa Majeſté ajouta quel„ le prenoit la défenſe & les intérêts „ véritablement à cœur.

La Chambre des Communes répondit à la Harangue de la Reine par une Adreſſe, où éclatoient le même zèle & la même affection dans ſes ſentimens ſur ce ſujet. Bientôt après † la Reine envoya un meſſage à cette Chambre, dont

* Novemb. 27. 1710.

† 2. Janvier 1711. N. S.

dont Milord Bolingbroke, comme Secretaire d'Etat, fut le porteur. Sa Majeſté y faiſoit ſavoir au Communes, qu'il y avoit eu en Eſpagne une action au désavantage du Roi Charles & de ſes affaires, mais qu'elle étoit très aſſurée, que cet échec ne les décourageroit pas de donner tous leurs ſoins pour la mettre en état de pouſſer la guerre juſte & néceſſaire, où elle étoit entrée pour maintenir les libertés de l'Europe, eſpérant au contraire que la Chambre prendroit les réſolutions convenables, pour la ſoutenir efficacement dans les moyens qu'elle alloit employer, afin de reparer la perte qu'on avoit faite en Eſpagne.

Or qui pourroit croire, en entendant toutes ces fortes recommandations émanées du trône, & toutes ces aſſurances expreſſes du Parlement de vouloir prendre les meſures les plus vigoureuſes, afin de pouſſer une guerre juſte & néceſſaire au maintien des libertés de l'Eu-

l'Europe, de la pouſſer ſurtout en Eſpagne, & d'y relever le Roi Charles de l'échec qu'il y avoit reçu, qui pourroit à ce langage s'imaginer qu'on étoit diſpoſé à laiſſer à Philippe le trône d'Eſpagne avec les Indes-Occidentales? Qui pourroit croire qu'il n'étoit queſtion actuellement, que de procurer & de garantir à la Maiſon d'Autriche quelques portions de la Monarchie Eſpagnole? L'Auteur néanmoins le prétend, il borne à cela tous nos engagemens, „ * car, dit-il, la France entreprit trop „ lorsqu'elle prétendit maintenir la „ Monarchie Eſpagnole entière dans „ la poſſeſſion de Philippe, & nous „ n'entreprîmes rien qui ne fut proportionné à nos forces, lorsque nous „ prétendîmes affoiblir cette Monarchie en la démembrant dans les „ mains d'un Prince de la Maiſon de „ Bourbon.

Re-

* Pag. 57.

Remarquez vous, Milord, ces antithèſes. La France entreprit trop & nous n'entreprîmes rien au deſſus de nos forces ! C'eſt au moyen de ces tournillemens de phraſe, à la faveur de ces jeux de mots, qu'on dépayſe le Lecteur en l'amuſant. On le paye d'eſprit & de gentilleſſes, pour l'empêcher, s'il eſt poſſible, d'appercevoir que c'eſt ſans raiſons & ſans preuves, qu'on eſſaye de lui perſuader, qu'en nous engageant dans la Grande Alliance de procurer à l'Empereur une ſatisfaction raiſonnable, pour ſes prétentions à la Couronne d'Eſpagne, nous ne nous étions obligés à autre choſe, qu'à procurer à la Maiſon d'Autriche quelques lambeaux de la Monarchie Eſpagnole.

Je n'appréhende pas, Milord, que ces petits artifices puiſſent en impoſer à des Gens tels que vous, après les détails, où je viens d'entrer ſur les divers engagemens, que les Puiſſances Ma-

Maritimes prirent avec les autres Potentats relativement à la ſucceſſion aux Etats de la Monarchie Eſpagnole; après ce que je viens de vous rappeller ſur les circonſtances des affaires, & ſur les événemens de la guerre, depuis l'année 1689. juſques à l'année 1706, vous conclurez ici je m'aſſure ces deux choſes.

Premièrement, que l'Auteur de l'Ebauche a, de deſſein prémédité, honteuſement tâché de pervertir le ſens des termes, & les vues de la Grande Alliance de 1701, uniquement pour aller à ſon but, qui étoit de tracer un Tableau d'imagination des offres prétendues, qu'auroit fait la France en 1708, pour avoir la paix. Offres chimériques, & que jamais la France ne fit aux Alliés en ce temps-là.

Secondement, qu'en cas que la France eut propoſé un plan de partage, en vertu duquel l'Eſpagne & les Indes-Occidentales ſeroient demeurées à une

des

des branches de la Maiſon de Bourbon, il n'eut été ni ſûr, ni juſte, ni honorable pour la Grande Bretagne, de ſe prêter, en 1706. à une paix faite ſur ce plan.

Fin de la première Partie.

LETTRES
A UN SEIGNEUR
ANGLOIS,
SECONDE PARTIE.

LETTRES
D'UN ETUDIANT
ANGLOIS.

LETTRES
A UN SEIGNEUR
ANGLOIS.
SECONDE PARTIE.

SEPTIEME LETTRE.

EN ſuivant l'ordre que je me ſuis preſcrit, j'ai, Milord, à mettre à preſent ſous vos yeux le Tableau des événemens militaires, depuis 1706. à 1710, avec la chaîne des négociations pour la paix durant cet intervalle, ſurtout pendant les deux dernières années.

Il ne ſera pourtant pas néceſſaire, que nous nous engagions dans un en-

nuyeux détail. Si nous arrêtons seulement nos regards sur les principaux événemens de ces temps-là, & sur leurs suites immédiates, nous en verrons de reste pour conclure, qu'on avoit tout lieu de s'attendre que Louis XIV. réduit au point où il l'étoit, se hâteroit de faire la paix aux conditions que les Alliés voudroient lui prescrire, c'est-à-dire, aux justes conditions que leurs engagemens mutuels & le succès de leurs armes les mettoient en droit d'exiger.

Quoique assez mêlés, les événemens de 1707 furent moins favorables aux Alliés qu'à leurs ennemis.

En Italie, les François & les Espagnols évacuérent la Lombardie, & la cédérent aux Impériaux par capitulation.

Naples & tout le Royaume se rendirent au Général de Thaun. Avec ce Royaume les Espagnols perdirent toutes les places, qu'ils avoient sur la côte de Toscane. Mais

Mais, en Eſpagne, les Alliés furent battus à Almanza; l'ennemi profitant de ſa victoire y reprit pluſieurs Villes. Les affaires de Charles y allérent bientôt de mal en pis.

Nous tenions Toulon aſſiégé. Le Duc de Savoye & le Prince Eugène, preſſoient la place par terre avec une vigueur digne d'eux. La Flotte Angloiſe la bombardoit de devant le port, & faiſoit un feu terrible ſur les Vaiſſeaux François qui le défendoient. L'ennemi fut obligé de faire couler à fond quelques uns de ſes plus gros Navires, qui furent perdus ſans retour, & la Cour effrayée, donna ordre d'amener en toute diligence d'Italie & d'Allemagne au ſecours de Toulon, des détachemens, dont le départ ne nuiſit pas peu à ſes ſuccès ultérieurs dans ces pays-là.

Cependant il fallut lever le ſiège, & l'on diſpute encore ſur les cauſes qui firent échouer cette grande entrepriſe,

dont le ſuccès paroiſſoit immanquable. Il y a des gens qui prétendent que les Alliés affoiblirent trop leur armée, par le détachement de douze mille hommes qu'ils en tirérent pour la réduction de Naples. D'autres veulent que les Jéſuites ſurent ſecrétement engager la Cour bigotte de Vienne, à ne pas permettre qu'une place auſſi importante que Toulon, & dont la priſe auroit entraîné celle de toute la Provence, tombât au pouvoir des hérétiques, mais on a ſu depuis une Anecdote qui a découvert tout le myſtère.

Avant l'ouverture de cette campagne, le Duc de Marlborough étoit allé en Saxe, faire une viſite au Roi de Suède qui s'y trouvoit. Par ſon habileté & ſa ſoupleſſe, il agit ſi heureuſement ſur l'eſprit de ce Prince entreprenant, ou plutôt ſur celui de ſon premier Miniſtre, qu'il le détourna de ſe prêter aux ſollicitations de la France

&

& de lui donner du secours contre les Alliés. Malgré tout cela, quand l'entreprise sur Toulon eut transpiré, les Ministres de France & de Bavière, trouvérent le moyen de gagner le Comte de Piper, dont le crédit détermina Charles XII. à en empêcher le succès. Dans le plus grand secret, ce Monarque fit parvenir au Duc de Savoye, de ne pas s'aheurter à emporter cette place, parceque dès qu'elle seroit prise, lui Charles XII. ne pourroit plus se défendre de tomber sur les pays héréditaires de l'Empereur. Le Duc de Savoye sentit à quel point cette démarche du Roi de Suède seroit fatale aux Alliés, & par une générosité sans exemple, il préféra les intérêts de la cause commune à sa propre gloire, & „ voilà, dit Lamberti, le ressort secret „ de la levée du siège du Toulon. Le „ public, ajoute-t'il, qui en a demeu- „ ré dans l'ignorance pendant plusieurs „ années, pourroit s'imaginer que cette

 „ Anec-

„ Anecdote n'eſt qu'une invention. „ On a cependant pour garant de ſa „ vérité ſon Alteſſe Royale même, qui „ l'a bien voulu déclarer à des perſon- „ nes de caractère ". Mais ce n'eſt-là qu'une digreſſion, je reprends le fil des événemens.

En Allemagne, le Maréchal de Villars ſurprit & força les Impériaux dans les lignes de Stolhoffen, & mit la Souabe ſous contribution. Mais l'Electeur d'Hannovre, ayant pris le commandement de l'armée, remporta pluſieurs avantages ſur les François, & contraignit Villars de ſe retirer à Strasbourg.

En Flandres, Milord Marlborough mit tout en œuvre pour engager l'ennemi à en venir aux mains; mais Vendôme rendit tous ſes efforts inutiles. Il ſut ſe camper ſi avantageuſement, que jamais les Anglois ne virent jour ni à l'y forcer ni à l'attirer au combat. Ainſi toute la campagne ſe paſſa de côté

té & d'autre ſans effuſion de ſang.

Ce qui en arriva, c'eſt que la Cour de France, enflée de quelques ſuccès, recommença à prendre ſes hauteurs, & dédaigna de faire aucune démarche vers la paix. Un Commiſſaire, qui avoit été à l'armée des Confédérés pour y traiter de quelque échange, eut la hardieſſe de dire au Duc de Marlborough, „ que le Roi ſon Maître, nonobſtant „ ſes progrès en Eſpagne & en Allemagne, étoit diſpoſé à écouter les „ propoſitions qu'on voudroit lui faire pour rendre la tranquillité à l'Europe. Le Duc lui répondit avec „ une fierté héroique, qu'on vouloit „ pouſſer les affaires à un point, auquel on put alors prêter l'oreille „ aux propoſitions que la France ſeroit réduite à faire aux Alliés pour „ ſa propre ſûreté *.

A la fin de cette même année, le 22. Dé-

* Lamberti, Tom. IV. p. 501.

Décembre, les deux Chambres du Parlement ſe réunirent, dans leurs Adreſſes, à demander que toute la Monarchie Eſpagnole fut rendue à la Maiſon d'Autriche comme un arrangement néceſſaire pour l'équilibre du pouvoir en Europe. Ce qu'il y eut de remarquable, c'eſt que la propoſition s'en fit d'abord dans la Chambre des Pairs, qu'elle y paſſa unanimement, & que Milord Rocheſter à la tête des Torys en fut le principal promoteur.

La ſcène s'ouvrit en 1708 par une entrepriſe déclat en faveur du Prétendant. Une Flotte Françoiſe, eſcortant un corps conſidérable de troupes, ſortit du port de Dunkerke pour aller tenter une invaſion en Ecoſſe. Mais la vigilance du Chevalier George Byng fit échouer cette entrepriſe.

En Italie, ſi Villars força les deux Villes de Sezane, le Duc de Savoye prit les Forts d'Exiles, de Feneſtrelles & de la Perouſe. Par là il nettoya les Alpes

pes, & s'ouvrit l'entrée du Dauphiné.

Clément XI avoit eſſayé le pouvoir des foudres eccléſiaſtiques contre l'Empereur, parcequ'il s'étoit emparé de la Ville de Commachio & pris des quartiers ſur les terriſtoires du Saint Siège. Il voulut auſſi ſe ſervir de la puiſſance du Glaive temporel; il fit des levées, il ſembla prêt à entrer tout de bon en guerre. Mais obligé de ſe ſoumettre, il le fit aux termes que l'Empereur voulut, & il reconnut l'Archiduc Charles Roi des Eſpagnols.

Les avantages des deux partis furent plus également balancés en Eſpagne. Le Duc d'Orléans prit Tortoſe, & Dénia fut obligé de capituler. Mais les Alliés ſe ſoumirent la Sardaigne & Minorque; conquêtes importantes, la première pour fournir des vivres aux Catalans, la ſeconde pour recevoir à Port-Mahon les flottes qui juſques là n'avoient d'autre port ouvert à leurs beſoins que Lisbonne. Les Princes & les

Etats d'Italie ſentirent tous l'importance de ces acquiſitions pour les Alliés.

Afin de relever, s'il étoit poſſible, le courage des troupes, tant de fois battues en Flandres, Louis XIV mit à leur tête des Princes du ſang.

Des intelligences que la Cour avoit à Gand & à Bruges, ouvrirent les portes de ces places aux François. Ils avoient auſſi des vues ſur Oudenarde, mais, par une marche forcée, l'armée Alliée, que commandoient en perſonnes le Prince Eugène & Milord Marlborough, prévint l'ennemi. On en vint aux mains près de cette ville. L'engagement fut ſanglant. Il ne commença qu'à cinq heures après midi, & il ne finit qu'aux approches des ténébres. Depuis les premiers momens de l'action juſqu'à la fin, les Alliés eurent la victoire ſous leurs étendards. Elle ne leur coûta preſque aucune perte. Celle des François fut conſidérable. Leur armée auroit, à ce qu'on croit, été totalement dé-

détruite, si l'obscurité n'eut mis des bornes à sa perte.

Après cette victoire, les Alliés résolurent d'assiéger Lille. Cette ville, si grande & si fortifiée, étoit défendue par une nombreuse garnison, qui avoit à sa tête le vaillant Bouflers. Pour fournir de vivres & de munitions l'armée des assiégeans, on ne pouvoit y conduire les convois, qu'au hazard d'être à tout moment surpris & intercepté. L'entreprise en un mot étoit si hardie, que malgré le succès qui la couronna on n'oseroit presque essayer de la justifier. Mais enfin, sans entrer ici dans le détail des événemens remarquables, qui se succédérent pendant la durée de ce mémorable siège, on sait que les deux illustres Généraux s'y couvrirent d'une gloire immortelle. Lille, Capitale de la Flandre Françoise, & de la plus haute importance tant pour la sûreté que pour le commerce des puissances Maritimes, fut enlevée avec sa Citadelle, après un siè-

siège d'environ quatre mois; & par l'affliction que cette grande conquête causa aux François, on peut juger de celle que ressentirent depuis les Alliés, quand, à l'étonnement de toute l'Europe, Lille fut rendu à ses anciens maîtres, &, pour ainsi dire, de gayeté de cœur, par la perfide négociation de l'Auteur de l'Ebauche. Lille prise, nos troupes victorieuses n'eurent pas de peine à recouvrer Gand, Bruges, Plassendal & Lessinghen.

Pendant ces glorieux exploits, le théatre de la guerre en Allemagne fut presque tranquille. Les armées, que les Electeurs de Bavière & d'Hannovre y commandoient, l'un à l'opposite de l'autre, étoient si foibles, qu'elles n'oférent rien entreprendre de tant soit peu remarquable. Comme l'Electeur de Bavière avoit un parti & de grandes relations à Bruxelles, on résolut qu'il en viendroit faire le siège, pendant que les Alliés étoient encore occupés devant la

Cita-

Citadelle de Lille. Il y amena en effet un Corps considérable de troupes & un grand train d'Artillerie. Il pouſſa le ſiège chaudement & donna quelques aſſauts vigoureux, mais fortement repouſſé il ſe vit contraint d'abandonner cette entrepriſe.

A la nouvelle du ſiège de Bruxelles, le Duc de Marlborough fit un mouvement ſoudain vers l'Eſcaut, & à l'improviſte alla fondre ſur les lignes des François. Elles occupoient un terrein de ſept mille en longueur. On ne croyoit pas qu'il fut poſſible de les y forcer, & cependant ces lignes, qui leur avoient coûté tant de ſemaines de travail, ils les abandonnérent ſans réſiſtance. Tout le monde en fut frappé. „ On „ trouvoit, dit Burnet, que leurs entre„ priſes étoient mal concertées & plus „ mal exécutée, deſorte qu'après avoir „ été la terreur de l'Europe, ils en é„ toient dévenu le mépris. " Dans ce tems là les Lettres de change perdoient en

France quarante pour cent de décompte. Les peuples étoient dans la plus grande détreſſe.

Cette même année, la Cour de Verſailles fit de nouveaux efforts pour détacher le Roi de Portugal de la Grande Alliance, mais ce Monarque demeura fidèle à ſes engagemens.

Il fallut donc recourir à d'autres expédiens, pour tâcher de ſortir d'embarras. Le déſordre des affaires étoit extrême, tant au dedans qu'au dehors ; tout preſſoit d'y remédier, s'il étoit poſſible. Afin de calmer les murmures des ſujets malheureux, de ralentir les efforts des Alliés pour la campagne prochaine, ou dumoins de ſemer entr'eux des jalouſies funeſtes à leurs intérêts, le Miniſtère François n'épargna ni intrigues, ni ſourdes manœuvres pour perſuader au public qu'on touchoit à une paix générale.

L'émiſſaire Helvétius avoit été renvoyé en Hollande. Chamillard, dévenu

le

le Miniſtre des Finances comme celui de la guerre, s'étoit tranſporté ſur la frontière des Pays-Bas pendant qu'on aſſiégeoit Lille. Dès l'entrée de 1709 on ſema dans toutes les Cours le bruit d'une négociation qui devoit rouler ſur différens plans d'un Traité de partage. Pettekum, Réſident du Duc de Holſtein Gottorp auprès des Etats Généraux, fit un voyage à Paris, muni d'un paſſeport de M. de Torcy, & lia une correſpondance avec ce Secretaire d'Etat. Heinſius, Grand Penſionnaire de Hollande, le Prince Eugène, & le Duc de Marlborough, inſtruits de cette correſpondance la favoriſérent en ſecret, ſouhaitans réellement une heureuſe paix, & ne voulant pas d'ailleurs qu'on put les accuſer, avec le moindre fondement, d'avoir fermé l'oreille à de ſérieuſes négociations pour finir la guerre, comme on affectoit de le répandre. Mais en même temps, pour prévenir les ſuites de l'inquiétude que cette correſpondance cau-

cauſoit aux miniſtres des autres Puiſſances Confédérées, ils eurent ſoin de leur donner les aſſurances les plus fortes, qu'on ne concluroit rien ſans eux, rien que de concert & avec leur conſentement exprès. Enfin, la France fit faire par Pettekum des inſinuations formelles de ſes diſpoſitions à la paix, & cela à des conditions qui ſeroient ſûrement agréables aux Alliés. Mais comme ces inſinuations, conçues en termes vagues & généraux, n'étoient pas d'ailleurs accompagnées des autoriſations néceſſaires, on fit entendre ſans détour, que, ſi la Cour de France ſouhaitoit ſincérement de mettre fin aux malheurs de la guerre, il falloit que le Roi envoyât une perſonne de caractère, & munie des pouvoirs ſuffiſans pour faire des propoſitions de paix, qui ne fuſſent ni ſecrettes, ni illuſoires.

Sur cette réponſe, on demanda des paſſeports dès le mois de Mars pour le Préſident Rouillé, qui les ayant reçus vin-

vint en Hollande, & eut, dans un lieu dont on étoit convenu, des conférences avec les Penſionnaires d'Amſterdam & de Tergau, qui y avoient été députés.

Nous parlerons une autre fois de ce qui ſe paſſa dans cette entrevue, les négociations qui en réſultérent, les conférences qui ſe tinrent entre les principaux Miniſtres des Alliés d'une part, Meſſieurs de Torcy & Rouillé de l'autre, & du fameux Traité préliminaire de la Haye qui en fut le fruit. J'en ferai le ſujet de la première Lettre que j'aurai l'honneur de vous écrire.

HUITIEME LETTRE.

AVant que j'entre dans le détail des démarches pleines de ruſe & d'artifice des Miniſtres de la France, & au contraire de la conduite franche, meſurée & ferme des Miniſtres des Alliés

dans les négociations qui préparérent & qui conclurent les préliminaires de paix dreſſés à la Haye, il faut, Milord, que vous me permettiez une obſervation importante.

Cette obſervation, c'eſt que dans les négociations pour la paix, comme dans les opérations de la guerre, un Roi ſeul Maître, & Maître abſolu dans un vaſte Empire, compoſé de Provinces contiguës, ne peut qu'avoir un très grand avantage ſur pluſieurs têtes ennemies & confédérées. Tout dépend de lui ſeul. C'eſt lui qui accepte ou qui refuſe ce qu'on offre, c'eſt lui qui fait telle propoſition qui lui convient, qui l'appuye ou qui l'altère comme il veut. C'eſt lui qui décide des réſolutions priſes dans ſes Conſeils, de leur exécution, & de toutes les meſures qui y tiennent. Il n'a point d'autres intérêts à conſulter que les ſiens. Seul arbitre de ſes deſſeins & de ſes actions, il les dirige ſelon ſa ſageſſe & la diverſité des circonſtan-

ſtances, ſans être contrôlé de perſonne, & en même temps il a toujours mille moyens en main de faire jouer par ſes émiſſaires des reſſorts ſecrets, pour ſemer la jalouſie & jetter la méſintelligence parmi les Alliés.

Au contraire, dans une ligue qui réunit diverſes Puiſſances contre un ennemi commun, la condition toujours eſſentielle à une Alliance offenſive & défenſive, eſt de ne faire aucune démarche ni pour la guerre, ni pour la paix, que de concert ou avec le conſentement des parties contractantes ; cette condition ſeule, qui peut ſi ſouvent manquer, ſuffit pour faire avorter les plus ſages entrepriſes, pour faire échouer les meilleurs projets. La différence des intérêts peut très aiſément faire que quelqu'un des confédérés ſoit tenté de ſe détacher des autres, & ſi celui qui s'en détache, eſt d'un poids conſidérable, il n'en faut pas davantage pour diſſoudre toute l'Alliance.

Louis XIV jouiſſoit de tous les privilèges, qui réuniſſent dans la perſonne d'un ſeul Monarque toutes les branches du pouvoir abſolu. Il s'en ſervit avec le plus grand ſuccès dans toutes ſes guerres & dans toutes ſes négociations, depuis la concluſion du Traité des Pyrénées, juſques à la rupture de 1702.

Les Alliés ne pouvoient pas l'ignorer. C'étoit une raiſon de plus pour animer leur zèle. Ils n'en devoient être que plus portés à veiller avec ſoin aux intérêts de la cauſe commune, & à entretenir la plus étroite harmonie entre tous les Confédérés.

Le génie ſupérieur de Marlborough lui fit ſaiſir ce principe avec ardeur. Il dévint l'ame & le reſſort de ſa conduite, & ce qui ne s'étoit encore jamais vu, dans une ligue ſi longtems ſoutenue entre tant de têtes indépendantes, non-ſeulement ce principe en fut la règle invariable, mais on l'y vit accompagné des plus admirables ſuccès, tant que le

Duc

Duc demeura à la tête de l'Alliance. Je ne veux pas dire, qu'il ne ſoit peut-être arrivé de temps en temps à quelqu'un des Alliés, ou d'abonder dans ſon ſens, ou de ſe montrer trop timide, ou d'être trop lent à exécuter des meſures qui demandoient de la promptitude & de la vigueur, & d'avoir par là ou retardé, ou fait manquer des projets, dont on ſe promettoit avec raiſon les plus glorieux avantages. Mais, en ſage & prudent Miniſtre, notre Grand Général ſut toujours conduire les choſes, de manière que la France ne profita ni de la différence des intérêts, ni de celle des ſentimens, qui partagérent quelques fois les Confédérés, & qui auroient pu nous être encore plus funeſtes que la réuſſite de nos meilleurs projets ne pouvoit nous être avantageuſe. En un mot, les intrigues & les artifices de la France n'eurent pas plus d'influence dans les Conſeils des Alliés, que ſes armes n'eurent de ſuccès dans les opérations

militaires. Les Confédérés ſembloient n'avoir qu'une ſeule & même ame qui les mouvoit en commun. Tout ce corps étoit ſi bien conduit, que, ſelon toutes les apparences humaines, on devoit s'attendre à une paix auſſi honorable, auſſi ſûre, auſſi ſatisfaiſante pour tous les Alliés, que la guerre qu'ils faiſoient avec tant d'union & de concert leur étoit glorieuſe. Mais, au milieu de cette carrière brillante & de tant de ſuccès accumulés, la conduite ingrate & capricieuſe d'une femme, pêtrie d'orgueil, donna aux affaires un tour nouveau & des plus funeſtes. Par ſes procédés envers ſes amis, ſa Maîtreſſe & ſa Reine, elle fournit à quelques hommes, auſſi mal habiles qu'ambitieux, une occaſion favorable, pour enlever les rênes du Gouvernement à ceux qui les manioient avec tant de force & d'adreſſe, & ils s'en ſaiſirent.

Le changement du Miniſtère entraîna celui des meſures. En ſe guidant par des

des maximes oppoſées au principe capital, qui ſerroit les nœuds d'une étroite union entre les Alliés, par le noble motif d'un intérêt commun, on ouvrit la porte aux fatales ſuites, qui naturellement devoient naître de la déſunion. Une criminelle & honteuſe ſéparation d'avec nos fidèles Alliés, mit la France, qui étoit alors aux abois, à même de dicter les conditions de la paix à ſes ennemis victorieux; conditions, non ſeulement injuſtes & ignominieuſes par rapport à nos amis, mais fatales pour nous; car, bien loin de nous procurer quelques avantages particuliers, en retour du ſacrifice que nous avions faits de nos Alliés & de notre honneur, (ſi toutefois une ſi déteſtable conduite pouvoit mériter quelque retour) elles furent réellement nuiſibles à nos intérêts, à notre commerce, & à la ſûreté de la Nation. J'en parle fortement; mais ce que j'en dis, je ſaurai le juſtifier dans la ſuite de ces Lettres.

Il eſt temps de finir une digreſſion, où je n'ai pourtant aucun regret de m'être engagé. Je me flatte du moins, Milord, que vous ne l'aurez pas trouvée inutile. Il importoit de mettre dans tout ſon jour la véritable cauſe originale de l'odieuſe ſcène d'iniquité & de perfidie, qui s'ouvrit au changement du Miniſtère en 1710. A préſent que je l'ai fait je reviens au point ou je m'étois arrêté.

Rappellez vous, Milord, ce que dans une de mes précédentes j'ai eu ſoin de vous faire obſerver, qu'outre les Lettres que l'Electeur de Bavière écrivit en 1706, après la bataille de Ramillies, ſoit au Duc de Marlborough ſoit aux Députés des Etats Généraux, & où en termes vagues il parloit de paix, la France avoit fait inſinuer ſous main qu'elle étoit diſpoſée à reſtituer l'Eſpagne & les Indes-Occidentales, & à accorder aux Etats Généraux avec une bonne barrière le Tarif de 1664, mais qu'on n'y

fit

fit aucune attention, parce que le porteur de ces propoſitions n'étoit pas ſuffiſamment qualifié & autoriſé pour les faire. Auſſi la victoire d'Almanza rendit-elle tellement le courage à la France, qu'elle n'eut rien de plus preſſé que de déſavouer publiquement qu'on eut fait de pareilles offres de ſa part. Et voilà pourquoi les Députés de Hollande, qu'on envoya conférer avec le Préſident Rouillé, eurent ordre de n'entendre à aucune propoſition qu'il pourroit leur faire, quelle qu'elle fut, à moins que préalablement, il ne convint de ce même préliminaire que la France avoit ſous main offert en 1706. *

Les ouvertures que donna Rouillé, bien loin d'être claires & développées, parurent ambiguës & captieuſes. Pour couper court, les deux Députés Hollandois lui déclarérent que les préliminaires, ſans lesquels les Alliés ne ſe prêteroient

* Lamberti Tom. V. p 266.

teroient à aucune négociation, étoient d'abord ſelon la réſolution du Parlement Britannique, la reſtitution de toute la Monarchie Eſpagnole, une barrière pour les Provinces Unies, une autre pour l'Empereur & pour l'Empire, la démolition de Dunkerque, la reconnoiſſance de la Reine Anne, & celle de ſa ſucceſſion en ligne Proteſtante, enfin la promeſſe de faire ſortir de France le Prétendant.

Le rapport que les Députés des Etats Généraux firent à leurs Maîtres de ces conférences, & le retour d'un Courier que le Préſident avoit envoyé à Paris, commencérent à faire eſpérer qu'enfin l'heureux moment de la paix n'étoit pas fort loin. Le Courier avoit apporté la réponſe aux Préliminaires, & la négociation paroiſſoit tellement avancée, qu'on agréa que le Marquis de Torcy, premier Miniſtre de France, ſe tranſportât à la Haye pour en hâter la concluſion finale. Il y arriva le 6e. Mai,

Mai, & bientôt il y fut ſuivi du Préſident Rouillé. Le Prince Eugène & le Duc de Marlborough n'y étoient plus. Le premier étoit allé en Brabant ſur la nouvelle de quelques mouvemens des François. Le ſecond s'étoit rendu à Londres, pour inſtruire la Reine de ce qui ſe paſſoit, & recevoir d'elle même ſes ordres ultérieurs ſur cette importante négociation.

Pendant l'abſence de ces deux grands hommes, la principale occupation des Miniſtres de France en Hollande fut de travailler par eux mêmes & par leurs émiſſaires, ſur les Députés aux Etats Généraux, pour les détacher des Alliés, en leur faiſant les offres les plus ſpécieuſes d'une barrière conſidérable avec les plus grands avantages pour leur commerce. Mais, fidèles à leurs engagemens, ils ſurent triompher de la tentation. Rien ne fut capable de les ébranler.

Le Prince & le Duc ne tardérent pas de

de revenir à la Haye. Torcy, bien convaincu qu'il étoit impoſſible de détacher les Hollandois de l'Angleterre, affecta d'avouer rondement & d'un air naturel, dans une conférence qu'il eut avec ce Duc, que l'état fâcheux des affaires de ſon Maître, rendant la paix néceſſaire, il étoit envoyé pour la demander & que Louis XIV. étoit tout diſpoſé à ſatisfaire aux demandes particulières des Anglois & des Hollandois. Milord Marlborough repliqua que ſa Maîtreſſe étoit de même dans des diſpoſitions pacifiques, mais qu'elle ne pouvoit prêter l'oreille à aucune propoſition, ſans être préalablement aſſurée de l'entière reſtitution de la Monarchie Eſpagnole au Roi Charles, & d'une bonne barrière, non ſeulement pour les Provinces Unies, mais encore pour l'Empereur, pour l'Empire, & pour le Duc de Savoye.

Ces eſſais de négociations ſéparées & d'autres intrigues ne pouvoient manquer

quer de produire bientôt leur effet, qui étoit de ſemer la zizanie entre les Alliés. Les Etats de Hollande prirent la réſolution de couper le mal à ſa racine. Ils réſolurent & déclarérent que leur intention étoit de ne pas faire la moindre démarche pour la paix, que de concert avec tous leurs Alliés; & qu'autant que ceux ci y trouveroient leurs ſûretés & leur ſatisfaction. *

Cette fermeté des Anglois & des Hollandois obligea Torcy & Rouillé à conſentir, qu'il ſe tint dans la maiſon du Penſionnaire Heinſius une conférence avec tous les Miniſtres des principaux Alliés. Le Prince Eugène & le Comte de Zinzendorf, arrivé depuis peu à la Haye s'y trouvérent de la part de l'Empereur. Le Duc de Marlborough & Milord Townshend, en qualité de ſecond Plénipotentiaire de la part de la Grande-Bretagne. Le Grand Penſionnaire de Hollande, avec ceux d'Am-

* Lamberti Tom. V. p. 275.

d'Amſterdam & de Tergau, pour les Etats Généraux.

Vous me permettrez, Milord, de vous renvoyer, pour le détail de ce qui ſe paſſa dans ces conférences qui ſe tinrent conſécutivement du 20e. au 28e. de May, aux Ecrivains de ce temps là. Reliſez entr'autres ce que le Dr. Hare, ci devant Evêque de Chicheſter en a écrit. Il eſt entré dans la plus ample diſcuſſion de toute cette négociation. Pour moi, je dois me borner aux faits, aux obſervations, aux raiſonnemens relatifs à mon but particulier, qui eſt de prouver ce point capital, que la reſtitution de toute la Monarchie Eſpagnole, y compris les Indes-Occidentales, fut la condition ſous laquelle on n'entendit & ne voulut entendre à aucune négociation.

Dans la première conférence, les Miniſtres de France convinrent à peu près de tout ce qui y fut demandé pour la Grande Bretagne & pour les Etats Gé-

Généraux. Ils propoſérent à la vérité qu'on laiſſât les Royaumes de Naples & de Sicile au Roi Philippe; mais les Miniſtres des Alliés, ayant inſiſté ſur l'entière reſtitution de toute la Monarchie d'Eſpagne, ils laiſſerent tomber cette propoſition, & ne firent plus de dificulté ſur la ſatisfaction que la Maiſon d'Autriche demandoit. Conſéquemment il fut ſtipulé, dans les termes les plus exprès, que ſa Majeſté Très-Chrétienne feroit enſorte que le Duc d'Anjou avec ſa famille évacuât toutes les dominations de l'Eſpagne, & les remit au Roi Charles III, dans l'eſpace de deux mois, à compter du mois de Juin prochain. *

Mais, dans une ſeconde conférence, Torcy s'oppoſa de toutes ſes forces à ce qui avoit été demandé pour la Garantie de l'Empereur & de l'Empire. Il prit

* Voyez les Articles préliminaires pour ſervir au Traité de la paix générale Art. 4.

prit même la choſe ſi chaudement, qu'il menaça de repartir pour Paris, & prit en effet congé de diverſes perſonnes de diſtinction.

Cette démarche, qui n'étoit que de pure politique, n'en impoſa à qui que ce fut. Les conférences ſe renouérent, & devinrent quelques fois d'une longuer fatiguante. On y débattit avec chaleur l'Article d'une barrière pour l'Empereur, pour l'Empire, & pour le Duc de Savoye. Les Miniſtres de France y montrérent un éloignement infini pour tout ce qu'on demandoit en faveur de ce dernier, & ce n'étoit encore que grimaces. On ſavoit, à n'en pouvoir douter, que pendant ce temps-là, la Cour de France faiſoit ſous main au Duc de Savoye les offres les plus conſidérables.

En un mot, pendant longtems les Plénipotentiaires François aſſurérent qu'ils n'avoient aucuns pouvoirs qui les autoriſaſſent à conclure quelques préli-

liminaires sur les différens Articles dont je viens de parler, & qu'il leur étoit impossible de s'y prêter jusqu'à ce qu'ils eussent consulté le Roi, & reçu les ordres de sa Majesté là dessus.

Il ne faut pas bien être pénétrant pour découvrir le but de ce manège. * Se roidir contre les demandes de l'Empereur & du Duc de Savoye, après s'être montré si facile à faire restituer toute la Monarchie Espagnole, c'étoit visiblement un nouvel essai pour brouiller les cartes, diviser les Alliés, & pousser, s'il étoit possible, les Puissances Maritimes à n'écouter enfin que leurs propres intérêts, aux dépens de ceux des autres Confédérés.

Toutes ces tentatives n'aboutirent à rien, l'Angleterre & la Hollande demeurérent d'une fidélité inébranlable. Il ne restoit donc qu'un point à ajuster, mais qui dans le vrai renfermoit en soi tous

* Bishop of Chicheſter Vol III. p. 95. &c.

tous les autres; c'étoit de convenir d'une totale ſuſpenſion d'armes, à des conditions auxquelles toutes les parties puſſent ſouſcrire. *

Perſonne ne mettoit en doute que Louis XIV. & le Roi Philippe, étant liés comme ils l'étoient, le Grand Père n'auroit qu'à vouloir, pour obliger le Petit Fils à une entière ceſſion des Eſpagnes. C'étoit le premier qui avoit mis le ſecond ſur le trône, c'étoit lui qui l'y ſoutenoit. Philippe n'avoit autour de ſa perſonne que des François. L'invaſion de l'Eſpagne & des Indes-Occidentales faiſoit le ſujet de la guerre; toutes les négociations pour la paix portoient ſur cette baze, que les Indes & l'Eſpagne ſeroient reſtituées. Le grand & premier point des Préliminaires étoit, qu'on rendroit le tout ſans exception à Charles III. dans l'eſpace de deux mois, à compter depuis le 1. de Juin ſuivant; & en cas que le Duc d'Anjou refuſât, ce

* Ibid. p. 96.

ce terme expiré, de consentir à cette convention, il avoit été formellement stipulé dans le IVe. Article des Préliminaires, que le Roi Très-Chrêtien, avec le reste des contractans, prendroient de concert les mesures convenables pour en assurer l'entier effet. A la vérité on s'étoit borné de part & d'autres à s'accorder sur le fait sans s'expliquer sur la manière, sans définir expressément en quoi ces mesures convenables devroient consister; mais l'on s'étoit si aisément réuni sur la chose, qu'il n'y avoit personne qui ne crut que, dans l'intention des François, Philippe restitueroit immédiatement l'Espagne à son Compétiteur, quoique les moyens ou la manière n'eussent pas été exprimés. S'il y avoit quelque précaution ultérieure à prendre à cet égard entre gens de bonne foi, c'étoit de convenir que, si cette cession de toute l'Espagne à Charles III. étoit effectuée, la suspension de la guerre, arrêtée par l'Article

XXXIV des Préliminaires, continueroit jusques à la conclusion de la paix générale. Or c'est là ce qui fut stipulé dans l'Article XXXVII, qui porte que cette cessation d'armes continueroit jusques à la conclusion & à la ratification des Traités de paix à faire, pourvu que le Roi Trés-Chrétien évacuât tout ce qui avoit été accordé par les Articles précédens, & que toute la Monarchie d'Espagne eut été rendue & cédée au Roi Charles III dans le terme stipulé.

C'étoit donc là proprement la pierre de touche, à laquelle on pouvoit s'assurer de la sincérité des intentions du Roi de France, à remplir ce dont ses Plénipotentiaires étoient convenus, spécialement par rapport au point fondamental de la restitution de toute la Monarchie Espagnole. Et ce fut là que les Plénipotentiares commencérent à biaiser. Ils firent d'abord les plus grandes protestations de la sincérité de leur Maître, ils dirent qu'il étoit prêt à exécuter

cuter tout ce qui ſeroit à ſon pouvoir, qu'il tâcheroit de perſuader à ſon Petit Fils de faire ce qu'on exigeoit; mais qu'il ne dépendroit pas de lui de l'y obliger par force, encore moins dans un ſi court eſpace de temps; qu'ainſi il ſeroit impoſſible que le Roi conſentît à cet Article, & que de ſigner les autres, à moins que préalablement on ne fut convenu d'une entière ceſſation d'armes, ce ſeroit ſe livrer à la merci des Alliés,

On repliqua à cela ſans peine, que ſi le Roi de France étoit ſincérement intentionné comme ſes Plénipotentiaires l'aſſuroient, il étoit bien le Maître de rappeller ſon Petit Fils; que pourvu qu'il fit tout ce qui étoit évidemment à ſon pouvoir, conformément au IV Article des Préliminaires, il devoit être très aſſuré que les Alliés ne ſe porteroient & ne pourroient même ſe porter, attendu les conditions de leur Alliance, & la nature du Gouvernement de quel-

ques uns d'entr'eux, à ſe prévaloir d'aucun des termes de l'Article XXXVII, pour recommencer la guerre contre ſa Majeſté, lorſqu'elle auroit fait de ſon côté ce qui dépendoit d'elle, & évacué les places comme on en étoit convenu dans l'Article XXXV. Qu'en ſuppoſant que ce que les Plénipotentiaires objectoient contre cet Article XXXVII, ne fut pas un prétexte, mais fut une difficulté réelle, il n'y avoit point de milieu, qu'il falloit ou que les Alliés s'en fiaſſent à la bonne foi de la France, ou que la France comptât ſur la bonne foi des Alliés, & que ſi le Roi de France, ce cas qu'il ne dépendit pas de lui, (ce que perſonne ne croioit) d'obliger ſon Petit Fils à réſigner la Couronne d'Eſgne, ſe mit à la merci des Alliés, en exécutant le reſte du Traité; les Alliés de leur côté, s'ils faiſoient la paix ſans l'exécution préalable de l'Article XXXVII, ſe mettroient à la merci du Roi de France par rapport à ce qui avoit

voit fait le grand objet de la guerre, ſavoir le recouvrement de la Monarchie Eſpagnole.

Après tout ce qui s'étoit paſſé, rien ne pouvoit ſurprendre d'avantage que ces tergiverſations de la France ſur ce point eſſentiel de la reſtitution de toutes les Eſpagnes, puiſqu'il avoit ſervi de baze à tous les autres Articles des conférences, & à tous les pas qu'on avoit fait vers la paix. Des aſſurances verbales ne ſignifioient rien, tant qu'on ne ſe déterminoit pas ſur des moyens efficaces pour les exécuter. Louis XIV avoit tant de fois manqué à ſa parole, la choſe étoit d'une telle notoriété, qu'il étoit, non ſeulement de la prudence, mais encore d'une néceſſité abſolue, que les Alliés priſſent leurs précautions, pour s'aſſurer de l'exécution de ce qui leur avoit été promis dans une affaire de ſi haute importance. La violation ſcandaleuſe du Traité de partage, preſque en même temps conclu & enfreint,

l'uſurpation de la Monarchie d'Eſpagne, malgré des rénonciations itératives des plus ſolemnelles ; ces faits, dis-je, étoient encore trop récents à leur mémoire, pour qu'ils puſſent mettre quelques confiance en des aſſurances purement verbales de la bouche qui les avoit ſi ſouvent trompés. Mais ce qui acheva de remplir les Alliés des ſentimens d'une juſte défiance dans cette conjoncture, c'eſt la démarche publique de faire reconnoître le Prince des Aſturies, héritier préſomptif de la Couronne d'Eſpagne par tous les Etats du Royaume. La cérémonie s'en fit le 1. Avril, environ un mois après l'arrivée du Préſident Rouillé en Hollande, pour y conférer avec les Députés de cette République, & par conſéquent environ un mois après qu'il y eut été admis à négocier ſur cette condition expreſſément ſuppoſée, que l'Eſpagne & les Indes-Occidentales ſeroient reſtituées à la Maiſon d'Autriche. Toute la réponſe que re-

reçurent les Alliés, quand ils témoignérent combien cette démarche faite en Espagne les allarmoit, fut que le Roi de France n'étoit pas responsable de la conduite de Philippe, que pour ce qui le concernoit, il y alloit de bonne foi, qu'il feroit ce qui dépendoit de lui, & que si la paix ne se concluoit pas il n'y auroit pas de sa faute. *

Quoique les Alliés ne fussent rien moins que convaincu de la sincérité de tous ces discours, si évidemment démentis par tout ce que j'ai déjà dit, ils voulurent pourtant montrer sans équivoque, combien ils étoient éloignés de prétendre imposer au Roi de France des conditions impraticables. Ils pensérent à un expédient qui fut tel, qu'en refusant de l'accepter, les François se démasqueroient, & ne pourroient plus cacher que dans leurs négociations ils ne cherchoient qu'à tirer leur épingle du jeu,

* Ibid. p. 104.

jeu, par un Traité qui leur donneroit la paix à eux, & qui laiſſeroit les Alliés en guerre avec le Duc d'Anjou pour le recouvrement de l'Eſpagne. Ils déclarérent aux Plénipotentiaires que, s'il n'étoit pas au pouvoir du Roi d'obliger ſon Petit Fils à quitter l'Eſpagne, ils ſe contenteroient qu'il fît ce qui étoit évidemment à ſon pouvoir: c'étoit de leur remettre toutes les places appartenantes à l'Eſpagne, qui étoient occupées & gardées par des Troupes Françoiſes. Mais cet expédient fut rejetté, & plutôt que de l'admettre le Marquis de Torcy aima mieux qu'on laiſſât le XXXVII Article tel qu'il avoit été dreſſé, dans des termes qui faiſoit dépendre la ceſſation d'armes de l'entière reſtitution de l'Eſpagne. La ſeule choſe qu'il ſe réſerva fut de pouvoir s'inſtruire ultérieurement du bon plaiſir de ſon Maître.

Enfin les conférences ſe terminérent. On réſuma les Articles Préliminaires, on en fit un Traité dans les formes, on le col-

collationna en préſence des Plénipotentiaires François, & ils y donnérent de bouche leur approbation. Immédiatement après les Miniſtres de l'Empereur, de la Grande Bretagne & des Provinves-Unies les ſignérent; mais le Marquis de Torcy ne voulut pas les ſigner, diſant, qu'il n'avoit pas des inſtructions préciſes ſur quelques Articles. Il partit de la Haye le même jour 28e. May 1709, & en partant il promit d'envoyer pour le 4e. de Juin la réponſe poſitive de ſon Maître. Tout concouroit à perſuader qu'elle ſeroit favorable, l'état des affaires du Roi, le point où les choſes avoient été amenées dans le Traité, le rang que M. de Torcy tenoit dans le Miniſtère de France, ſon caractère, ſon mérite perſonnel, les proteſtations réitérées qu'il avoit faites de la ſincérité des intentions de ſon Maître. Mais ce qui le faiſoit eſpérer encore plus que tout cela, c'eſt qu'avant ſon départ, ce Miniſtre avoit témoigné le plus grand deſir

sir d'apprendre que les Alliés se seroient hâtés d'envoyer la ratification des Articles Préliminaires; qu'en particulier il avoit pressé le Duc de Marlborough d'expédier sans délai un exprès à Londres, afin que les ratifications en fussent rapportées à temps pour les échanger avec celles qui viendroient de France, & même qu'il avoit dit publiquement, ce que néanmoins l'Auteur de l'Ebauche nie, qu'il ne savoit pas si le Roi Philippe ne seroit point à Paris avant lui. J'ose cependant l'attester avec certitude. J'étois à la Haye Secretaire d'Ambassade aux négotiations pour la paix, & ainsi très à portée de le savoir. Je peux même ajouter que quand, arrivé à Londres avec les Préliminaires que j'y portai, je les eu remis à Milord Godolphin avec les dépêches, dont le Duc de Marlborough m'avoit chargé pour lui, ce Seigneur, qui étoit d'une sagesse, d'une réserve, d'une prudence consommées, se montra plein de satisfaction

après

après les avoir lus entièrement, persuadé que la ratification des Préliminaires auroit lieu tout de suite en France. Aussi fit-on toute la diligence imaginable pour me renvoyer à la Haye avec la ratification de la Reine.

Une autre particularité que je ne dois pas omettre, & qui ne contribua pas peu à confirmer, dans l'attente de la paix & des favorables dispositions de la France pour cette bonne œuvre, aux termes des Préliminaires, c'est que, dans tout le cours de la négociation, le Marquis de Torcy nommément insista sur ce qu'on ne donnât à Philippe que le titre de Duc d'Anjou dans l'Article où il faudroit parler de lui, ajoutant pour raison, qu'il ne devoit y avoir qu'un Roi en France. *

En un mot ce Ministre donna aux Alliés des espérances si flatteuses de voir leurs vœux pour la conclusion d'une paix solide incessamment accomplis, qu'une joie

* Lamberti Tom. V. p. 288.

joie inexprimable ſempara de tous les cœurs. L'impatience du public étoit incroyable. Il ſembloit que le 4e. de Juin ne viendroit jamais. Il vint enfin. Ce Courier tant déſiré arriva de Paris le 5e. Mais quelle ſurpriſe, quand M. Rouillé ayant ouvert ſes dépêches, apprit aux Alliés que le Roi ſon Maître refuſant de ſigner les Préliminaires les tenoit pour nuls & non avenus!

Les Articles, ſur leſquels on avoit conteſté dans les conférences, furent ceux qu'on refuſa de ratifier à Verſailles *. C'étoient ceux qui regardoient l'Empereur & le Duc de Savoye, & en outre le XXXVIIe. Article. Si les Alliés furent ſurpris de ce refus, ils le furent bien d'avantage de la hauteur avec laquelle Rouillé l'appuya de ſes difficultés, dans une longue conférence qui ſe tint à cette occaſion. Après y avoir inſiſté avec la dernière roideur, il fixa le jour de ſon départ de la Haye. Mais ce qui ré-

* Bishop of Chicheſter. p. 108.

réſulta de là, ce fut immédiatement une réſolution des Etats Généraux, dans la quelle ils déclarérent, que, puiſque contre toute attente la France avoit refuſé d'accepter & d'approuver les Préliminaires, & puiſque le Préſident Rouillé avoit déclaré qu'il alloit partir, & que par là on n'avoit plus lieu de pouvoir en venir à une paix ferme & durable, il n'y avoit point de temps à perdre pour ouvrir la campagne, & pouſſer la guerre avec toute la vigueur poſſible. *

Cette réſolution des Etats Généraux détermina Rouillé à faire une viſite au Penſionnaire Heinſius avant que de quitter la Haye. Comme pour lui donner une marque de ſa ſincérité & de l'intérêt qu'il prenoit à la concluſion du Traité, il lui dit, qu'afin d'éviter une rupture il étoit autoriſé à abandonner tous les Articles Préliminaires ſur leſquels on avoit inſiſté à l'exception du XXXVIIe. ajou-

* Lamberti Tom. V. p. 297.

ajoutant que le Roi ſon Maître ne pouvoit donner une plus forte preuve de ſa complaiſance, qu'en allant juſques là, & en s'approchant de ſi près des prétentions des Alliés pour avoir la paix. Le fin de ces offres, c'eſt que Rouillé s'étoit imaginé qu'au cas que l'on oſât les refuſer la populace des Provinces-Unies s'échaufferoit, & qu'aigrie contre les Miniſtres au ſentiment des impots dont elle étoit chargée, elle ne leur pardonneroit pas d'avoir prolongé la guerre plutôt que de ſe laiſſer fléchir ſur un ſeul Article. Vaines imaginations! Le Peuple ne fut pas la dupe de ce manège. On comprit fort bien l'artifice de la France. On ſentit d'abord qu'encore qu'on ne conteſtât en apparence que ſur un ſeul Article, les difficultés qu'on y oppoſoit portoient coup contre tous les autres Articles eſſentiels des Préliminaires, ſurtout relativement à l'Eſpagne & aux Indes-Occidentales.

Di-

Disons les choses comme elles sont. La restitution de la Monarchie Espagnole étoit le grand objet de la guerre, elle étoit le lien, &, pour ainsi dire, le ciment des Traités faits à dessein de la pousser, elle étoit le motif qui avoit déterminé les Alliés à entrer dans des négociations pour la paix; elle étoit la condition sous laquelle on avoit consenti à l'envoi & à l'admission des Ministres de France pour y travailler; elle étoit le premier Article spécialement exigé par les Alliés, accordé par la France, sans hésitation & dès la première conférence, détaillé en divers autre Articles dans les termes les plus exprès. Par conséquent agréer ces Articles là, & rejetter celui ci, qui renfermoit dans sa teneur les seuls moyens possibles pour faire exécuter les points les plus essentiels des autres Articles, surtout le point fondamental de la résignation de l'Espagne & des Indes-Occidentales, c'étoit la même chose que

de rejetter tout le Traité. N'offrir qu'un conſentement verbal ſans vouloir donner aucune ſûreté qu'il aura ſon effet, n'eſt-ce pas la même choſe qu'un refus? Quelle différence voit-on entre ne pas s'engager à telle ou telle choſe, & éluder l'exécution d'une choſe promiſe? Tout-ce qu'il y a dans le ſecond de plus que dans le premier, c'eſt un odieux manquement de foi. Auſſi la prétendue complaiſance du Roi de France à ne rejetter qu'un ſeul Article des Préliminaires, en offrant de ſouſcrire à tous les autres, ne fit-elle d'autre effet ſur l'eſprit des peuples en Hollande, que d'y exciter la plus générale & la plus vive indignation contre les François, avec le plus fort reſſentiment contre des procédés ſi faux, ſi perfides, ſi au deſſous de la dignité d'un Prince.

Pour ſentir à quel point cette indignation étoit fondée, nous n'avons, Milord, qu'à conſidérer encore de plus près toute cette négociation. C'eſt l'affaire d'un inſtant. Après

Après diverſes conférences tenues entre les Miniſtres des Alliés & le premier Miniſtre de la France, les Préliminaires avoient été convertis d'un commun conſentement en un Traité formel. Ce Traité M. de Torcy ne le ſigna pas, mais il encouragea, il preſſa les Alliés de le ſigner, & d'en procurer ſans délai la ratification, ſurtout de la part des Anglois, avec promeſſe que l'approbation & la ratification de ſon Maître ne ſe feroit attendre que quelques jours. Mais au lieu de cette ratification déſirée arrive une réponſe auſſi fière qu'inattendue. Louis XIV déclare qu'il tient pour nuls les Préliminaires, ce grand ouvrage ſur lequel on avoit fondé la douce eſpérance de voir finir une guerre qui avoit coûté tant de ſang & de tréſors; ou, ce qui revient au même, il fait ſavoir qu'il ne ſauroit approuver le XXXVIIe. Article de ces Préliminaires, Article qui contient l'expreſſion du ſeul moyen efficace pour mettre en

exécution ce qui a été ſtipulé dans tous les autres, en faiſant reſtituer dans deux mois la Monarchie Eſpagnole, ce qui étoit la condition d'une parfaite paix avec la France. Au moins auroit-il fallu, qu'en rejettant cet Article, les Miniſtres de cette Couronne euſſent propoſé quelque autre expédient, quelque équivalent qui répondit au même but. La France avoit élevé Philippe ſur le trône d'Eſpagne, & juſqu'ici elle l'y avoit maintenu; mais l'extrêmité où elle ſe trouvoit réduite elle même, l'obligeoit, pour ſon propre ſalut, à demander la paix en négociant ſur cette baſe, que Philippe réſigneroit la Couronne d'Eſpagne au Roi Charles. Par conſéquent, c'étoit ſon affaire d'indiquer un moyen ſûr & efficace pour opérer l'exécution de cette condition. Les Alliés en propoſérent un, le ſeul qui leur parut propre à cette fin, c'eſt que la réſignation conditionnée ſe fît dans le terme de deux mois, ſi la France vouloit la paix.

Ils

Ils le propoſérent non avec hauteur, & dans la vue d'impoſer à Louis XIV des conditions dures & cruelles, en l'obligeant (comme on la odieuſement répandu) à détrôner ſon Petit Fils dans un ſi court eſpace de temps; mais parce que la nature de la choſe les conduiſoit à conclure que cela ſe pouvoit; parce, qu'en ſuppoſant Louis XIV ſincère, on devoit croire qu'il s'étoit préparé & mis en état d'exécuter ce qu'il avoit lui même ſi promptement & ſi expreſſément promis de faire pour avoir la paix; parce qu'en ce cas deux mois ſuffiſoient de reſte, que la ſaiſon étoit avancée & que, ſans la longueur des conférences, on ſeroit déjà entré en campagne; deſorte qu'on ne pouvoit pas accorder un plus long terme, & que ſi on l'eut fait, l'évacuation de l'Eſpagne auroit peut-être été différée juſqu'à la fin de la campagne, tantôt ſous un prétexte, tantôt ſous un autre, auquel cas les Alliés auroient perdu l'oc-

caſion de pouſſer leurs conquêtes avec la ſupériorité, dont leurs forces actuelles & leurs ſuccès précédens permettoient qu'ils ſe flattaſſent ſans témérité. En effet ce qu'ils firent le reſte de la campagne fut, comme nous le verrons, au deſſous de ce qu'ils pouvoient raiſonnablement eſpérer & que la France appréhendoit.

Mais n'auroit-on pas pu conclure la paix avec la France ſur le pied des Préliminaires, à l'exception du XXXVIIe. Article? Suppoſons le pour un moment, je demande à mon tour, quelles en auroient été les ſuites? Conſéquemment à cette ſuppoſition, les Alliés ſeroient demeurés en guerre avec Philippe pour l'obliger à abdiquer; mais qui ſait quand & comment on ſeroit venu à bout de l'obliger à quitter l'Eſpagne, ſuppoſé même que Louis XIV. ne l'eut aidé ni directement ni indirectement à s'y maintenir? Ce Monarque n'avoit-il pas refuſé de remettre entre les mains

des

des Alliés les Villes d'Eſpagne où il y avoit Garniſon Françoiſe, expédient qui avoit été propoſé comme un moyen de le diſpenſer de faire la guerre à ſon Petit Fils? Il avoit bien fait pis: il avoit retiré ſes Garniſons de ces Villes, & les avoit rendues aux Eſpagnols, pour avoir un prétexte de ne rien faire du tout, comme ne pouvant plus rien? A ce ſymptome funeſte du peu de ſincérité de Louis XIV. dans toutes ſes promeſſes pour la reſtitution de l'Eſpagne, que durent penſer les Alliés? Que durent ils faire? Juſtement allarmés & ayant déſormais toutes les raiſons imaginables de craindre, que le Grand Père n'aſſiſtât ſous main le Petit Fils, & ne négligeât rien pour le maintenir ſur le trône, ils conclurent que le ſeul moyen efficace de prévenir cette aſſiſtance ſecrette, étoit de faire dépendre l'entière concluſion de la paix de la reſtitution de l'Eſpagne en deux mois de temps & c'eſt ce que porte le XXXVIIe. Ar-

ticle des Préliminaires.

Tout ce que la France vouloit bien promettre par gens qualifiés de ſa part, ſe bornoit à des aſſurances verbales, que Louis XIV s'employeroit à perſuader ſon Petit Fils de réſigner, & qu'en cas qu'il s'obſtinât à ne le vouloir pas; il l'abandonneroit. Mais une triſte expérience avoit appris aux Alliés, que ces aſſurances verbales étoient équivalentes à rien. Tant de fois déjà, ſous le règne de Louis XIV, les François s'étoient moqués des Traités, tant de fois ils les avoient perfidement violés, que c'eut été ſe laiſſer volontairement jouer que d'ajouter foi à des ſimples promeſſes de leur bouche. Après ce qui s'étoit paſſé il y auroit eu de la folie à attendre d'eux l'obſervation fidelle d'une convention, qu'ils avoient le plus grand intérêt d'éluder ou de rompre.

Qu'on ſe rappelle avec Burnet * les ſui-

* Burnet Tom. VI an 1709

ſuites de la paix des Pyrénées. Louis XIV n'avoit pas alors à beaucoup près autant d'intérêt à préſerver le Portugal du joug de la Caſtille, qu'il en avoit dans la conjoncture préſente à maintenir ſon Petit Fils ſur le trône d'Eſpagne. Cependant après avoir juré ſolemnellement de ne prêter aucun ſecours aux Portugais, & prenant ce prétexte pour caſſer des troupes, il permit que l'Ambaſſadeur de Portugal prît ces troupes au ſervice de ſon Maître, & envoyât le Maréſchal de Schomberg commander cette armée, ſous prétexte que ce Général étant Allemand on ne pouvoit pas l'empêcher d'aller ſervir où il jugeoit à propos. Telle furent les groſſières couleurs, ſous leſquelles Louis XIV avoit couvert ſon manque de foi, dans une circonſtance qui le touchoit beaucoup moins qne celle où il ſe trouvoit actuellement. Il n'y avoit donc aucun ſonds à faire ſur ſa parole.

Si les Alliés euſſent pris le parti de

continuer la guerre contre Philippe, en accordant la paix à la France, il n'y a point de doute, que se voyant hors d'embarras à la faveur de cette paix, elle n'eut eu recours à ses artifices ordinaires. Comment y mettre obstacle? Qu'auroient fait les Alliés pour empêcher que, du sein de la paix, le Grand Père n'eut aidé son Petit Fils à soutenir la guerre? S'il n'avoit pas osé le faire ouvertement, il l'auroit fait sous main; il auroit envoyé de l'argent, prêté des bijoux; ses troupes auroient été arrêtées en Espagne; ou bien elles auroient paru déserter pour y aller grossir celles du Duc d'Anjou? Comment auroit-il été possible dans des Gouvernemens de la nature de ceux de la Grande Bretagne & de Provinces Unies, au milieu de tant de différents partis & sous tant d'impôts onéreux, de continuer les mêmes dépenses, & d'entretenir les mêmes armées aussi longtemps qu'il l'auroit fallu, pour tenir constamment la Fran-

France en reſpect, pendant qu'on auroit travaillé à conquérir toute l'Eſpagne? Où les Alliés auroient-ils trouvé des fonds, pour fournir chacun leur quote part aux fraix d'une guerre ſi coûteuſe & ſi longue?

Pouvoit-on ſe flatter de les tenir conſtamment unis juſqu'à un terme indéfini, contre les intrigues perpétuelles de la France, & de concilier enfin tous leurs intérêts juſqu'à l'entière réduction de la Monarchie d'Eſpagne? Ces difficultés ont été jugées ſi probables & en même temps ſi inſurmontables, elles ont été miſes dans un ſi grand jour & avec une force ſi victorieuſe par l'Evêque de Chicheſter, qu'on ne peut rien ajouter aux réflexions qu'il y a faites. Si vous n'êtes pas encore convaincu, je vous invite, Milord, à lire la troiſième Lettre de ce Prélat à un Torys, elle achèvera de lever vos doutes de la manière la plus triomphante.

Pour tout dire, je tiens qu'il auroit autant

autant valu abandonner l'Eſpagne à la Maiſon de Bourbon, que d'accorder la paix à la France, ſans éxiger au préalable la reſtitution de l'Eſpagne & des Indes-Occidentales. C'eut été porter le coup de mort à la Grande Alliance, démentir les raiſons & perdre tous les fruits d'une guerre longue, ſanglante, coûteuſe, mais pleine de gloire pour les Alliés. Burnet dit fort bien, que s'ils euſſent fait la paix ſans cette condition, ils auroient été les dupes de leur ennemi commun.

Mais il faut que je me hâte de finir ce que j'avois, Milord, à vous dire moi même ſur cet Article. Le concert indiſſoluble des Alliés & leur fermeté à toute épreuve, ayant rendu inutiles tous les artifices de la France pour les diviſer, les tromper, & ſe procurer à elle même une paix tranquille, tandis qu'ils s'efforceroient de conquérir l'Eſpagne, on ne penſa qu'à reprendre les armes. Mais comme la rigueur de l'hyver n'avoit

voit pas permis à Louis XIV de penſer à entrer en campagne auſſi promptement qu'il l'eut fallu, il avoit profité de ce temps pour amuſer les eſprits par des négociations. En affectant de ſpécieuſes diſpoſitions à la paix, il avoit un peu calmé les murmures de ſes peuples, qui dans leur déplorable ſituation jettoient des cris douloureux. Enſuite il les échauffa contre les Alliés, & par une Lettre circulaire il anima le reſſentiment de ſes ſujets contre des ennemis qui vouloient, diſoit-il, lui faire violence juſqu'à l'obliger de prendre les armes contre ſon Petit Fils. D'un autre côté, Villars lui faiſoit accroire que ſon armée de Flandres étoit en très bon état, très bien poſtée, dans des lignes où l'on n'oſeroit jamais entreprendre de la forcer, & d'où on ne la feroit pas ſortir; deſorte qu'il n'y avoit à appréhender tout au plus que le ſiège de quelque place, qui donneroit aux Alliés aſſez de beſogne, pour les occuper toute l'année, juſqu'au re-

retour de la mauvaiſe ſaiſon. Malgré donc les miſères de la France, le Monarque s'obſtina à la guerre plutôt que d'abandonnner ſon Petit Fils. Il rompit la négociation, & ſe réſolut à courir les riſques d'une nouvelle campagne, dont j'aurai bientôt crayonné les principaux événemens.

Cette campagne de 1709 ne produiſit pas grand choſe en Eſpagne. Le Général d'Asfeld y prit le Château d'Alicante, & Noailles y remporta quelque avantage ſur un corps de Troupes Allemandes. Mais le Marquis de Bezons n'oſa ſe meſurer avec le Comte de Stahremberg, & le laiſſa tranquillement ſe rendre maître de Balaguier.

On ſe battit ſur les frontières du Portugal; les Portugais y acquirent peu de gloire; mais les Eſpagnols en retirérent peu de fruit. L'apparition de notre flotte ſur leurs côtes leur fit peur. Dans la crainte de quelque entrepriſe, ils rappellérent leurs troupes. En Italie

lie il ne se passa rien de remarquable.

Pour l'Allemagne, l'Electeur d'Hannovre, qui s'étoit laissé persuader d'accepter le commandement de l'armée, avoit formé un grand projet. Il vouloit pénétrer dans la Franche Comté; mais le Comte de Merci qui devoit favoriser l'entreprise s'étant avancé, & sans attendre l'Electeur ayant imprudemment attaqué le Comte du Bourg avec un corps fort inférieur au sien, les François le défirent. La perte fut bien à peu près égale des deux côtés, mais les Allemans durent repasser le Rhin, & il ne se fit plus rien de ce côté là tout le reste de la campagne.

Ce fut en Flandres que les grands coups se donnérent. Après y avoir quelque temps amusé Villars par de feintes marches, les Alliés fondirent sur Tournai, l'investirent le 3e. Juillet, l'assiégérent, en prirent la Ville le 30e. du même mois, & ensuite en un mois de temps en emportérent la Citadelle, quoique

que la plus forte de l'Europe. On réſolut enſuite de prendre Mons; mais pour cela il falloit attaquer les François fortement retranchés dans leurs lignes. La bataille ſe donna le 11 Septembre près de village de Malplaquet. Les Alliés y remportérent une ſanglante & complette Victoire. Ce fut à peu près avec autant de perte que les François. C'eux-ci ſe retirérent du côté de Valenciennes, où ils allérent de nouveau s'enterrer dans des profondes lignes, pendant que les Alliés, qui dès le 20. Septembre commencérent le ſiège de Mons, finirent une des plus glorieuſes campagnes par la priſe de de cette Ville le 20. d'Octobre 1709.

Bientôt après recommencérent les négociations. Je remets à l'ordinaire prochain d'en entamer le détail.

NEU-

NEUVIEME LETTRE.

JE vous ai dit, Milord, que le départ du Préſident Rouillé qui quitta la Haye le 9e. Juin 1709. avoit entièrement mis fin au Traité Préliminaire. On ne ſe refuſa pourtant pas à toute correſpondance. Aucontraire on l'entretint en permettant un commerce de Lettres entre Pettekum & le Marquis de Torcy, afin d'eſſayer ſi l'on pourroit trouver quelque équivalent, qui pût tenir lieu du XXXVII Article, parce que les difficultés qu'on formoit ſur cet Article là, paroiſſoient être l'unique cauſe de la rupture des conférences. Ce qu'on offroit pour ſatisfaire les Alliés là deſſus, c'eſt que le Roi s'engageroit à n'aſſiſter ſon Petit Fils ni directement ni indirectement, & la ſûreté qu'on avoit imaginée pour ſervir de garantie à cette promeſſe, étoit la même que Pettekum

avoit insinuée comme de son chef la veille du départ de Rouillé, savoir, que le Roi de France remettroit trois de ses Places entre les mains des Alliés, comme autant d'ôtages, pour les garder en dépôt jusqu'à ce que la France eût satisfait à ses promesses par rapport à l'Espagne, ou pour les retenir si elle n'y satisfaisoit pas. Mais quelle sûreté que celle là? Que disoit-elle si ce n'est que Louis XIV perdroit volontiers trois Villes de plus, s'il ne falloit que ce leger sacrifice pour conserver à son Petit Fils l'Espagne & les Indes? Cependant afin de ne laisser aucun doute sur leur sincère empressement à finir la guerre, dès qu'ils pourroient le faire avec honneur & avec sûreté, les Alliés se montrérent disposés à entendre à quelque expédient de ce genre, quoique à dire vrai le meilleur de ces expédiens pût coûter l'Espagne à la Maison d'Autriche. Il falloit que les Places qu'on offroit, eussent quelque proportion dégalité avec

ce

ce dont elles devoient être comme le gage, & sur toutes celles qu'on demanda, la Cour de Versailles répondit à faire comprendre, que son but unique étoit constamment d'amuser les Alliés ou de les embarrasser. *

D'abord on demanda trois des Villes d'Espagne, dont le Roi de France étoit le Maître. La cession de ces Villes eût été déjà un pas de fait, pour acheminer à la réduction de tout le Royaume; mais on les refusa tout à plat comme je l'ai dit. Pour colorer ce refus d'une apparence d'impossibilité, les Troupes Françoises eurent ordre de sortir de toutes les Places fortes qu'elles tenoient en Espagne, & bientôt après de tout le Royaume sous prétexte de l'évacuer. Elles demeurérent néanmoins dans le voisinage, & assurément il ne faut pas être bien pénétrant, pour deviner dans quel dessein elles y demeurérent. On fit mi-

* Burnet Tom. VI an. 1720.

mine, il eſt vrai, d'abandonner l'Eſpagne à elle même. Philippe y gagna, qu'à ſa requiſition les Eſpagnols firent de plus grands efforts qu'on n'eût oſé s'y attendre, & Louis XIV, au moyen de ce ſtratagème, fut tout à la fois en impoſer aux Alliés & à ſes propres ſujets, qui demandoient la paix à grand cris. Au ſurplus les Troupes qu'il rappelloit ne ſortirent pas toutes d'Eſpagne. Par une connivence viſible, il en déſerta tant de monde qu'on en forma pluſieurs bataillons. Ajoutez que tous les Régimens Wallons furent renvoyés à Philippe, comme ſujets de l'Eſpagne, & que le Maréchal de Berwick eut permiſſion d'y aller commander, ſi la France faiſoit ſa paix. Ainſi, d'une part Philippe ne fut point affoibli par le rappel des Troupes Françoiſes, & de l'autre on n'eut plus à demander à Louis XIV aucune Place Eſpagnole. Il eſt vrai que la France ne ceſſoit d'accumuler les proteſtations d'un deſir ſincère d'applanir

tous

tous les obſtacles qui s'oppoſoient à la paix; mais tout en le proteſtant de la ſorte, elle multiplioit les difficultés qu'elle faiſoit ſemblant de vouloir lever. Auſſitôt que les Alliés propoſoient un expédient, on trouvoit le ſecret de le rendre impraticable, quelque juſte qu'il fût en ſoi. On ſe plaignoit de ce que les Alliés inſiſtoient ſur des moyens de réduire l'Eſpagne que la France n'étoit pas maîtreſſe d'exécuter, & c'étoit la France qui ſe mettoit elle même dans cette impoſſibilité prétextée.

Quand à la faveur de ce manège, le premier expédient qu'on avoit imaginé fut dévenu impoſſible, on en propoſa un ſecond. On demanda que Bayonne & Perpignan, Places Françoiſes ſur la frontière de l'Eſpagne, fuſſent remiſes aux Alliés. Par ce moyen ils ſe ſeroient trouvés en état, de couper la communication entre la France & l'Eſpagne, & de faire paſſer des Troupes dans cette dernière avec moins de peine & de dé-

penſe, en beaucoup moins de temps. Ici Louis XIV ne pouvoit pas dire qu'il ne dépendoit pas de lui de céder ces Places, mais les prétextes ne manquérent pas à ſes Miniſtres. Ils répondirent, qu'il n'étoit ni de la dignité du Roi, ni de la ſûreté de la France, de livrer à ſes ennemis des Villes qui étoient autant de Clefs du Royaume; qu'on ne pouvoit ni prévoir l'uſage que les Alliés en feroient, ni quand on pourroit les retirer de leurs mains. Quels détours! C'étoit le raiſonnement d'un homme, qui n'avoit jamais été d'intention de remplir la condition, pour l'exécution de la quelle la caution devoit être donnée. En un mot on voit à tous ces ſubterfuges, que la France n'étoit diſpoſée à remettre aucune de ſes Places comme en ôtage, que celles qu'elle pourroit reprendre ſans peine, ou que celles qu'elle auroit ſacrifiées de bon cœur, pour aſſurer à bas prix toute la Monarchie d'Eſpagne à la Maiſon de Bourbon.

Il

Il eſt manifeſte qu'elle ne vouloit accorder pour ſûretés, que des Places qu'elle ſe ſeroit laiſſée confiſquer ſans regret, Parce qu'elle étoit réſolue de manquer à la condition, ſous laquelle elle pourroit les retirer, & qu'elle n'exécuteroit point, ou plutôt qu'elle ne ſouffriroit pas qu'on exécutât ce qui pourroit la mettre en droit de les redemander.

Du côté de l'Empereur on ne demanda que Thionville, & Thionville fut refuſé ſous les mêmes prétextes.

Il ne reſtoit donc plus qu'à ſe déterminer pour quelques Places du côté des Pays-Bas. Les François paroiſſoient diſpoſés à en donner quelques unes; mais d'avance ils eurent ſoin d'en excepter Douai, Arras & Cambrai, c'eſt à dire, les plus importantes, celles qui auroient le plus facilité l'entrée dans leur pays; marque certaine encore qu'ils ne vouloient s'engager à rien, qui pût obliger le Roi d'éxiger de ſon Petit Fils, qu'il réſignât l'Eſpagne & les Indes-Occiden-

tales, ce qui se seroit fait très certainement s'il l'avoit voulu.

Encore une fois donc, toutes les offres de la France n'étoient qu'illusoires. On le sentoit; aussi la nouvelle négociation, que la correspondance de Pettekum avoit mise en train, se réduisit-elle bientôt à rien, pendant quelque temps, même elle parut tout à fait rompue. Il n'y avoit pas moyen qu'elle se soutînt, puisqu'un des partis ne proposoit rien que l'autre pût accepter, & qu'on auroit voulu que les Alliés se contentassent d'une sûreté de nom, sans s'embarrasser qu'elle fût réelle; ou qu'ils proposassent pour sûreté, ce que d'avance ils savoient fort bien qui ne pourroit jamais répondre au but pour lequel ils l'auroient reçue.

Au reste, * pendant que l'on continuoit à négocier par Lettres avec la France, le Duc d'Anjou, non content de prendre toutes les mesures qu'il pouvoit, pour

* Bishop of Chichester. fourth Letter p. 148. & 150.

pour ſe maintenir en poſſeſſion de cette Monarchie, que ſon Grand Père faiſoit ſemblant de vouloir qu'il cédât, publia un Manifeſte dont je ne dois pas oublier de faire mention en cet endroit. Dans ce Manifeſte, il proteſtoit contre tout ce qui pourroit être fait à ſon préjudice à la Haye; il déclaroit que rien ne le porteroit jamais à abandonner ſes fidelles ſujets. Il nommoit même des Plénipotentiaires chargés de ſes inſtructions, qu'ils communiquérent par Lettres aux Députés des Etats Généraux, & à Milord Marlborough, donnant à connoître à ce dernier, combien leur Maître lui ſeroit obligé, ſi par ſes bons offices il pouvoit contribuer à lui faire obtenir ce qu'il demandoit. Mais on ne fit aucune réponce à ces Lettres, on n'en prit aucune connoiſſance.

Quelque temps après, néanmoins, les Etats crurent encore devoir montrer de nouveau leurs conſtantes diſpoſitions, à écouter toute propoſition qui pourroit

tendre à lever les difficultés qui empêcheroient la conclusion de la paix. Dans cet esprit, ils permirent que Pettekum, à la requête de M. de Torcy, allât faire un tour en France, pour essayer si sa présence pourroit contribuer plus heureusement à la découverte de quelque expédient salutaire, qu'il ne l'avoit fait par ses Lettres.

Au bout de quelques jours Pettekum revint de Paris. C'étoit le 6e. de Décembre. Il n'en rapporta pas seulement l'ombre d'un expédient qui pût suppléer au XXXVII Article des Préliminaires, ce qui avoit pourtant été l'objet principal de son voyage. Au lieu de cela, il en rapporta un Ecrit que M. de Torcy avoit dressé le 27. de Novembre, & qui étoit tout à fait dans le sens de la Cour de France. Sans y insister sur le Traité Préliminaire, on y proposoit que l'hyver fût consacré aux négociations d'une paix définitive, qu'en supprimant la forme des Articles de ce

Traité

Traité on en conſervât la ſubſtance, & que ſur le fondement de ce qu'on y accordoit aux Alliés, on reprit les négociations pour leſquelles on nommeroit des Plénipotentiaires.

Ce nouveau plan, comme on voit du premier coup d'œil, anéantiſſoit tout le ſyſtême des Préliminaires. Il rendoit aux François la liberté de diſputer tout de plus belle ſur chaque Article, quoique le Roi eut déclaré qu'il les acceptoit tous à l'occaſion d'un ſeul. * Et quelle ne devoit pas être la confiance des François en leur propre ſageſſe, pour s'imaginer qu'ils en impoſeroient aux Alliés victorieux par leurs vaines ſubtilité? On ſe ſouvenoit trop bien de la diſtinction qu'ils avoient imaginée entre l'eſprit & la lettre à l'occaſion du Traité, de partage, pour être à préſent la duppe de celle qu'ils prétendoient mettre entre

* Bishop of Chicheſter Fourth Letter p. 150 & 153.

entre la ſubſtance & la forme des Préliminaires. Si on leur avoit paſſé cette diſtinction, bientôt la forme des Préliminaires auroit été convertie en ſubſtance, & ce qu'on y auroit laiſſé ſous le nom de ſubſtance, n'en auroit été que l'ombre.

Les Etats & les Miniſtres des principaux Alliés penſérent là deſſus comme on devoit s'y attendre. Conſidérant, qu'à la réſerve du XXXVIIe. Article des Préliminaires, le Roi de Frances avoit approuvé tous les autres, & déclaré qu'il étoit prêt à s'y conformer, ſi l'on pouvoit trouver un expédient qui levât les difficultés de celui là, que c'étoit uniquemement pour trouver cet expédient que Pettekum s'étoit tranſporté à Paris, & qu'au lieu d'en apporter quelque choſe qu'y eût du moins quelque reſſemblance, il n'en avoit rapporté qu'un Ecrit qui bouleverſoit tout le contenu des Préliminaires, ils déclarérent par une réſolution unanime, & qui fut rendue publique, * que la réponſe, renfermée

* Lamberti Tom. V. p. 316.

fermée dans cet Ecrit, n'étoit nullement satisfaisante, & qu'on insisteroit sur l'exécution des Préliminaires, avant que de consentir à un Traité de paix définitif.

On ne tarda pas de voir la sagesse & la nécessité de cette résolution. Les François en prirent soin, par un nouveau trait de duplicité. Environ le temps que Pettekum revint de Paris, le Roi écrivit au Duc d'Anjou, qu'il ne devoit pas s'allarmer du rappel des Troupes Françoises; que jamais il ne l'abandonneroit, & qu'il avoit ordonné à douze des bataillons qui étoient alors en Espagne, de joindre les Espagnols, en cas que le Roi Charles entreprît d'entrer dans l'Arragon. *

La Cour de France étoit tout à fait déforientée par le concert & l'unanimité qui régnoit entre les Alliés. Son but n'avoit été que de semer des soupçons parmi eux, afin de les diviser.

Ce

(*) Bishop of Chichesters Fourth Letter p. 153, 154.

Ce n'étoit abſolument que dans cette vue, qu'elle avoit fait ſes dernières démarches.

Dépuis l'Ecrit que Pettekum avoit apporté de Paris, les négociations ceſſérent jusqu'au commencement de Février, qu'on vit arriver de France un nouvel exprès avec un projet nouveau *. C'étoit une amplification du précédent; les Préliminaires y étoient refondus & mis ſous une autre forme. Sans parler de diverſes altérations, ils ne contenoient plus qu'une ſimple promeſſe de la reſtitution de l'Eſpagne & des Indes. La clauſe du IVe. Article, par laquelle le Roi de France s'engageoit à prendre les meſures convenables, pour engager ſon Petit Fils à abandonner cette Monarchie, y étoit entièrement ſupprimée. On y inſiſtoit ſur le rétabliſſement des deux Electeurs, principalement de l'Electeur de Bavière dans le Haut Palatinat

* Lamberti Tom. VI. p. 13. Bishop of Chicheſter's Fourth Letter p. 155.

nat, ce qui alloit directement contre la teneur des Préliminaires. Pour ce qui eſt du XXXVIIe. Article, l'expédient qu'on offroit, étoit de donner trois Places en Flandres, au choix du Roi. Enfin, on y propoſoit que l'exécution de tous les Articles fut différée, juſqu'à ce que le Traité fût conclu & les Ratifications échangées.

C'étoit, comme vous voyez, renverſer entièrement les deux grandes fins du Traité Préliminaire, où l'on s'étoit ſpécialement propoſé de convenir ſur un certain nombre d'Articles eſſentiels, & d'en aſſurer l'exécution, avant qu'on en vînt à une concluſion de paix définitive & générale. Le Roi de France, néanmoins, faiſoit enviſager ces offres comme un acte de grace de ſa part, & déclaroit que, ſi on n'acceptoit pas ces conditions, il ſe tenoit libre de tout engagement *.

Tout

* Bischop of Chicheſter's Fourth. Letter p. 107.

Tout cela revenoit au fond à l'Ecrit dernièrement apporté de Paris par Pettekum. Mais, comme les François n'avoient, dans le commencement des négociations, excepté que le XXXVIIe. Article, les Alliés tinrent ferme pour tout le reſte, & ne voulurent point de conférences juſqu'à ce que la France ſe fût pleinement expliquée ſur cet Article XXXVIIe. Ils firent ſavoir à la Cour de Verſailles qu'ils ne ceſſeroient jamais, ni de demander un équivalent à ce qui y étoit énoncé, ni de ſe refuſer à toute négociation, juſqu'à ce qu'on eût approuvé tous les autres Articles, & ils exigérent là deſſus une réponſe catégorique,

Si vous le permettez, Milord, cette réponſe fera la matière de ma premiére Lettre.

DIXIE-

DIXIEME LETTRE.

LA fermeté des Alliés, dont je vous parlois dernièrement, leur procura un nouveau meſſage de Paris le 20e. Fevrier 1710. * On répondit aux Etats que le Roi de France approuvoit tous les Articles du Traité Préliminaire, & que ſi les Alliés vouloient conſentir que ſes Miniſtres vinſſent conférer avec eux en Hollande ſur le XXXVIIe. il ne ne doutoit pas que, ce qu'on leur propoſeroit de ſa part là deſſus, ne fut capable de les ſatisfaire.

Cette déclaration parut ſi ample & ſi poſitive, qu'on commença à ſe flatter que, comme le différend ne rouloit plus que ſur un point, il ne ſeroit peut-être pas impoſſible de l'ajuſter. Les Etats Géné-

* Ibid. p. 157, 158.

Généraux accordérent donc des paſſeports pour les Plénipotentiaires de France le 23e. Fevrier; mais en même temps prévoyant tout le mal que des Miniſtres de cette Couronne, admis dans le cœur du pays, pourroient y faire, ils indiquérent Gertruydenberg, pour le lieu où le Maréchal d'Huxelles & l'Abbé de Polignac, pourroient conférer avec leurs Députés, Meſſieurs Buys & van der Duſſen. Les uns & les autres eurent leur première entrevue au Moerdyk, & y tinrent leur première conférence le 9. Mars 1710.

† Avant toutes choſes les Plénipotentiaires François eſſayérent de perſuader, qu'il étoit de l'intérêt des Alliés de faire une paix ſéparée avec la France, à l'excluſion de l'Eſpagne, que le Roi leur Maître s'engageroit de la manière la plus ſolemnelle à ne donner pas ſeulement lieu de croire qu'il voulut

† Lamberti Tom. VI. p 16

lut assister son Petit Fils, & que si, pour gage de sa parole, on vouloit qu'il remit quelques Villes, il y seroit tout disposé. A ses offres, qui n'étoient qu'une pure répétition de celles qui avoient déjà été faites & rejettées, les Députés ne purent cacher leur surprise. Les Plénipotentiaires ajoutérent, que jamais sa Majesté très-Chrétienne ne se porteroit à faire la guerre à son Petit Fils, qu'ainsi il ne falloit pas penser à procurer la Monarchie d'Espagne à l'Archiduc, à moins qu'on n'en laissât une partie à Philippe, mais que si les Alliés vouloient accorder à celui ci Naples & la Sicile, on l'engageroit à céder le reste à son Rival. Les Députés repliquérent que cette proposition de partage étoit incompatible, tant avec les Traités que les Alliés avoient fait entr'eux, qu'avec la teneur des Préliminaires; que la France étoit convenue de poser ces Préliminaires pour base de la présente négociation; qu'ils n'étoient envoyés de leurs

Maîtres que pour entendre quel équivalent on avoit à propoſer à la place du XXXVII. Article ſur lequel ſeul on avoit fait des difficultés, & qu'ils n'avoient point d'ordres pour entrer dans aucune autre diſcuſſion que celle là. Sur cette replique, les Plénipotentiaires demandérent d'envoyer un exprès au Roi pour avoir des inſtruction ultérieures, & les Députés revinrent le 10. Mars à la Haye, d'où ils ne partirent que le 21. Dépuis ce temps là on ne vit que courriers aller & venir de Gertruydenberg à la Haye. Les Plénipotentiaires & les Députés eurent pluſieurs conférence: Pettekum fut porteur de divers meſſages de part & d'autres, & ſi vous voulez, Milord, un détail exact de cette fameuſe Négociation dépuis le commencement de Mars juſqu'au vingt troiſième de Juillet, que les François la rompirent tout d'un coup, vous trouverez bien de quoi vous ſatisfaire dans les Auteurs qui vivoient alors

lors. * Il ſuffira à mon deſſein que je mette ſuccintement ſous vos yeux le précis des propoſitions que la France fit ſucceſſivement aux Alliés, & des réponſes que ceux-ci lui donnérent.

Les uns débutérent, comme je l'ai remarqué, par renouveller, & les autres par rejetter la propoſition d'un Traité ſéparé entre la France & les Alliés à l'excluſion de l'Eſpagne. Enſuite les François demandérent pour Philippe, Naples & la Sicile, ou ſi on ne le vouloit pas le Royaume d'Arragon, ou encore en cas de refus, Naples, la Sardaigne, & les Places Eſpagnoles de la côte de Toſcane. On en étoit là à la fin de la ſeconde conférence, les 21. & 22. de Mars. **

Dans la troiſième les 7 & 8 d'Avril, les Plénipotentiaires renoncérent à la Sicile & à la Sardaigne, & ſe fixérent à de-

* Voyez entr'autres Lamberti, l'Evêque de Chicheſter, & Burnet.

** Lamberti Tom. VI. p. 40, 41.

demander Naples avec les Places de la côte de Toſcane, ou le Royaume d'Arragon. *

Ils inſiſtérent encore ſur cette alternative, dans la quatrième conférence qui ſe tint le 24 †; enſuite avec auſſi peu de ſuccès, ils ſe bornérent à la Sicile & à la Sardaigne avec les Villes de Toſcane. §

Enfin, dans une cinquième conférence qui ſe tint un mois après, les 24 & 25. Mai, ils abandonnérent encore les Places de la côte de Toſcane, & ſe contentérent de demander la Sicile & la Sardaigne, mais ils exigérent en même temps que ſi les Alliés, ſurtout l'Empire, avoient quelques demandes ultérieures à faire, ils s'en explicaſſent ſans différer.

Rien n'étoit plus directement oppoſé aux Préliminaires que toutes ces propoſi-

* Ibid. p. 50.
† Ibid. p. 62.
§ Ibid. p. 56, 57.

ſitions de partage; mais les Alliés vouloient ſacrifier quelque choſe au deſir d'une paix générale, & jamais leurs Députés aux conférences ne fermérent entièrement l'oreille à ces propoſitions. Comme peu à peu les François avoient réduit leurs prétentions pour Philippe à la Sicile & à la Sardaigne, ils leur demandérent quelle ſûreté le Roi de France donneroit qu'en cas que cet accord de partage eût lieu, le Roi Charles ſeroit mis en poſſeſſion du reſte de la Monarchie Eſpagnole. La raiſon qui avoit fait inſiſter ſur le XXXVIIe. Article, étoit qu'on vouloit faire une paix générale, & qu'on ne vouloit point ſe trouver engagé dans une guerre particulière contre l'Eſpagne. * Il n'etoit préciſément queſtion que de cela dans les conférences; ainſi il n'y auroit pas eu de ſens aux François de demander un partage, ſans s'engager en même temps

* Bishop of Chicheſters fourth Letter p. 168.

temps, à faire enſorte que ſi les Alliés cédoient une partie de l'Eſpagne au Duc d'Anjou, ce Prince reſignât le reſte au Roi Charles. Il étoit naturel de penſer que le Grand Père connoiſſoit parfaitement l'intention de ſon Petit Fils à cet égard, & qu'il étoit autoriſé de ſa part à faire les propoſitions d'un Traité de partage, ou qu'il avoit en main les moyens de l'obliger à y conſentir. Cependant la réponſe à la demande des Députés, fut que le Roi étoit tout prêt à prendre des meſures de concert avec eux, conformément au quatrième Article, & cette réponſe n'avoit rien de ſatisfaiſant. Au contraire elle étoit incompatible avec l'attente d'une paix générale, qui avoit toujours été le grand but des Alliés. En s'en tenant là, ils ſeroient demeurés enlaces dans une guerre particulière avec l'Eſpagne, & ce n'étoit que pour l'éviter qu'ils prêtoient l'oreille à la propoſition d'un partage.

Afin

Afin donc de pénétrer, s'il étoit poſſible, quel étoit au vrai l'intention de la France, les Députés prièrent les Plénipotentiaires de vouloir expliquer nettement, quelles étoient ces meſures ou le Roi étoit prêt à entrer de concert avec les Alliés? Un eſſaim de difficultés ſortit de cette queſtion. On demanda quel ſeroit le nombre des Troupes qu'il faudroit employer pour réduire l'Eſpagne & les Indes-Occidentales? Quelle portion chacun y contribueroit? Comment elles agiroient, ou ſéparément ou conjointement? Qui les commanderoit? Par qui les ordres ſe donneroient pour agir tant par mer que par terre? & autres choſes ſemblables, qui toutes enſemble démontroient, qu'il ſeroit moralement impoſſible de mettre en exécution les meſures qu'on paroiſſoit ſe propoſer. *

Pour lever ces difficultés, les Miniſtres

* Ibid. p. 155.

tres François répondirent, qu'au cas que le Duc d'Anjou ne voulut pas se laisser persuader de quitter l'Espagne, la France contribueroit annuellement d'une certaine somme tant que la guerre dureroit, aux dépenses que les Alliés se trouveroient obligés de faire pour parvenir à leur but. Mais là dessus, nouvelles difficultés, soit pour fixer la somme, soit pour en assurer le payement. On offroit la caution des plus riches Banquiers de Paris. Mais si ces Banquiers venoient à manquer au payement, le moyen de les y contraindre! Comment se fier à des gens qui peuvent tous faire banqueroute, si c'est la volonté de leur Roi. *

Toutes ces considérations & beaucoup d'autres encore, faisoient évidemment sentir qu'il ne seroit pas possible de concerter des mesures pour réduire l'Espagne, quand une fois on auroit fait

* Ibid. p. 169, 173.

fait une paix séparée avec la France. Il étoit clair que, soit par rapport à des Troupes, soit par rapport à des subsides on ne pouvoit avoir aucune sûreté, ni prendre aucune mesure que la France ne put rendre infructueuse, si elle en avoit envie. D'ailleurs toutes les propositions de cette nature, loin de conduire au but qu'on s'étoit proposé dans les Préliminaires, qui étoit une paix générale, tendoient à le renverser. Elles étoient même contraires à ce que les François avoient déclarés, quand en recommençant les conférences ils avoient remis sur le tapis un Traité de partage. Car sur ce projet, on ne pouvoit s'empêcher de compter que leur dessein étoit effectivement, de remettre toute la Monarchie d'Espagne à Charles, après qu'on en auroit démembré quelque partie pour Philippe. Et si pour cela il en falloit venir à la force, chose très improbable, n'étoit-il pas juste que cela roulât entièrement sur le Roi de France,

ce, qui, dès les premières ouvertures de négociation, avoit non seulement promis la restitution de l'Espagne & des Indes, mais posé cette restitution comme le fondement sur lequel il falloit traiter? Cette promesse en effet ne laissoit aucun lieu de douter, que Louis XIV. ne fût bien qu'il pouvoit, ou par persuasion ou par force, obliger son Petit Fils à se soumettre. Sans cela visiblement illusoire, elle n'auroit été destinée qu'à amuser les Alliés ou à les tromper. Sur le tout les Alliés avoient des Troupes dans la Catalogne & en Portugal. Ils consentoient quelles agissent de concert avec celles du Roi de France pour effectuer cette cession dans le terme de deux mois, ou dans tel autre espace de temps dont on seroit convenu. Quiconque avoit la moindre idée de la dépendance où le Duc d'Anjou étoit de la France, pouvoit sentir que si le Roi eût agi de bonne foi, s'il eût été dans la sincère intention de tenir ce que ses Mini-

Miniſtres avoient tant de fois promis, il n'auroit eu beſoin que de peu de forces pour l'exécuter en très peu de temps.

Ce furent ces conſidérations qui déterminérent les Alliés à refuſer l'offre des ſubſides que la France leur faiſoit. Cette offre ſuppoſoit, & une paix particulière avec la France, & la continuation de la guerre avec l'Eſpagne à quoi ils ne pouvoient conſentir. Ils demandérent donc, que la France s'expliquât poſitivement ſur l'évacuation de l'Eſpagne & des Indes en faveur du Roi Charles, conformément aux Préliminaires, avant que les Alliés déclaraſſent ultérieurement leurs intentions au ſujet du partage; ajoutant qu'alors ils faciliteroient les moyens de finir le reſte, & d'amener le tout à une heureuſe concluſion; mais que ſi le France ne vouloit pas conſentir à cela, il étoit inutile de continuer le conférence.

Lorſqu'on communiqua cette réſolution

lution aux Plénipotentiaires, ce qui se fit le 8e. Juillet, il leur plut de dire que la sémonce qu'on leur faisoit de s'expliquer péremptoirement, étoit une rupture formelle du Traité. Ils dépêchérent un exprès à Versailles qui ne s'y arrêta que très peu de temps, & à son retour ils écrivirent une longue Lettre au Grand Pensionnaire en forme de Manifeste. Elle étoit dattée du 20e. Le 25 ils partirent de Geertruydenberg.

Que de réflexions, Milord, n'y auroit il pas à faire sur ce procèdé! elles s'offrent en foule à l'esprit.

Un Traité Préliminaire avoit été dressé à la Haye, entre les Ministres des Alliés d'une part & ceux de la France de l'autre. On y avoit stipulé dans les termes les plus exprès que la Monarchie d'Espagne seroit rendue au Roi Charles.

Ce Traité avoit été signé de tous les Alliés, sans aucune objection de la part de la France, si ce n'est par rapport au moyen

moyen propoſé dans le XXXVIIe. Article, pour en aſſurer l'exécution ſur un certain pied, & dans un certain temps.

A la prière de la France on avoit repris cette négociation ſous différentes formes, mais toujours ſur cette déclaration expreſſe, que ce n'étoit que pour chercher quelque expédient à l'exécution de cet Article XXXVIIe. & ſur des aſſurances réitérées que la France acceptoit tous les autres Articles.

Pluſieurs expédiens avoient été mis ſur le tapis, propoſés & rejettés, les uns comme impraticables, les autres comme infructueux, ou tendans à engager les Alliés dans une guerre particulière avec l'Eſpagne, pendant que la France jouiroit des avantages de la paix.

Pour mettre fin à toutes ces difficultés, la France déclare, qu'il n'y a qu'un moyen de procurer la Monarchie Eſpagnole au Roi Charles, qui eſt d'en laiſ-

ſer

ſer quelque partie à Philippe, & après différentes demandes à ce ſujet, elle ſe réduit & ſe fixe à éxiger pour ce Prince la Sicile avec la Sardaigne.

Les Alliés ne s'oppoſent point à ce plan, ſeulement déſirent-ils ſavoir, ſi en cas qu'ils l'acceptent, la France ſignera & exécutera les autres Articles du Traité Préliminaire, & quelles ſûretés elle donnera pour la reſtitution de l'Eſpagne & des Indes.

La demande étoit des plus raiſonnables. Cependant les François jettent les hauts cris dès qu'on la faite. A les en croire, les Alliés ne l'ont faite qu'à deſſein de rompre les conférences, & néanmoins il eſt bien clair que leur propoſition de céder la Sicile & la Sardaigne à Philippe ne ſignifioit rien, ſi elle n'étoit pas deſtinée à lever les prétendues difficultés de l'évacuation de l'Eſpagne & des Indes en faveur du Roi Charles. En un mot les François veulent que les Alliés renoncent à une partie

tie de ce que les Préliminaires leur donnoient, pour avoir le reſte; & quand les Alliés leur demandent comment on leur fera avoir le reſte, ils ſe mettent en colère. Ils propoſent un partage, ils le définiſſent, & parce que les Alliés veullent des aſſurances qu'ils recueilliront, en effet, les fruits que la France elle même leur promet, s'ils conſentent à ce partage, les Plénipotentiaires ſe déterminent tout d'un coup à rompre les conférences. Encore une fois, quels procèdés! S'en peut-il de plus injuſtes, de plus abſurdes, de plus ridicules?

Diſpenſez moi, Milord, d'ajouter à tous ces détails la longue Lettre que les Miniſtres de France écrivirent au Penſionnaire de Hollande avant que de quitter Geertruydenberg. Si vous ne l'avez jamais lue vous la trouverez dans Lamberti*, & je ſuis ſûr, qu'après en avoir fait la lecture, vous penſerez comme moi

* Lamberti Tom. VI. p. 60.

moi sur le jugement qu'on doit en porter. * Elle est écrite avec tout l'art dont un Ecrivain François & un habile Ministre est capable; mais au lieu d'une exposition naïve & fidèle de ce qui s'étoit passé aux conférences, on n'y trouve qu'une représentation grossièrement fausse des faits, sans aucune preuve, dans des termes pleins de colère & de fiel, accompagnés des plus injustes & des plus odieux reproches, en retour de la conduite pleine de droiture & de candeur que les Députés des Etats avoient constamment tenue.

Mais, après que vous aurez jetté les yeux sur cette pièce artificieuse, il ne faut pas manquer, Milord, de lire ensuite la belle réponse que les Etats y firent par leur Résolution du 27. Juillet. Elle porte un caractère de simplicité & de candeur. Tout y est si éloigné de l'artifice & du déguisement; les raisonnemens

* Bishop of Chichesters fourth Letter p. 174.

mens en ſont ſi ſolides & ſi judicieux; la vérité y eſt par tout empreinte avec tant de force, qu'il faut être ou de très mauvais juges, ou avoir auſſi peu de droiture que l'Auteur de l'Ebauche, pour ne pas voir, ou pour ne vouloir pas convenir, que l'honneur & l'intégrité des Alliés y ſont pleinement défendus, contre les fauſſes imputations dont les François dans leur Lettre avoient tâché de les charger; deſorte que le mauvais ſuccès de la négociation doit uniquement être imputé à ceux la même, qui avoient voulu en jetter le blâme ſur les Etats. Il y eſt démontré que c'eſt le Roi de France qui a mis les Alliés hors d'état de faire une paix générale, en refuſant de leur donner l'Eſpagne & les Indes Occidentales, ſans quoi il leur étoit impoſſible de parvenir à une bonne paix, à une paix qui répondît au grand but de tous leurs efforts, & qui leur aſſurât les précieux fruits des avantages ſignalés, dont leurs armes avoient été

couronnées. Plus, en un mot, on approfondira toute cette affaire, plus on demeurera convaincu du peu de ſincérité des François, & de la néceſſité ou les Alliés ſe trouvérent de faire ce qu'ils firent.

Peut être, Milord, vous paroit-il ſurprenant qu'on ait mis plus de quatre mois, pour diſcuter un ſeul point qui auroit pu l'être fort facilement en moins de quatre ſemaines; mais il faut que vous faſſiez réflexion que Louis XIV. après s'être emparé de la Monarchie Eſpagnole pour ſon Petit Fils, s'obſtinoit à la garder contre les efforts réunis des plus conſidérables Puiſſances de l'Europe. Juſqu'à cette guerre, il s'étoit cru invincible dans les combats & ſupérieur dans les négociations. Son orgueil ne put ſoutenir l'idée de ſes revers. Plutôt que de ſe déſaiſir de l'Eſpagne & des Indes, l'idole de ſon ambition & le grand objet de toutes ſes entrepriſes depuis environ cinquante ans; plutôt que de

de voir cette proye déchirée & arrachée à ſa Famille, il réſolut d'appeller à ſon ſecours toutes ſortes de tergiverſations & de ruſes, & de mettre tout en œuvre pour ſauver par l'adreſſe de la négociation ce qu'il ne pouvoit pas entreprendre de conſerver par la force des armes, ſans expoſer ſes propres Etats.

Voilà la vraie raiſon du long ſéjour des Miniſtres de ce Monarque à Geertruydenberg, & de la lenteur de leurs négociations avec les Députés des Etats. Voilà la clef de ces conférences multipliées, & de ces propoſitions captieuſes ſi ſouvent renouvellées. Louis XIV n'avoit d'autre but dans ce manège que de ſe procurer une paix particulière, en laiſſant les Alliés aux priſes avec l'Eſpagne, ou de diſſoudre la Grande Alliance en tâchant de faire naître des diſputes, des jalouſies, des diviſions entre les Alliés ſur l'acceptation ou la rejection de ſes offres. Pendant qu'il amuſoit ſes propres ſujets dans leur miſère, ſoit en pro-

longeant à leurs yeux les négociations de paix, soit en les berçant des espérances d'une prochaine conclusion, ses Emissaires répandoient adroitement parmi les peuples libres de la Grande Bretagne & des Provinces Unies, mille fausses insinuations pour les allarmer, en leur persuadant que le Ministère Britannique, le Pensionnaire de Hollande, & toutes leurs Créatures ne pensoient qu'à perpétuer la guerre pour leurs propres intérêts.

Si l'on avoit malheureusement donné dans quelqu'un de ces pièges dangèreux, il seroit arrivé dès lors, ce qu'on a vu arriver dans la suite par des moyens semblables à ceux là, tout seroit tombé dans la dernière confusion. Malgré les nombreuses & signalées victoires que les Alliés avoient remportées, malgré les progrès étonnans de leur armes dans les Pays Bas, toute espérance de retirer l'Espagne & les Indes-Occidentales des mains de la Maison de Bourbon

bon s'en ſeroit allée en fumée. Il ne falloit pas moins que la patience, avec laquelle les Etats ſe prêtérent ſi long temps au ſéjour des Plénipotentiaires dans leur pays, il ne falloit pas moins que l'union & la conſtance des Alliés à rejetter toutes les offres inſidieuſes qui leur furent faites, pour épuiſer toutes les reſources de la Politique Françoiſe, & pour rendre inutiles tous ſes artifices. Elle eut beau s'intriguer & faire jouer tous ſes reſſorts ſecrets, on la vit dans ces conférences auſſi malhabile & malheureuſe dans l'art de négocier, que ſes armées l'étoient depuis quelque temps dans l'art de combattre.

Au reſte, quelque deſirs impatients que les Alliés témoignaſſent, par leur facilité à ſe prêter aux voies de la négociation, de mettre fin aux calamités de la guerre, ni les bruits ni les apparences d'une paix prochaine, ne les avoient pas empêchés de ſe préparer à entrer de bonne heure en campagne, malgré

les gaſconades de Villars ſur la valeur de ſes troupes, & ſur l'ardeur dont elles brûloient d'en venir aux mains. Le Duc de Marlborough, qui dès le 10 d'Avril, ſe mit à la tête de l'armée des Alliés, avoit percé les fortes lignes des François, étoit allé aſſiéger Douai, l'avoit pris ſans oppoſition, & avoit enſuite traverſé la Scarpe. Les conférences n'étoient pas encore rompues, j'en fais exprès la remarque; ce n'eſt pas une circonſtance indifférente pour ſentir toute l'imprudence de la Lettre haute & injurieuſe, dont je parlois il n'y a qu'un moment. Le temps que les Plénipotentiaires prirent pour l'écrire au Penſionnaire en ſe retirant, n'augmente pas peu la ſurpriſe que le langage qu'ils y tiennent cauſe par lui même.

Le 20e. d'Août, deux jours après que ces Miniſtres eurent quitté Geertruydenberg, le Duc d'Anjou reçut un échec conſidérable à Almenara. Environ trois ſemaines après cette diſgrace il en eſſuya

une

une plus grande. Entièrement défait à Sarragoſſe, il ſe vit dans une abſolue impoſſibilité de garder le terrein qu'il poſſédoit en Eſpagne, à moins que la France ne l'y ſecourût, mais la France de ſon côté avoit bien des affaires ſur les bras. Déjà Marlborough avoit fait des progrès effrayans dans les Pays-Bas, & conquis plus de Places que les François n'en auroient dû céder par les ſtipulations des Préliminaires. Il étoit à craindre qu'avant que la campagne fût finie, pénétrant plus avant dans le Royaume, il n'y fît de nouvelles conquêtes, comme en effet il emporta Bethune, St. Venant & Aire. Tout le monde s'attendoit que Louis XIV. hors d'état de ſoutenir ſes affaires & celles de ſon Petit Fils, prendroit enfin le parti d'éviter de plus grands malheurs, qu'il obligeroit Philippe à ſe contenter de la Sicile & de la Sardaigne, & il y avoit toute apparence que les Alliés auroient donné les mains à

cet arrangement, quoique ce n'eût pas été ſans oppoſition de la part de l'Empereur. Mais la France trompa cette attente générale. Elle ne fit pas la plus légère avance; on n'entendit à Paris, ni parler de paix, ni faire des vœux ſincères pour voir ceſſer enfin l'effuſion du ſang Chrétien; rien de ſemblable n'en ſortit ni directement ni indirectement. Au contraire on y prenoit de temps en temps un ton de hauteur, & un air auſſi impérieux que ſi les affaires de la France & de l'Eſpagne euſſent été dans la ſituation la plus floriſſante. Pettekum recevoit de M. de Torcy des Lettres d'un ſtyle aſſorti à ces étranges manières. Mais enfin le myſtère n'en fut pas longtems un ſecret. On a ſu même depuis, que l'Abbé de Polignac, avant de quitter la Hollande, avoit aſſez donné à connoître ce qui en étoit. Quelqu'un lui témoignant ſa ſurpriſe de ce que les conférences avoient été ſi bruſquement rompues,

dans

dans un temps où le Duc de Marlborough étoit prêt à porter ſes armes victorieuſes juſques dans le cœur de la France, il répondit froidement, ce que nous perdons en France nous le gagnerons en Angleterre. Voilà la clef de l'énigme. J'en réſerve l'explication détaillée pour une autre fois.

ONZIEME LETTRE.

MILORD,

Quand l'Abbé de Polignac tenoit le diſcours dont je vous parlois dernièrement, il n'y a pas d'apparence que ce fut au hazard & ſans être bien inſtruit, qu'en effet les conférences avoient été rompues, par la raiſon qu'il en donnoit. Ce qu'il en inſinuoit avoit été prévu, prédit même par les gens qui étoient au fait des intrigues de notre Cour.

Cour, & comment les François auroient-ils ignoré l'état incertain des affaires à cette Cour où ils avoient tant d'amis?

Je ne voudrois pas m'engager à soutenir décisivement qu'ils auroient fait la paix, si ce qui se tramoit à Londres n'eût pas réussi. Mais supposé, ce qui étoit très possible, que, las de tant d'intrigues infructueuses pour tromper les Alliés ou pour les diviser, ils eussent enfin donné les mains à une paix générale, par la crainte des suites funestes que la guerre pouvoit avoir à leur égard, on sent de reste que, dès là qu'ils eurent le vent de la fermentation qu'on remarquoit ici, des changemens qui pourroient en arriver, & qui en effet en arrivérent bientôt après, ils auroient pêché contre les premiers élémens de la Politique, s'ils avoient fait un pas vers la paix.

A moins d'avoir perdu le sens, les François, qu'on ne soupçonnera pas d'être

tre des ſots, ne pouvoient manquer d'aller bride en main vers la paix, au premier vent qu'ils eurent du changement qui commençoit à éclater dans le Miniſtère de notre Cour. Malgré les pertes qu'ils faiſoient journellement, il étoit naturel qu'ils attendiſſent l'effet des intrigues qui mettoient tout en mouvement à St. James, ſurtout depuis que l'aliénation de la Reine pour la Ducheſſe de Marlborough, & ſon inclination pour une nouvelle favorite n'étoient plus un ſecret.

Tout le monde ſait que la méſintelligence, qui s'éleva entre ſa Majeſté & cette Dame, devint le reſſort des mouvemens convulſifs, qui de l'Angleterre ſe communiquérent à toute l'Europe. Je vai pourtant, Milord, mettre ſous vos yeux un léger crayon de ce malheureux événement.

L'attachement intime que la Ducheſſe avoit marqué pour la Reine dès ſa plus tendre jeuneſſe, lui avoit acquis une part

part si distinguée dans l'affection de sa Majesté, & tant d'ascendant sur son cœur, que pendant plusieurs années, elle avoit été en quelque manière la maîtresse absolue de ses volontés & de ses actions, tant en public qu'en particulier.

A la fin, & par une inconcevable fatalité, soit que les richesses l'eussent corrompue, soit que l'orgueil l'eût éblouie, elle se lassa d'une assiduité constante à faire sa cour à sa docile Maîtresse. La gloire d'une faveur que tout le monde lui envioit, commença à lui paroître une servitude onéreuse, plutôt qu'un avantage & un honneur. Ennuyée de sa grandeur, & comme fatiguée du poids de la faveur de sa Souveraine, Miladi Marlbough pensa à se procurer plus de repos & de liberté, en mettant auprès de la Reine à titre de femme d'atour une de ses parentes, sur le même pied d'assiduité & avec les mêmes entrées qu'elle y avoit. C'étoit la plus grande faute que pût commettre une femme qui

qui avoit de l'eſprit, & de l'éducation, & à qui l'expérience devoit avoir appris à connoître le caractère de la Cour. Il eſt inconcevable que la Ducheſſe de Marlborough ait pû ſe perſuader, qu'il lui ſeroit facile de ſe conſerver la confiance & l'aſcendant qu'elle avoit gagné chez la Reine, en ſe relâchant de l'aſſiduité qui en étoit le lien, & en abandonnant à une autre le ſoin de s'acquitter pour elle des ſervices perſonnels, qui, après lui avoir mérité le cœur de cette Princeſſe, pouvoient ſeuls lui conſerver la familiarité & le crédit dont elle l'honoroit. Devoit-elle ſeulement préſumer que, contente d'avoir les peines, celle à qui elle confioit ſon poſte, n'eſſayeroit pas de ſe procurer tous les avantages d'une ſituation ſi favorable? La nouvelle Dame d'atour étoit trop inſtruite, la tentation étoit trop grande, l'objet trop ſéduiſant, trop glorieux pour y réſiſter. Elle étudia ſi bien l'humeur de la Reine, & s'y plia avec

tant

tant d'adreſſe, que bientôt elle tint dans ſon cœur la place que ſa bienfaitrice diſgraciée y avoit occupée. Et ce qui acheva de l'y afermir ce furent ſes liaiſons avec Harley, qui fut fait alors Secretaire d'Etat. Il devoit toute ſa fortune aux Milords Marlborough & Godolphin, comme Mlle. Hill autrement, nommée Mlle. Masham, devoit à la Ducheſſe toute la faveur de la Reine.

Harley étoit un des hommes qui poſſedoit le mieux la ſcience des affaires qui ſe traitent au Parlement, des Regiſtres qu'on en garde & des formalités qu'on y obſerve. On le croyoit ſavant dans le reſte, parce qu'il étoit fort myſtérieux. S'il n'avoit pas le genie des affaires, il excelloit dans l'art de les groſſir & de les embarraſſer. Ambitieux ſans talens, il y ſuppleoit par des intrigues, c'étoit la foibleſſe des autres qui faiſoit ſa force.

Il étoit parent de Mlle. Hill. Les Officiers d'une même Cour ſont bien-

tôt

tôt étroitement liés quand ils ont les mêmes principes & les même vues. Admis à toute heure dans le Cabinet par la nature de leurs emplois, les deux nouveaux favoris avoient toutes les facilités poſſibles pour faire paſſer dans l'eſprit de la Reine ce qu'ils étoient convenus de lui inſpirer, ſurtout au déſavantage de la Ducheſſe de Marlborough, qui s'abſentoit de plus en plus, & qui, par ſa conduite, leur fourniſſoit tous les jours de nouvelles occaſions de lui nuire. Enyvrée de ſon crédit, cette Dame s'étoit aveuglée là deſſus pendant très longtemps, au point de ne prendre pas même le moindre ombrage de la faveur où elle avoit mis Mlle. Hill (*). Quand elle s'apperçut des progrès que cette fille avoit fait dans l'eſprit de la Reine, il n'étoit plus temps de s'y oppoſer. Elle ſe livra à la colère. Son emportement contre une perſonne qu'elle avoit tirée de l'obſcu-

té

(*) Dont il eſt parle ci-deſſous ſous le nom de Madame Masham.

té n'eut point de mesure; elle ne remarqua pas seulement que son indiscrétion n'offensoit que la Maîtresse sans faire le moindre tort à la favorite. Et dans les plaintes qu'elle osa faire à la Reine, quand elle ne put plus douter que son crédit n'allât en diminuant, elle s'oublia jusqu'à franchir les bornes du respect qu'elle devoit d'autant plus à cette Souveraine, que sa Majesté avoit accumulé ses bienfaits sur elle & sur sa famille. On assure qu'un jour la Duchesse transportée de colère, au refus de quelque grace quelle lui avoit demandée dans son Cabinet, elle en referma la porte à la face de la Reine avec tant de furie quand elle en sortit, que le bruit s'en répandit dans tout l'appartement, ce qui ne servit qu'à la rendre plus odieuse à cette Princesse, & qu'à augmenter le crédit de ses ennemis, qui par son impétuosité devenoient de jour en jour plus acharnés & plus hardis.

Le Duc de Marlborough & le Comte de

de Godolphin mettoient cependant un obſtacle inſurmontable à l'accompliſſement des deſſeins du nouveau Miniſtre. Les liaiſons du ſang, de la tendreſſe & de la reconnoiſſance qui les uniſſoient à la Ducheſſe, empêchoient qu'on ne réuſſit à écraſer cette dernière, tant qu'ils conſervoient leur autorité. Il étoit donc abſolument-néceſſaire pour le repos de ſes ennemis, que la diſgrace de ces deux Seigneurs mît le ſceau à la ſienne. D'un côté l'entrepriſe étoit des plus fortes. Jetter hors de leurs places deux auſſi grands hommes qui avoient une multitude inombrable d'amis à leur dévotion, & qui par tant de ſervices rendus à la Reine, à leur Patrie, & à l'Europe entière dont ils avoient ſi glorieuſement défendu les libertés, s'étoient rendus dignes d'une eſtime univerſelle, le coup étoit des plus hardis. Mais encore une fois, d'un autre côté il étoit indiſpenſablement néceſſaire. Il n'y avoit point de milieu,

il falloit le frapper; ſans cela loin de pouvoir ſoutenir ſon autorité naiſſante, le nouveau Miniſtre ne pouvoit s'attendre qu'à la voir bientôt renverſée.

Le crédit de Harley dans le Parlement dépendoit de celui de Madame Maſham dans le Cabinet, & l'aſcendant de Madame Maſham ſur ſa Maîtreſſe dépendoit de l'adreſſe des conſeils de Harley. Etant donc intimement unis par des intérêts communs, ils réſolurent de faire les derniers efforts pour ſe rendre maîtres du Gouvernement. D'abord ils y allérent comme à la ſappe, en ſe couvrant avec ſoin, en s'avançant avec précaution, & en travaillant à miner peu à peu dans l'eſprit de la Reine la bonne opinion qu'elle avoit des deux grands hommes, qui avoient conduit les affaires avec tant de gloire & de ſuccès. Pendant quelque temps la Reine diſſimula ſi bien juſqu'où alloit ſon mécontentement contre la Ducheſſe, qu'on n'eût

n'eût aucun ſoupçon quelle ſongeât à apporter du changement au Miniſtère & aux meſures publiques; mais bientôt les deux Confédérés ſurent lui perſuader de nommer de ſon Chef aux emplois vacans des ſujets qui n'étoient pas amis des Miniſtres, & de les nommer ſans la participation de ceux ci ou ſans leur avis. Rien ne pouvoit être plus piquant pour eux. C'eſt la diſpoſition des emplois qui eſt le barometre du pouvoir dans les Cours. D'ailleurs Harley & Madame Maſham étoient tout préparés à profiter de l'embarras, où ceux qu'ils vouloient abaiſſer ſe trouveroient au moment qu'Anne auroit frappé le coup, montré ſon autorité & comme on affectoit de parler, oſé être véritablement Reine, ce que néanmoins elle ne fut pas plus qu'auparavant. Toute la différence qu'il y eut, c'eſt que la diſpoſition des emplois changea de mains, & que la confiance de la Reine

paſſa de la Ducheſſe de Marlborough à Madame Maſham.

Il étoit trop ſenſible que la faveur & le crédit prenoient un nouveau cours. Le Duc & ſon Gendre recevoient tous les jours trop de mortifications, & cela de gens qui n'avoient ni réputation ni mérite, pour qu'ils puſſent ſiéger plus longtemps dans le Conſeil avec un Secretaire d'Etat, qu'à tout moment ils trouvoient engagé dans de ſourdes & odieuſes intrigues contre eux. L'oppoſition étoit ſi forte, qu'ils ne pouvoient ſe fier les uns aux autres, ſans violer les règles les plus communes de la prudence. Et pour une reconciliation, il ne falloit pas ſeulement y penſer; la rupture étoit trop grande, les circonſtances en étoient trop odieuſes.

Bientôt cette guerre d'autorité en devenant plus ſérieuſe, devint tout à fait publique. Harley comprit que de la manière que le Parlement & la Nation étoient diſpoſés, il riſqueroit trop actuelle-

tuellement à vouloir pouſſer ſa pointe; craignant d'ailleurs qu'on ne formât quelque attaque contre la nouvelle favorite, il prit le parti de la retraite, il quitta la Cour avec les principaux membres de ſa faction, mais ce ne fut pas ſans eſpérance d'y revenir dans peu avec des forces ſupérieures. En ſe retirant ils laiſſèrent leurs intérêts entre les mains d'un ami puiſſant & affidé, & tandis que de concert avec lui ils continuérent à ourdir leurs dangéreuſes trames dans le Cabinet, ils ne s'oubliérent pas au dehors. Afin de fortifier leur parti, ils ſe liguérent avec les Torys, ennemis déclarés du Gouvernement, ils échaufférent ſous main la populace par toutes ſortes de faux bruits adroitement répandus, pour y fomenter ſous divers prétextes le mécontentement & le murmure. Sacheverel, Prédicateur ſéditieux, s'étant émancipé à prêcher une doctrine qui n'alloit pas à moins qu'à renverſer de fonds en comble les principes de la Ré-

volution & de la Succeſſion en ligne proteſtante, ils manœuvrérent ſi bien que ce boutefeux, pourſuivi criminellement par la Chambre Baſſe, fut jugé dans celle des Pairs avec la plus étonnante douceur, qu'on crût partout que la Reine le favoriſoit, & que de là réſultérent une fermentation & des clameurs générales, comme ſi la Religion & l'Egliſe euſſent été en danger. De tous les côtés du Royaume vinrent des adreſſes pleines de leur eſprit & de la fureur de la multitude. La plupart inſinuoient dans leur concluſion, qu'on ſe flattoit de la diſſolution prochaine du Parlement, & qu'on pouvoit être aſſuré que dans les nouvelles élections, on auroit ſoin de ne choiſir que des membres affidés à la Couronne & zèlés pour l'Egliſe.

Par toutes ces menées, le projet de changer tout le Miniſtère ſe trouva enfin arrivé à ſa maturité. La matière étoit ſuffiſamment préparée; rien ne pou-

pouvoit plus empêcher la Cour de laiſſer éclatter ſes intentions.

Dès le mois de Janvrier de cette année 1710. la Reine avoit écrit au Duc de Marlborough, ſans le moindre avis préalable, qu'il eût à donner à M. Hill un régiment qui étoit venu à vaquer. Hill étoit un jeune Officier. Il falloit le faire paſſer ſur la tête de quantités d'Officiers recommandables par leur rang ou par leurs ſervices, mais il avoit du moins un mérite, il étoit frère de la nouvelle favorite, actuellement liguée avec Harley pour débuſquer le Général Duc.

Un autre événement non équivoque, ce fut l'avancement du Duc de Shrewsbury. Les principes de ce Seigneur étoient très ſuſpects depuis ſon ſéjour à Rome, & ſon étrange mariage avec une Italienne. D'ailleurs dans les délibérations de la Chambre Haute au ſujet de Sacheverel, il venoit d'abandonner les Whigs ſur tous les points de

diſpute. N'importe, il reçut tout d'un coup le 13e. Avril des mains de la Reine le bâton de Grand Chambellan. Il eſt bien vrai que cette Princeſſe avoit écrit à Milord Godolphin, pour le prévenir ſur ſes intentions à cet égard, mais elle diſpoſa de l'emploi ſans attendre ſa réponſe.

Le 14e. Juin elle ôta au Comte de Sunderland l'emploi de Secretaire d'Etat. Envain le Duc de Marlborough lui repréſenta dans une Lettre fort touchante, que cette diſgrace de ſon gendre pourroit avoir des influences très fâcheuſes ſur les affaires de l'Europe; c'étoit préciſément parce qu'il étoit ſon gendre qu'elle l'avoit diſgracié. Juſques dans la Gazette de Paris, cette particularité avoit été relevée; & dans d'autres écrits politiques, qui ſortoient des preſſes de France, on n'avoit pas oublié d'étaler avec ſoin aux yeux du Public d'un air de triomphe, les animoſités & la diſcorde des partis qui an-

annoncoient le plus grand changement dans le Miniſtère Britannique.

Ce fut au fort de ces diſſentions inteſtines que le 20e. Juin les François rompirent à l'improviſte les conférences à Geertruydenberg; & ſi j'ajoute qu'ils les rompirent avec autant de hauteur & de fierté, que s'ils euſſent remporté une victoire, je ne crois pas, Milord, que ce langage vous ſurprenne. Indifférens à la priſe de Douai, de Bethune, & d'Aire, peu touchés du désordre extrême où les victoires d'Almanara & de Sarragoſſe avoient mis les affaires de Philippe, ils n'étoient occupés que de nos diviſions, & la riante idée des fruits qu'ils s'apprétoient à en recueillir, leur faiſoit ſupporter ſans inquiétude les diſgraces, qui en elles mêmes auroient dû le plus les allarmer. Loin d'abandonner le Duc d'Anjou, qui dans l'état déſeſpéré où ſes affaires ſe trouvoient, ſe ſeroit porté plus facilement que jamais à évacuer l'Eſpagne en

en faveur du Roi Charles, ils lui envoyérent de nouveaux ſecours & en donnérent le commandement au Duc de Vendôme, le plus habile de leurs Généraux. Faut-il en être ſurpris? Les nouvelles favorables que leurs Amis, qui gagnoient journellement du terrein, leurs envoyoient d'ici, ne pouvoient manquer de relever leur courage. Tout ce qu'on leur écrivoit tendoit à nourrir leurs eſpérances, qu'ils ne tardérent pas longtemps de voir accomplies.

Quoique Milord Godolphin eût conſtamment ſervi la Reine avec un attachement ſi tendre, que ſon plus grand ſoin étoit d'inſpirer perſonnellement à tout le monde la plus haute eſtime pour elle; * quoique pendant pluſieurs années il eût rempli la charge de Grand Thréſorier avec gloire, & ſoutenu le crédit public avec déſintéreſſement, ſa Majeſté lui ôta ſon emploi le 8e. Août 1710.

* Burnet, Mem. Hiſt. Tom. VI. p. 247. an. 1712.

1710. après lui avoir déclaré la veille qu'elle verroit avec plaiſir qu'il voulut continuer à en remplir les fonctions.

L'Evèque de Chicheſter, a décrit ou plutôt prédit cette fameuſe révolution avec tant d'eſprit, que je ne ſaurois gagner ſur moi de ne pas tranſcrire ce qu'il en dit. „ Ils ont, dit il,* un Obſervatoire politique à Paris, où le Marquis de Torcy & les autres Miniſtres „ vont ſouvent examiner les phénomènes céleſtes des divers pays actuellement en guerre avec la France. C'eſt „ ſur ce qu'ils y découvrent qu'ils réglent „ leurs démarches pour la paix ou pour „ la guerre, & c'eſt par là uniquement „ qu'ils peuvent ſe juſtifier d'avoir donné de l'aſſiſtance au Duc d'Anjou. „ Ils jugérent que ce qui s'étoit paſſé „ en Eſpagne le 20e. d'Août (à la bataille de Sarragoſſe) étoit ſuffiſamment compenſé, par ce qui étoit arrivé en Angleterre: le 29e. du même „ mois

* Quatrieme Lettre à un Tory.

„ mois (jour de la démiſſion donnée à
„ Milord Godolphin.) Ce qui pré-
„ cèda ce phénomène & ce qui l'ac-
„ compagna, a déterminé les Fran-
„ çois non ſeulement à ſoutenir le Duc
„ d'Anjou, mais encore à diſcontinuer
„ tout offre de paix, par où nous nous
„ retrouvons auſſi profondément plon-
„ gé dans la guerre que nous l'étions
„ il y a ſept ans. A cela il n'y a qu'un
„ remède, mais pire que le mal, ſa-
„ voir une mauvaiſe paix. Pour vous
„ en convaincre, ajoute le Prélat, je
„ vous prie de faire vos réflexions ſur
„ toutes les nouvelles qui nous ſont
„ venues de Paris depuis quatre mois,
„ & ſurtout, à ce qui eſt plus fort en-
„ core, ſur la Lettre du Miniſtre de
„ l'Electeur de Bavière à ſon Maître.

Cette Lettre en effet eſt remarquable, elle eſt déciſive dans la matière qui nous occupe; il faut, Milord, que j'en mette du moins quelques traits ſous vos yeux.

* Le

„ * Le Roi (y eſt-il dit entr'autres) „ a reçu aujourd'hui des avis ſûrs, que le „ Parlement d'Angletterre a été diſſous, „ &que les changemens projettés dans le „ Miniſtère auront leur effet. Sa Majeſté „ n'a pas tardé un moment de m'en don- „ ner part, afin que je puiſſe en informer „ Vôtre Alteſſe Electorale. Il eſt cer- „ tain que la proclamation d'un nou- „ veau Parlement, & le changement „ général des Miniſtres doit donner „ beaucoup d'inquiétudes aux Hollan- „ dois & les faire ſonger à la paix, „ mais cette Cour n'y donnera pas les „ mains. On ne doute plus que le „ Duc de Marlborough ne quitte le com- „ mandement de l'armée, d'autant „ plus que le parti règnant le laiſſera „ manquer de tout pour le porter à „ cela.

„ La Cour eſt d'opinion que l'occa- ſion,

* Lettre du Miniſtre de l'Elect. de Bavière, écrite à S. A. E. de Verſailles le 18. Octobre 1710. Lamberti Vol. VI p. 25.

„ ſion eſt venue, & qu'il faut profiter
„ de la conjoncture favorable, n'étant
„ pas poſſible que les Alliés puiſſent
„ reſter amis après ce qu'on vient de
„ voir de l'Angleterre ".

Cette Lettre fut par malheur bientôt répandue. L'allarme qu'elle cauſa fut ſi chaude & ſi générale, que la Faction régnante en Angletterre, ne ſachant comment ſe tirer d'embarras, prit le parti de débiter que c'étoit une pièce forgée, une production maligne du parti des Whigs. Mais je tiens de l'Editeur même des œuvres de Milord Bollingbrooke, qu'elle eſt ſi bien autenthique qu'il en poſſède l'original.

Ce n'eſt pas à vous, Milord, qu'il faut faire remarquer quelle conſéquence réſulte de tout cela. Elle eſt, ſi je ne me trompe, fort ſenſible; c'eſt qu'on à tout lieu de croire que le changement de notre Miniſtère avoit été concerté avec la France, ou què du moins

moins on eût grand soin que chaque pas que l'on faisoit dans cette affaire, parvînt au vieux Monarque, soit pour ranimer son courage, soit pour empêcher qu'il renouât les négociations de paix sur le pied des Préliminaires. Et cela ne pouvoit manquer de produire son effet, d'abord que Louis XIV. avoit quelques assurances que Milord Marlborough seroit remercié, ou que poussé à bout par de mauvais traitemens, il se démettroit lui même du généralat de nos troupes.

S'il n'eût consulté que son cœur, il auroit pris ce parti, dès qu'il fut informé de la manière dont on venoit de payer Milord Godolphin de ses services. Personne ne lui étoit plus cher, ni du côté des relations domestiques les plus étroites, ni du côté des sentimens & d'un concert intime de vues & de mesures pour le bien de l'État. Mais quoique la disgrace de ce digne gendre fût le coup le plus sanglant qu'on

pût lui porter, le Duc de Marlborough se laissa fléchir aux prières de ses Amis, & trompant l'attente de ses ennemis il continua de se prêter au commandement en Flandre. Quoique indignement supplanté dans la faveur de la Reine, sans cesse exposé à de nouvelles avanies, & décrié même parmi le peuple avec la plus cruelle malignité, cette présence d'esprit héroique, qu'on avoit tant de fois admirée en lui dans les combats, ne l'abandonna point. Toujours également intrépide & calme, son génie supérieur dans l'art militaire se fit de nouveau sentir & avec plus de grandeur que jamais aux François étonnés. Après leur avoir donné le change par de feintes marches, il alla comme un éclair fondre sur ces lignes, que Villars vantoit comme le *non plus ultra* des efforts de nos armes, & le 5e. Août 1711. il les perça sans y perdre un seul homme.

On regarda cette action comme le coup

coup le plus hardi qui ſe fût fait durant la guerre, comme le Chef d'œuvre du plus grand Maître dans l'art de vaincre. Mais le Duc ne s'en tint pas là, il réſolut d'aſſiéger Bouchain. Ses amis, les Officiers du premier rang, & les Députés des Etats Généraux, tâchérent de l'en détourner. Il leur ſembloit impoſſible de prendre une Ville ſituée dans un marais, bien fortifiée, défendue par une bonne Garniſon, & à la vue d'une armée ſupérieure. Effrayés des ſuites fatales que cette entrepriſe manquée traîneroit à ſa ſuite, dans la ſituation où le Duc étoit actuellement à la Cour, ils mirent tout en oeuvre pour lui perſuader de n'en pas courir les riſques: mais il demeura inébranlable; on déféra à ſes deſirs; Bouchain fut emporté le 11 Septembre.

Tout l'honneur de cette campagne, plus périlleuſe & plus glorieuſe qu'aucune des précédentes, fut pour Milord Marlborough. Le Prince Eugène étoit

ſent. Il avoit ſeul dreſſé le plan des opérations, & ſeul il l'avoit exécuté. Déſormais la porte étoit ouverte pour pénétrer juſqu'au cœur de la France, & les François néanmoins n'en étoient pas allarmés. On travailloit pour eux en Angleterre, on ſe préparoit la diſgrace de leur vainqueur.

Dès le 11. d'Avril, le Marquis de Torcy y avoit envoyé ſecretement quelques propoſitions de paix. Le nouveau Miniſtre étoit entré en négociation avec lui; la Cour de Verſailles ne doutoit plus que les fruits qu'elle alloit recueillir de cette négociation, ne la dédommageaſſent amplement de toutes les pertes que l'épée invincible du Duc lui avoit cauſée. En effet Milord Marlborough reçut le 20. Décembre la démiſſion de tous ſes emplois.

Ce fut le dernier coup, ou pour mieux dire le coup de mort porté au gouvernement précédent. Un jour peut-être j'aurai l'honneur de vous dire,

Milord,

Milord, bien des choſes ſur les fatales influences qui en ont réſulté, par rapport à la gloire, au crédit, & au commerce de la Nation.

Pour le préſent, après vous avoir entretenu ſi longtemps des cauſes & des acheminemens d'une cataſtrophe des plus étonnantes, dont l'hiſtoire du gouvernement d'aucun peuple fourniſſe l'exemple, il ne me reſte qu'à vous demander la permiſſion de réſumer en deux mots ſous vos yeux le précis de toute cette ſeconde partie de mes Lettres.

C'étoit le deſſein de recouvrer, au profit de la Maiſon d'Autriche, l'Eſpagne & les Indes Occidentales que le Roi de France, au mépris du Traité le plus ſolemnel lui avoit enlevés pour en mettre en poſſeſſion le Duc d'Anjou, c'étoit, dis-je, ce deſſein qui avoit été l'objet de l'alliance contractée entre l'Empereur, la Reine Anne, les Etats Généraux & quelques autres Puiſſances, & qui les a-

voit déterminés à entreprendre & à pouſſer la guerre de toutes leurs forces contre la France & l'Eſpagne.

Une ſuite non interrompue de ſuccès étonnants dans toutes les parties du théatre de la guerre, pendant pluſieurs années conſécutives, donnoit lieu à ces Puiſſances confédérées, de ſe flatter avec toute la vraiſemblance poſſible, qu'immancablement elles parviendroient à leur but.

En effet, la Maiſon de Bourbon ſe trouvant preſſée de tous côtés, la France ſe vit obligée de demander des conférence pour y négocier la paix avec les principaux d'entre les Alliés, & voir s'il y auroit moyen de mettre fin à la guerre. On établit pour baſe de ces conférences, que l'Eſpagne & les Indes-Occidentales ſeroient reſtituées au Roi Charles, & de l'aveu des François eux mêmes, ce fut là d'entrée la condition ſans la quelle il n'y avoit point de négociation à entamer. Mais quand une

fois elles eurent été entamées sur ce pied & tant qu'elles durérent, il n'y eut sorte d'artifices dont les François ne s'avisérent pour tromper ou pour diviser les Alliés; il n'y eut point de formes qu'ils ne prirent pour faire croire qu'ils ne demandoient que la paix, afin d'irriter les peuples en Angleterre & en Hollande contre ceux qui les gouvernoient, comme s'ils n'eussent cherché qu'à perpétuer injustement la guerre pour leur intérêt personnel.

Mais toutes les ruses de la France furent entièrement déconcertées par la fermeté & l'harmonie inébranlable des Alliés, à ne pas souffrir qu'on cherchât plus longtemps à les amuser ou à les diviser, pendant qu'avec une candeur qui ne s'étoit jamais démentie on les avoit toujours trouvés prêts à embrasser tout expédient qui méneroit véritablement à la paix, en ôtant la cause réelle de la guerre, & en répondant au but essentiel des négociations.

D'un autre côté l'aſcendant des Alliés ſur les François alloit en croiſſant, & leurs armes victorieuſes multiplioient les conquêtes dans les Pays Bas ſur ces ennemis obſtinés. Enfin hors d'état de réſiſter & ne voyant pas d'autre reſſource pour ſauver la France, ceux ci firent diverſes propoſitions de partage en faveur du Duc d'Anjou à Geertruydenderg, & de degrés en degrés ils ſe réduiſirent à demander la Sicile & la Sardaigne, comme un moyen ſûr pour les engager à céder le reſte de la Monarchie Eſpagnole au Roi Charles.

Les Plénipotentiaires des Etats qu'on avoit chargés des intérêts de tous les Alliés, loin de rejetter cette demande donnérent à entendre ſans détour, que ſi ſeulement la France vouloit donner des ſûretés convenables pour la reſtitution de l'Eſpagne au Roi Charles, ſur la promeſſe de la quelle on demandoit la Sicile & la Sardaigne pour le Roi Philippe, les Alliés ſe montreroient im-

média-

médiatement très faciles à hâter la conclusion d'une paix générale. C'eſt auſſi ſans doute par cette raiſon que Louis XIV. voyant que Villars ne pouvoit ni ſauver Douai, ni empêcher les Alliés de faire de formidables progrès ſur la frontière, cette année fit ſavoir au Duc d'Anjou que ſa ſituation ne lui permettoit pas de faire plus longtemps des efforts pour le ſoutenir, & qu'il ne devoit pas ſe flatter qu'il ſe ruinât lui même pour le maintenir ſur le trône.

On en étoit, dans cette criſe, au choix d'un expédient pour faciliter le partage propoſé, quand le pouvoir d'une nouvelle favorite à la Cour d'Angletterre, dirigé par les conſeils ſuprêmes de Harley & de ſes amis, & nourri par la chaleur que le procès ou plutôt la juſtification du Dr. Sacheverel avoit excité dans la Nation, prévallut avec un aſcendant ſi marqué, qu'on ne balança plus à changer tout le Miniſtère, ſans autre forme de procès.

Peut-être qu'en tout cela rien ne se fit que de concert avec la Cour de Versailles. Ce qu'il y a de certain, c'est que Louis XIV. en fut si bien & si promptement instruit, qu'il ne voulût plus entendre parler de paix aux termes des Préliminaires, & de là la soudaine rupture des négociations à Geertruydenberg.

FIN.

CINQUIEME SUITE
DU
CATALOGUE
DE LIVRES NOUVEAUX
ET AUTRES,

Qui se trouvent à la Haye, chez PIERRE GOSSE Junior, & DANIEL PINET, Libraires de S. A. S. le Prince Stadhouder Héréditaire.

Livres Anglois.

Adventures of David Simple: containing an account of his travels trough the Cities of

of London and Weſtminſter, in the Search of a Real Friend, by a Lady, 12. 2 *vol. Lond.* 1744.

Æneas and his two Sons, a true Portrait, 8. *London*

Amours of Don Carlos, a true Hiſtory, 8. *ibid.*

Aſtræa a Romance, 3. *vol. fol. ibid* 1655. *en veau.*

Bailey's Dictionarium Domeſticum, being a New Compleat Houſhold Dictionary, 8. *ibid.* 1736.

Brett's General Hiſtory of the World, 8. *ibid.* 1732.

Burchet's compleat Hiſtory of the moſt Remarcable Tranſactions at ſea from earlieſt accounts to the concluſion of the laſt war with France, *fol. Lond.* 1720. *en veau.*

Burnet's Hiſtory of his own Time, 8. 6 *vol. ibid.* 1725.

—— —— of his own time, 8. *vol.* 4. 5. 6 *ibid.* 1734.

Companion (A) for the Feſtivals and Feaſts of the Church of England with Collects and Prayers for each Solemnity, 8. *Dublin* 1737.

Conteſt in America between gread-Brittain and France 8. *London.* 1757.

Cupid a Collection of Love-Songs, 12. *Dublin* 1737.

Dialogues on the Paſſions, Habits and affections peculiar to Childern, 8 *Lond* 1748.

Diſſertation on the Numbers of Mankind in ancient and Modern Times: in Which the ſuperior populouſneſs of Antiquity is Maintained, 8. *Edimb.* 1753.

Elaboratory Laid Open, or the ſecrets of Modern Chemiſtry and Pharmacy revaeled: 8. *London*, 1758.

Eſſay on the Art of Ingeniouſly Tormenting, with Proper Rules for the Excercice of that pleaſant art, 8. *ibid* 1753.

Faith

Faith and Practice répreſentend in fifty four Sermons on the Principal Heads of the Chriſtian Religion; Preached by Six Miniſter, 8. 2 *vol. ibid* 1739.

Free-Holder or Political Eſſays by Addiſon, 12. *Glasgow* 1752.

Granville (Charles) Synopſis of the Troubles of England during the Laſt 1800. Years, 8. *ibid.* 1747.

Harris's Collection of Voyages and Travels conſiſting of above four hundred of the moſt Autentick writers of Voyages and Travels with Charters, Acts of Parliament &c. about the Eaſt India-trade and papers relating to the union of the two Companies, with a great Number of fine Cuts Maps &c. *fol.* 2 *vol. Lond.* 1705 *en veau.*

Herodian's Hiſtory of the Roman Emperors, 8. *ibid.* 1698. *en veau.*

Hill (John) a Review of the Works of the Royal Society of London, containing Animadverſions on ſuch of the Papers as deſerve Particular Obſervations, 4. *Lond.* 1751.

Hiſtory of the Human Heart: or, the Adventures of a Young Gentleman, 12. *London* 1744.

Hiſtorical Diſſertation on the Books of the New Teſtament, 8. tome I. *Edimburg.* 1754.

Hiſtorical Regiſter, being a Relation of all the Tranſactions both Civil and Military, Foreing and Domeſtick, from 1714 to 1739. 25 *vol.* 8. *ibid* 1724. *en veau.*

Hiſtory (the General) of Europe being the Monthly Mercuries from 1688. to 1714 giving the moſt authentick account of all the Publick and Private occurance, eſpecially of the wars in King William's and Queen Ann's Reings, 14 *vol.* 4. *Lond. en veau.*

Ho-

Howel's Hiſtory of the World, 3 *vol. fol. Lond.* 1680. *en veau.*

Langly (Batty) Pomona, or the Fruit-Garden Illuſtrated, containing ſure Method for improving all the beſt Kinds of Fruits, illuſtrated in 79 Curious Copper Plates, *Fol. London.* 1729. *en veau.*

Laurencen's Duty of a Steward to his Lord, 4. *Lond.* 1727. en veau.

Letters from Julia, the Daughter of Auguſtus to Ovid, a Manuſcript diſcovered at Herculaneum, translated from a Copy of the Original, to which is annexed Lady and the Sylphia Viſiory Tale, 12. *London* 1753.

Lettres of Ninon Lenclos to the Marquiſs de Sevigné, 12. *Lond.* 1751.

Life of John Buncle, Eſq. containing Various obſervations and Reflections made in ſeveral parts of the World; and many extraordinary Relations, 8. *London* 1756.

Life of John Duke of Marlborough &c. containing his Pedigree, and ſome Account of his private Tranſactions; but more particularly an exact Relation of all his glorious Actions in War, Sieges, Battles, Victories &c. under his Sole Command, or in Conjunction with ſeveral Kings, Princes, Emperors, and the moſt Famous Generals of his Age; and their Characters given of him; alſo an Account of all his Treaties and Negotiations &c. by Thomas Lediard Eſq. *ſecond Edition* with Additions, 8. 2 *vol. London.*

Meager's New art of Gardening wit the Gardiner's Almanach, 12. *Lond.* 1699. *en veau.*

Monthly Review a Periodical Work, giving an Account, with proper Abſtracts of, and extracts

tracts from the New Books, Pamphlets, &c. as they come out. 8. *Lond. May* 1747 *to May* 1751. 4 *vol.*

Muſe in a Moral Humour: being a Collection of Agreable and Inſtructive Tales, Fables, Paſtorals &c. by ſeveral Hands, 12 *Lond.* 1757.

Philoſophical Enquiry in to the Origin of our Ideas of the ſublime and Beautiful, 8. *Lond.* 1757.

Poſtlethwayt's Britain's Commercial intereſt explained and Improved; 8. 2 *vol. Lond.* 1757.

Roman (the) Martyrology ſett fort by the Command of Pope Gregory the third, 8. *St. Omer* 1667. *en veau.*

Roſs's Hiſtory of the World, *fol. Lond.* 1752. *en veau.*

Rutty's Methodical Synopſis of Mineral Waters. 4. *London*, 1757.

Shakeſpear's Works, in whith the Beauties obſerved by Pope, Warburton, and Dodd, are pointed out, together with the Author's Life; a Gloſſary; copious Indexes; and a Liſt of the Various Readings, 12. 8 *vol. Edimb.* 1753.

Simpſon 's (*Thomas*) Miſcellaneous Tracts on ſome curious, and Very intereſting Subjects in Mechanics, Phyſical Aſtronomy, and ſpeculative Mathematics, 4. *London* 1757.

Survey (a) of Dorsetshire, containing the Antiquities and Natural Hiſtory, with the Arms of the Principal Families, and a new map of the County, by the Revd. Mr. Coker, *fol fig.*

Wheler's Travels into Greece, *fol. Lond.* 1682, *en veau.*

Livres François.

Abregé de l'Hiſtoire de l'Etabliſſement de la Melice Françoiſe, 8. *Haye*, 1763.

Abre-

Abregé de l'Hiſtoire univerſelle traduit du Latin de Turſelin, par Mr. l'Abbé Lagneau, 12. 4 *vol. Paris*, 1757.

Additions a l'Eſſai ſur l'Hiſtoire Générale &c. & ſur l'Eſprit & les Mœurs des Nations depuis Charlemagne Juſqu'a nos jours, tirées de l'Edition augmentée de 1761 - 1763 imprimé en 7 *vol.* pour ſervir de ſuplement à l'Edition de 1757. en 7 *vol.* 8. *Amſt.* 1764.

Amans Philoſophes ou Triomphe de la Raiſon, par Madame B** 12. *Amſt.* 1755.

Amilec ou la Graine des Hommes, par Mr. Tiphaigne, Medecin de la Faculté de Caën, 8. 1753.

Amuſemens Philoſophiques ſur le Langage des Bêtes, 12. *Geneve*, 1757.

Amours de Theagenes & Chariclée, Hiſtoire Ethiopique, 12. 2 *vol. Paris*, 1757. *avec figures.*

——— d'Ismene & d'Ismenias, 12. *fig. Haye* 1756.

——— de Mirtil, 12. *Conſtantinople*, 1761.

Analyſe demontrée, ou la Methode de reſoudre les Problemes des Mathematiques, & d'apprendre facilement ces ſciences, Expliquée & Demontrée dans le premier Volume, & appliquée dans le ſecond à decouvrir les propriétés des figures de la Geometrie ſimple & compoſée; à reſoudre les Problemes de ces Sciences & les Problemes des Sciences Phyſico Mathematiques, en employant le Calcul ordinaire de l'Algebre, le Calcul differential & le Calcul Integral, ces derniers Calculs y ſont auſſi expliqués & demontrés, par le R. P. Reyneau &c. *Seconde Edition augmentée des Remarques* de

de Mr. de Varignon, 4. 2 *vol. fig. Paris* 1736.
Apologie des Jéſuites ſur leur Conduite dans les affaires de la Chine; 12. a *Pekin*, 1763.
Architecture Militaire, ou l'art de Fortifier, 4. 2 *vol. fig. Haye* 1741.
Ariſtippe Moderne ou Reflexions ſur les Mœurs du Siecle, 8. *à francfort* 1757.
Art de la Verrerie de Neri, Merret & Kunckel, auquel on a ajouté le ſol ſine Veſte Orſchall, le ſol non ſine Veſte, le chapitre du Flora Saturnizans de Henckel ſur la Vitrification des Vegetaux, & un Mémoire ſur la manière de faire le Saffre & le ſecret des Vraies Porcelaines de la Chine & de Saxe, &c. avec quantité de figures en Taille Douce, 4. *Paris*, 1752.
Art Oratoire reduit en exemples ou Choix de Morceau d'Eloquence tirés des plus Celebres Orateurs du Siecle de Louis XIV. & du Siecle de Louis XV. par Mr. Gerard de Benat, 12 4 *vol. Paris*, 1760.
Aſtronomie Nautique, ou Elemens d'Aſtronomie, tant pour un Obſervatoire fixe, que pour Obſervatoire Mobile, par Mr. de Maupertuis, 8. *Paris* 1751.
Avantures de Pomponius Chevalier Romain ou l'Hiſtoire de Notre temps, 8. *Rome*, 1725.
Avis d'un Pere à ſa Fille, par Mr. le Marquis d'Halifax, 12. *Londres* 1757.
Avis au peuple ſur la ſanté par Mr. Tiſſot Nouvelle Edition conforme a la ſeconde Originale a la quelle on a joint la Traduction de la Preface Allemande de Mr. Hirzel & des notes par M. *** D. M. 2 *vol* 12. *Lyon*, 1763.
Bible (Ste.) Nouvelle Verſion, par Charles le Cene, *fol.* 2 *vol. Amſt.* 1741.

Calcul

Calculs tout faits, depuis un denier juſqu'à 50000. & details par jour & par mois du Produit des Rentes depuis une Livre juſqu'à 100000. Livres &c. par Meſange, 12. *Paris* 1757.

Choix d'Hiſtoires, tirées de Bandel, Italien, de Belleforeſt, Comingeois, de Boiſtuau, dit Luai, par Mr. Fleury, 12. 4 *parties Londres* 1753.

Comte Roger Souverain de la Calabre Ulterieure, Nouvelle Hiſtorique, 12. 2 *parties Amſt.* 1763.

Concubites ſine Lucina, ou le plaiſir ſans Peine, Reponſe a la Lettre intitulée Lucina ſine Concubitu, 8. *Lond.* 1751.

Conſervateur (le) de la Santé, ou avis ſur les Dangers qu'il importe a chacun d'eviter, pour ſe conſerver en bonne ſanté & prolonger ſa vie, par M. le Begue de Preſle Docteur-Regent de la Faculté de Medecine de Paris & Cenſeur Royal, 12. *Yverdon* 1763.

Cours de Chymie, pour ſervir d'Introduction à cette Science, par Nicolas le Fevre, cinquième Edition, revue, corrigée & augmentée d'un grand nombre d'Operations & enrichie de figures par Mr. de Monſtrier, 12. 5 *vol. fig. Paris* 1750.

Dialogues Socratiques, ou Entretiens ſur divers Sujets de Morale, Nouvelle Edition revue, Corrigée & augmentée par l'Auteur de deux nouveaux Dialogues, 12. 1755.

Dictionnaire Comique, Satyrique, Critique, Burleſque, Libre & Proverbial, par Ph. Joſeph le Roux 8. *Amſt.* 1750.

Dictionnaire François & Latin, par le R. P. Joſeph Joubert, 4. *Lyon* 1757.

Dictionnaire Iconologique, ou Introduction à la Connoiſſance des Peintures, Sculpture, Medailles, Eſtampes &c. avec des Deſcriptions

tirées des Poëtes Anciens & Modernes par M. D. P. 8. *Paris*, 1756.

Dictionnaire des Livres opposés a la Morale de la société des Soy-disant Jesuites, condamnés par leurs intrigues & Justifiés par le parallelle qu'on en fera avec la morale de ceux Condamnés par l'arret du Parlement en date du 6 Août 1761. 12. 4 *vol Bruxelles*, 1761.

Dictionnaire Philosophique, ou Encyclopedie de Pensées sur toutes sortes de Sujets. Religion, Philosophie, Beaux Arts, Histoire, Politique, Caracteres, Passions, Vices, Portraits &c. par ordre Alphabetique, 8. *Paris*, 1762.

Discours Politiques, tome 4 & 5. contenant les Intérêts de la France mal Entendus, dans les branches de l'Agriculture, de la Population, des Finances, du Commerce, de la Marine, & de l'Industrie, par un Citoyen, 8 *Amst.* 1757.

Discours & autres Ouvrages de M. le Chancelier Daguesseau, 12. 2 *vol. Amst* (*Lyon*) 1757.

Discours pour & contre la Reduction de l'Intérêt Naturel de l'Argent, 12. 3 *parties Paris* 1757.

Dissertation touchant l'Origine du Nil & autres Fleuves Contenant plusieurs Questions fort Curieuses touchant la Physique & la Geographie, traduit du Latin d'Isaac Vossius, 4. *Paris*, 1763.

Dons de Comus, ou l'art de Cuisine reduit en Pratique, Nouvelle Edition revue, Corrigée & augmentée par l'Autheur, 12. 3 *vol. Paris* 1750.

Doutes (mes) sur la Mort des Jesuites, 8. *Paris*, 1762.

Ebauche de la Religion Naturelle par M. Wollaston traduite de l'Anglois avec un suplement & autres additions considerables, 12. 3 *vol. Haye*, 1756.

Ele-

Elemens d'Euclide du P. Dechales, avec l'uſage de Chaque propoſition pour toutes les parties des Mathématiques par Mr. Audierne avec 20 Planches, 12. *Nouv. Edit. Paris* 1753.

Education (l') Poëme en quatre Diſcours, 8. *Paris* 1757.

Elemens de Mathématiques, de Mr. Rivard, &c. cinquième Edition revue & augmentée, par l'Auteur, 4. *fig. Paris* 1752.

Elmens d'Algebre, par Mr. Clairaut, 8 *Paris* 1749.

Elemens de Geometrie, par Mr. Clairaut, 8 *Paris* 1753.

Elemens de Chymie, par Mr. de Machy, 12. 6 *vol. Paris* 1757.

Eloge Hiſtorique de Maximilien de Béthune, Duc de Sully, grand Maître de l'Artillerie, Maréchal de France, & Principal Miniſtre de Henri IV 8. *Lyon*, 1763.

Entendons-nous, ou le Radotage du Vieux Notaire, 12. *ou il vous plaira*, 1763.

Epitres diverſes ſur des ſujets différens, 8. 3 *vol. Amſt.* 1750.

Eſſai Politique ſur le Commerce, par Mr. de Melon, 8. *Amſt.* 1754.

Eſſai ſur l'Hiſtoire Generale & ſur les Mœurs & l'Eſprit des Nations, depuis Charlemagne juſqu'à nos jours, par Mr. Voltaire 8. 7 *vol.* 1757.

Eſſais Métaphyſico Mathématiques, ſur la ſolution de quelques problemes importans qui ſont encore a reſoudre, par M. de Treval, 8. *Amſt.* 1764.

Etrennes de Sr. Jean, troiſième Edition, 12. *à Troyes* 1751.

Excellence des Hommes, contre l'Egalité des Sexes, 12. *Paris*, 1675.

Filles (les) Femmes, & les Femmes Filles, ou le Monde Changé, Conte qui n'en eſt pas un par Mr Simien, les quinze Minutes ou le tems bien employé, Conte d'un grand quart heure, 8. *Londres* 1751.

Fleurs (les) de Guidon, corrigées & Augmentées de la Pratique de Chirurgie, avec pluſieurs Experiences & ſecrets, & la Methode de Conſulter pour les jeunes Chirurgiens, extraite des Lecons de M. L. Meyſſonnier Conſeiller & Medecin ordinaire du Roi, Profeſſeur & Lecteur en Chirurgie a Lyon, 12. *Lyon* 1763.

Fontenelle Entretiens ſur la Pluralité des Mondes, 12. *fig.*

Henriette de Marconne, ou Memoires du Chevallier de Preſac, 12. *Amſt (Paris)* 1763.

Hiſtoire de l'Academie Royale des Sciences depuis ſon établiſſement en 1666, juſqu'à 1699. 4. 14 *vol. fig. Paris.*

Hiſtoire & Mémoires de l'Academie Royale des Sciences depuis 1699, juſqu'à 1754. avec les Tables de Matières & Supplements, 4. 67 *vol. fig.* Paris.

Machines & Inventions approuvées par l'Academie Royale des Sciences depuis ſon Etabliſſement juſqu'à preſent avec leur Deſcription, deſſinées & Publiés du conſentement de l'Academie par Mr. Gallon, 4. 6 *vol. fig. Paris.* 1725.

Recueil des Piéces, qui ont remporté les prix de l'Academie Royale des Sciences depuis leur Fondation juſqu'à preſent, 4. 6 *vol. fig. Paris.*

En tous 93. Vollumes Complet relié tres proprement en veau, relieures toutes égales.

Hiſtoire Généalogique des Sires de Salins ou Comté de Bourgogne, avec des Notes Hiſtoriques & Généalogique ſur l'ancienne Nobleſſe de cette

cette Province, 4. 2 *vol. a Beſancon* 1758.

Hiſtoire Naturelle de la Caroline, & de la Floride, contenant la Deſcription des Oiſeaux, des Animaux, des Poiſſons, des Serpents, des Inſectes & Plantes & en particulier des fruits des Forets, des Arbriſſeaux & autres Plantes, dont on a point eu la Deſcription juſques a preſent, exactement deſſinés par l'Autheur, avec leurs Deſcriptions en François & Anglois au quel on a ajouté des Obſervations ſur l'Air, le Terrein, & l'Eau, avec quelques Remarques ſur l'Agriculture &c par Mark Catesby, *fol.* 2 *vol. fig. Magnifiquement enluminées au Naturel.*

Hiſtoire Militaire des Suiſſes, par M. le Baron de Zurlauben, 12 8 *vol. Paris* 1753.

Hiſtoire de la Juriſprudence Romaine, contenant ſon origine & les Progrès depuis la Fondation de Rome juſqu'à preſent; l'Hiſtoire de Chaque Loix en particulier avec les antiquités, qui y ont rapport; le tout ſuivi d'une Diplomatique, dans la quelle on a raſſemblé ce qui nous reſte d'Anciens Actes des Romains, pour ſervir d'Introduction aux Loix Civiles dans leur ordre Naturel, de Mr. Domat, par Mr. A. Terraſſon Ecuyer, Avocat au Parlement, *fol. Paris* 1752.

Hiſtoire des Revolutions d'Angleterre depuis le Commencement de la Monarchie, par le Pere d'Orleans, 12. 4 *vol. fig. Paris* 1750.

Hiſtoire Generale d'Eſpagne, traduite de l'Eſpagnol de Ferreras; enrichie de notes Hiſtoriques, & Critiques, de Vignettes en Taille Douce & de Cartes Geographiques par Mr. d'Hermilly, 4. 10 *vol. fig. Paris*, 1751.

- - - d'Epaminondas General de Thebains, par Mr. l'Abbé Seran de la Tour, avec des Re-

marques Critiques & Hiſtoriques & les Obſervations de Monſieur le Chevalier de Folard ſur les Principales Batailles d'Epaminondas, 8. *Leide* 1751.

Hiſtoire de Revolutions de l'Empire de Conſtantinople, depuis la Fondation de cette ville juſqu'à l'an 1453. que les Turcs s'en rendirent Maitres, par de Burigny, 12. 3 *vol. Paris* 1750.

—— Romaine, avec des Reflexions Critiques, Politiques, & Morales, à l'uſage des Jeunes gens, par l'Abbé Taillie, 12. 4 *vol. Paris* 1755.

Hiſtoire de Louis XIV. par Reboulet, 4. 3 *vol. Avignon* 1744.

Hiſtoire des Druſes, Peuple du Liban, formé par une Colonie de François, diviſée en trois Livres, contenant leur Origine, leur Agrandiſſement, l'Hiſtoire de l'Emir Facardin, leur Etat actuel & la Nature de leur commerce, enrichie de Figures, de la Carte du Pays, de Notes Politiques & Geographiques par Mr. Puget de Sr. Pierre 12. *Paris* 1763.

Hiſtoire de la Conſtitution Unigenitus, par Meſſire Pierre F. Lafiteau, Evecque de Siſteron, 12. 2 *vol. Avignon* 1760.

—— De la Guerre de 1741. par Mr. de V.*** 12. 2 *vol. ſecond Edition Corrigée, Amſt.* 1756.

Hiſtoire du commerce & de la Navigation des Anciens par Mr. Huet, 8. *Lyon* 1763.

Hiſtoire Univerſelle de Diodore de Sicile, traduite par Mr. l'Abbé Terraſſon, 12. 7 *vol. Paris* 1737. *& ſuivants.*

Hiſtoire des Empereurs Romains écrite en Latin de Suetone, trad par M. du Teil, Lat. & Fr. 12. 2 *vol. Lyon* 1689.

Hiſtoire de Henri le Grand, par Mr. le Pereſix, 12. 2 *vol. Nouv. Edition Paris* 1749.

Hiſtoi-

Hiſtoire de Jeanne Darc, Vierge, Heroïne & Martyre d'Etat; ſuſcitée par la Providence pour retablir la Monarchie Françoiſe, tirée des Procès, & autres Piéces Originales du temps, par l'Abbé Lenglet du Freſnoy, 12. 3 *vol. Paris* 1753.

Homme Singulier, Comédie par Deſtouches, 8. *Haye* 1750.

Jugemens des Sçavans ſur les principaux Ouvrages des Auteurs, par Baillet, 4. 8 *vol. Amſt.* 1725.

Lettres Hiſtoriques, Galantes & Memoires de Madame du Noyer, 12. 8 *vol. Londres* (*Paris*) 1757.

Lettres ſur le Dannemarc, 8. *Geneve* 1757.

——— idem, *grand papier fin*, 8 *ibid.* 1757.

Lettre écrite de Geneve à Monſieur de Voltaire à Lauzanne, 8. *Haye* 1757.

Lettres de Miſtriſs Fanny Butler, à Mylord Charles Alfred de Caitombridge, Comte de Pliſinte Duc de Raſlingth écrites en 1735. traduites de l'Anglois par Adélaïde de Varancai, 8. *Paris*, 1757.

Lettres ſur l'Etat actuel de la Ville Souterraine d'Herculée & ſur les Cauſes de Son Enſeveliſſement ſous les Ruines du Mont Veſuve, 8. 1750.

- - - du Baron de Busbec, par Mr. l'Abbé de Foi, 12. 3 *vol. Paris* 1748.

Lettres de Monſieur de la Beaumelle a Monſieur de Voltaire, 12. *Londres* 1763.

Lettres de Milord Walpole de Woleſton ſur les Negotiations relatives a la Paix d'Utrecht en reponſe aux Lettres ſur l'Etude de l'Hiſtoire de feu Lord Bollingbroke, 8. *Haye*, 1763.

Lettres ſur les ſourds & Muets à l'Uſage de ceux qui parlent & qui entendent, 12. 1751.

Malheurs de l'Amour, 12. *Amst.* 1763.

Marquis a la Mode, Comedie en trois Actes par Madame de P*** 12. *Paris*, 1763.

Medecine Statique, ou Science de la Transpiration, contenant une maniere fort ingenieuse de se conserver & retablir la santé, par la seule Connoissance de la Transpiration nécessaire, 12. *Montpellier.*

Melanges d'Histoire Naturelle, par Mr. A. D. Avocat en Parlement & aux Cours de Lyon, 8. 2 *vol. fig. Lyon*, 1763.

Memoires & Observations récueillies par la Société Oecomonique de Berne, 8. Année 1763. Tome 1. & 2. *Berne*, 1763.

Memoires présentés au Roi par M. d'Eguilles president au Parlement d'Aix, contre les arrets & Arretés de sa Compagnie dans l'affaire des Jesuites, 12. a *Aix en Provence*, 1762.

Memoires du Duc de Navailles & de la Valette Pair & Mareschal de France, & Gouverneur de Monseigneur le Duc de Chartres, 12. *Amst.* 1702.

Mémoires de Martin & Guillaume du Bellai-Langei, mis en un nouveau Stile, auxquels on a Joints les Mémoires d'un Marechal de Fleuranges, qui n'avoint point encore été publiés, & le Journal de Louise de Savoye, le tout accompagné de notes Critiques & Historiques & de Piéces Justificatives pour servir à l'Histoire du Regne de François Premier, par l'Abbé Lambert, 12. 7 *vol. Paris* 1753.

Mémoires de l'Abbé Mongon, publiés par lui-même, *contenant les différentes Négotiations dont il a été Chargé dans les Cours de France, d'Espagne & de Portugal, & divers Evenemens qui sont arrivés depuis l'an* 1725. 12. 8 vol Nouv. Edit.

Edit. Lauzanne 1752. & ſuiv.

Mémoires (Nouveaux) d'Hiſtoire, de Critique, & de Littérature, par Mr. l'Abbé d'Artigny, 12. 6 *vol. Paris* 1753.

Memoires d'André Pierre Leguai de Premontval, Profeſſeur en Mathematiques & Belles Lettres, 8. *Haye* 1749.

Memoires pour ſervir à l'Hiſtoire d'Eſpagne ſous le Regne de Philippe V. par D. Vincent Bacallar y Sanna, Marquis de St. Philippe, 12. 4 *vol. Amſt.* (*Paris*) 1756.

Meridienne de l'Obſervatoire Royal de Paris, vérifiée dans toute l'Etendue du Royaume, par des nouvelles obſervations, pour en deduire la vraie grandeur des dégrés de la Terre, tant en Longitude que Latitude & pour aſſujettir toutes les Opérations Géometriques faites par Ordre du Roi, pour lever la Carte Generale de la France, par Mr. Caſſini, avec des Obſervations d'Hiſtoire Naturelle, faites dans les Provinces traverſées par la Méridienne, par Mr. Monnier, 4. *Paris* 1744.

Meſure des trois premiers dégrés du Meridien, dans l'Hemiſphere Auſtrale; tirée des obſervations de Meſſieurs de l'Academie Royale des Sciences, Envoyés par le Roi ſous l'Equateur, avec le Supplement, par Mr. de la Condamine, avec fig. & cartes 4. 2 *vol. Paris* 1751.

Metamorphoſes d'Ovide traduites en François, avec des Remarques & des Explications Hiſtoriques par L'Abbé Bannier, 4. 2 *vol. fig. Paris*, 1738.

Méthode aiſée pour conſerver ſa ſanté juſqu'à une extrême Vieilleſſe, traduite de l'Anglois par Mr. de Preville, 12. *Paris* 1752.

Mœurs (des) & des uſages des Romains, Nouvelle Edition Revue & Corrigée, 12. 2 *vol. Paris* 1744.

Nature (de la) par J. B. Robinet, 8. 2 *vol. Amſt.* 1763

——— idem 8. *Tome* 2. *Separement Amſt.* 1763.

Odes Sacrées ou les Pſeaumes de David en vers François, traduction nouvelle par divers Auteurs, 8. *Amſt.* 1764

Ouvres diverſes de Phyſique & de Mechanique par Meſſieurs C. & P. Perrault, de l'Academie Royale des Sciences & de l'Academie Françoiſe, 4. 2 *vol. fig. Leyde*, 1721.

Oeuvres de Madame & Mademoiſelle Deshoulieres, 12. 2 *vol. Paris*, 1762.

Oeuvres Meſlées contenant des Penſées Philologiques & quelques Poëſies de Mr. E. D. L. C. 8. *Amſt.* 1749.

- - - de l'Abbé de Chaulieu, nouvelle Edition, augmentée d'un grand nombre de Pieces, qui n'étoient point dans les precedentes & Corrigée dans une infinité d'endroits ſur des copies Autenthiques, par Mr. de St. Marc, 12. 2 *vol. Paris* 1750.

Oeuvres de Théatre de Mr. Piron, 12. 3 *vol. fig Paris (Haye)* 1758.

Ouvres de Chapelle & Bachaumont, 12 *Paris.* 1755.

Oeuvres de M. de Crebillon de l'Academie Françoiſe, 4. 2 *vol. belle Edition Paris* 1750.

Oeuvres du Comte Hamilton, melées en proſe & en vers, contenant ſes Poëſies, Epitres, &c. le Bellier, Fleur d'Epine, quatre Facardins & Mémoires de Grammont, 12. 6 *vol. Paris* 1749.

Oeuvres Poſthumes de Monſieur de *** conte-

tenant ſes Harangues au Palais, ſes Diſcours Academiques, &c. 8. *Lyon* 1757.

Olivier Poëme, 12. 2 *vol. Haye*, 1763.

Orpheline Angloiſe, ou Hiſtoire de Charlotte Summers, imitée de l'Anglois, par Mr. de la Place. 12. 4 *vol. Londres* 1756.

Poetique Françoiſe, par Mr. Marmontel, 8. 3 *vol. Paris*, 1763.

Portefeuille trouvé, ou Tablettes d'un Curieux contenant quantité des Piéces fugitives de Mr. de Voltaire, qui ne ſont dans aucune de ſes Editions, avec le Supplement, 12. *Geneve* 1757.

Principes de Philoſophie Morale, 8. *Geneve*, 1754.

Principes de la Perſpective Linéaire, traduction de deux Ouvrages l'un Anglois du Docteur Brook Taylor, l'autre Latin de Mr. Patrice Murdoch, avec un Eſſai ſur le Melange des Couleurs par Newton, 8. *fig. Lyon*, 1759.

Principes du Droit de la Nature & des Gens, extrait du Grand Ouvrage Latin de Mr. Wolf, par Mr. Formey, 4. *Amſt.* 1757.

—— id. 12. 3 *vol. Amſt.* 1757.

Principes de la Grammaire Françoiſe Pratique & Raiſonnée par l'Abbé Antonini, 12. *Paris*, 1753.

Recherches ſur la Nature du Feu de l'Enfer & du Lieu où il eſt ſitué, par M. Swinden, traduit de l'Anglois par M. Bion, 8 *fig. Paris*, 1757.

Recueil de Juriſprudence Civile du Pays de Droit Ecrit & coutumier, par Ordre Alphabetique, troiſième Edition conſiderablement augmentée, par M. Guy du Rouſſeaud de la Combe, Avocat au Parlement, 4. 2. *vol. Paris* 1753.

Recueil de quelques Poeſies Nouvelles, 8. *Amſt.* 1757.

Re-

Reflexions sur les Ouvrages de Litterature, 12. 12 *vol. Paris* 1738.

Regime (du) de Vivre Pythagoricien, à l'Usage de la Medecine, Discours d'Antoine Cocchi de Mugello, traduit de l'Italien, 8. *Gen.* 1750.

Remontrances du Parlement au Roi du 9 Avril, 1753. 12. 1753.

Retour de St. Cloud, par Terre & par Mer, 12. *Paris* 1753.

Rhetorique Françoise à l'Usage des Jeunes Demoiselles, avec des Exemples tirés, pour la plupart, de nos Meilleurs Orateurs & Poëtes Modernes, 12. *Paris* 1748.

Richesse de l'Etat ou Plan pour retablir les Finances en France, 8. *Paris*, 1763.

Roman Oriental, 12. 2 *vol. Paris* 1753.

Science du Calcul des Grandeurs en General, ou les Elemens des Mathématiques, par le R. P. Reyneau. 4. 2 *vol. Paris* 1730.

Secretaire (le nouveau) de la Cour, ou Lettres Familieres sur toutes sortes de sujets, 12. *Paris*, 1761.

Sermons de M. Massillon Evêque de Clermont ci-devant Prêtre de l'Oratoire, l'un des quarante de l'Academie Francoise, 12. 13 *vol. Paris*, 1763.

Sermons Choisis de M. Massillon sur les Evangiles du Carême, sur divers sujets de Morale avec des Panegeriques & des Oraisons Funêbres, 12. 6 *vol. Bruxelles* 1762.

Sonnetes (les) ou Memoires du Marquis D***. 12. à *Berg op Zoom*, 1751.

Sophie, par M. D. B. 12. 2 *vol. Paris* 1756.

Spectateur (*Nouveau*) Anglois, dans le quel on développe les Mœurs & les Principes qui Ca-

ra-

ractériſent actuellement la Nation Brittanique, traduit du Docteur Brown 12. *Haye*, 1763.

Tableaux qui ſe trouvent a la Haye dans la Chambre du Conſeil de Juſtice de la Cour d'Hollande, de Zelande, & de Weſtfriſe, peints par Gerard de Laireſſe & Gravés par d'Habiles Maitres d'après les Deſſeins de Nicolas Verkolje, *fol. fig. Amſt* 1737.

Tableaux de l'Empire Ottoman, où l'on trouve tout ce qui concerne la Religion, la Milice, le Gouvernement civil des Turcs & les grandes Charges & Dignités de l'Empire, 12. *Francfort* 1757.

Teſtament (nouveau) de Notre Seigneur Jeſus-Chriſt par le Pere Quesnel 12. 2 *vol. Haye*, 1761.

Titus Tragedie en cinq Actes, nouvelle Edition avec des Additions & changemens, par Mr. de Belloy, 8. *Amſt.* 1763.

Tout le Monde a tort, ou Jugement impartial d'une Dame Philoſophe ſur l'affaire preſente des Jeſuites, 8. 1762.

Ttaité de l'Oeconomie Animale & des cauſes premieres des Maladies, avec un recueil d'Obſervations ſur l'art de Traiter la petite verole, 12. *Geneve* 1763.

Traité de Phyſiologie, dans le quel, après avoir Etabli des theſes ſur le Mêchaniſme de nos Fonctions, on donne une Explication courtes des phénomenes du Corps humain par J. F. Dufieu 12. 2 *vol. Lyon* 1763.

Traité des Affections Vaporeuſes des deux Sexes; ou l'on a taché de joindre a une theorie ſolide une pratique ſûre, fondée ſur des Obſervations, par Mr. Pomme fils, Docteur en Medecine de l'Univerſité de Montpellier, 8. *Lyon* 1763.

Traité des Tropes, pour ſervir d'Introduction a la

la Rhetorique & a la Logique par Mr. du Mer ſais, 8 *Leipzig* 1757.

Traitré de la Peſte & des Moyens de s'en preſerver par Mr. Manget, 12 2 *vol. Lyon* 1722.

Traité de Trigonometrie, par Mr. Deparcieux, 4. *fig. Paris* 1741.

Traité du Navire, de ſa Conſtruction & ſes Mouvemens, par Mr. Bouguer, 4. *fig. Paris* 1746.

Traité des Diamans & des Perles, où l'on conſidere leur importance, on établit des regles certaines pour en connoitre la juſte valeur, & l'on donne la vraie Methode de les Tailler, &c. par David Jeffries Jouaillier, traduit de l'Anglois, 8. *Paris* 1753.

Traité (Nouveau) de la Sphere, où l'on explique d'une maniere Claire & Simple tout ce qui a rapport à cette Science: avec un Diſcours ſur les Eclipſes tant du Soleil & de la Lune que des autres Aſtres, 12. *Paris* 1755.

Traité de Perſpective à l'Uſage des Artiſtes, où l'on demontre Géometriquement toutes les Pratiques de cette Science, ſelon la Méthode de Monſieur le Clerc, par M. Jeaurat, 4. *fig. Paris* 1752.

Traité de l'Eloquence dans tous les Genres, par M. G***, 12. *Paris* 1757.

Uſages (les) par Monſieur Tr. D. V. 12, 2 *vol. Paris* 1762.

Verités (les) & le Devoirs du Chriſtianiſme Expliqués d'une Maniere Accommodée a la capacité des plus foibles, ou Eſſai d'une Inſtruction pour les Indiens, ouvrage egalement utile a ces ſortes de Chrétiens, qui ne conſiderent point la nature de la Religion qu'ils embraſſent, ou qui font de bouche profeſſion de connoitre

Dieu

Dieu, mais qui le revient par leurs Oeuvres, par Thomas, traduit de l'Anglois, 12. *Geneve* 1744.

Livres Latins.

Baronii Annales Ecclesiastici, fol. 12 vol. Antwerpiæ & Officina Plantiniana 1670.

Sti. Basilii Opera Omnia, Opera & Studio Juliani Garnier, fol. 3 vol. Parisiis 1721.

Bohnii (D. Jo.) de Renuntiatione Vulnerum seu Vulnerum Lethalium Examen, 8. Lipsiæ 1755.

Cæsaris (C. Julii) & A. Hirtii de Rebus a Cæsare Gestis Commentarii cum Fragmentis, ex recensione Samuelis Clarke fideliter expressi, 12. 3 vol. Glasguæ 1750. editio nitidissima Charta Opt.

Cartheuseri (Joannis Frederici) Pharmacologia Theoretico Practica, 8. 2 vol. Coloniæ Allobrogum 1763.

Cignani (Car.) Monochromota septem ære expressa ab Jo. Mich. Liotard, ibid. 1753. forma atlantica.

Claudiani (Cl.) quæ exstant Varietate Lectionis & perpetua adnotatione Illustrata a Jo. Mathia Gesnero, accedit index Uberrimus 8. 2 vol. Lipsiæ 1759.

Florus (L. Annæi) Epitome Rerum Romanarum & recensione J. G. Grævii, cum Præfatione Fischeri, 8. Lipsiæ 1760.

Gesneri (Jo. Matth.) Novus Linguæ & Eruditionis Romanæ Thesaurus post Ro. Stephani & aliorum, nuper etiam in Anglia Erudit. Hominum curas digestus Locupletatus, emendatus, fol. 4 vol. Lipsiæ 1749.

——— (Jo. Matth.) *Index Etymologicus Latinitatis*, 8. Lipsiæ 1749.

Gussetii (Jacobi) Lexicon Linguæ Hebraicæ, 4. Lipsiæ 1743. *Hal-*

Halleri (Alberti) Diſputiones ad Morborum Hiſtoriam & Curationem Facientes, 4. 7 vol. Lauzanæ, 1757

Heineccii (Jo. Gottl) Fundamenta ſtyli Cultioris, Geſneri, 8. Lipſiæ 17 1.

Heineccii (Jo. Gottl.) Elementa juris Civilis Secundum ordinem Inſtitutionum, 8. Lipſiæ 1758.

Hofmanni (Frederici) Opera omnia Phyſico-Medica cum Supplementis, folio XI. vol. Genevæ 1748 & ſeq.

Homeri Ilias & Odyſea Græce, 3 vol. fol. très belle Edition Glaſguæ, 1756.

Horatii (Q.) Flacci Eclogæ Geſneri, 8. Lipſiæ 1752.

Juſtini Philoſophi et Martyris Opera quæ extant Omnia, folio Pariſiis, 1742,

Juſtiniani Inſtitutionum Juris Civilis expoſitio Methodica Fr. Lorry, 4. Pariſiis, 1757.

Leuſdeni (Johannis) de Dialectis N. T. Singulatim de ejus Hebraiſmis Libellus Singularis, 8. Lipſiæ 1754.

Moeridis Atticiſtæ Hudſoni, græce & Latine, 8. Lipſiæ 1756.

Muſeum Richterianum continens Foſſilia Animalia, Vegetabilia Mar. elluſtrata Jconibus & Commentariis D. Jo Erneſti Hebenſtreitii, fol. fig. Lipſiæ 1743.

Pharmacopoeia Collegii Regii Medicorum Edimburgenſis 8. Bremæ & Lipſiæ, 1761.

——— *Pauperum in uſum Nosocomii Regii Edimburgenſis*, 8. Coloniæ Allobrogum, 1763.

Plinii (C.) Epiſtolæ Gesneri, 8. Lipſiæ. 1739.

Raſpe (Rudolphi Erici) Specimen Hiſtorie Naturalis globi Terraquei, præcipue de Novis e Mari Natis & ex his exactius deſcripſit & Obſervatis Ulterius Confirmanda, Hookiana Telluris Hypotheſi, de Origine montuim & Comporum Perrefac-

factorum, 8. cum fig Amſt. 1763.

Ricci (*Sebaſt.*) *Opus Abſolutiſſimum ab Jo. Mich. Liotard ære expreſſum*, Venetiis 1743. forma Atlantica.

Richteri (*Adolphi Gottlob*) *de Corruptilis Medicamentorum Cognoſcendis Tractatus Medico-Chymicus Pharmacopoliis Accommodatus & triplici Indice inſtructus*, 8 Coloniæ Allobrogum, 1762.

Roederer (*Joannis Georgii*) *Elementa Artis Obſtetriciæ in uſum Prælectionum Academicarum, aucta & emendata*, 8. Coloniæ Allobrogum 1763.

Sauvage (*Franciſci Boiſſier de*) *Noſologia Methodica Siſtens morborum Claſſes, Genera & Species, juxta Sydenhami mentem & Botanicorum ordinem* 8. 5 vol. Amſtellodami, 1763.

Urbis Venetiarum Proſpectus Celebriores, ex Antonio Canal Tabulis 38 *Ære expreſſi ab Antonio Viſentine & in tres partes diſtributi*, fol. Maximo Venetiis 1743.

Virgilii Bucolicorum Eclogæ Decem. the Bucolicks of Virgil with an Engliſh Tranſlation and Notes by John Martyn, 8. fig. London 1749.

Vogti (Johannis) *Catalogus Hiſtorico-Criticus Librorum*, 8. Hamburgi 1753.

Winkleri (*Jo: Henrici*) *Inſtitutiones Philoſophiæ Univerſæ*, 8. *Lipſiæ*, 1762.

Xenophontis Memorabilium Socratis Dictorum Libri IV. Erneſti, 8. Lipſiæ 1763.

——— *Oeconomicus Apologia Socratis ſympoſium Hiero Ageſilaus, Bachii*, 8. Lipſiæ, 1749.

Zimmermanni (*J. Jacobi*) *Opuſcula Theologici, Hiſtorici & Philoſophici Argumenti*, 4. 2 vol. Tiguri 1751.

Livres Italiens & Hollandois.

Dizzionario Italiano-Tedeſco, Tedeſco-Italiano, il quale contiene non ſolamente un Compendio del

Vocubulario della Cruſca, ma anzi tutte le Oſſervazioni la piu Notabili de Migliori Leſſicografi, Etimologiſti e Gloſſatori, dell Sign. Abbate Annibal Antonini, e tradotto in Tedeſco da G. A. Lehninger, 8. 2 *vol. Lipſiæ*.

Almanach (Nieuwen) voor het Schrikkel Jaar ons Heeren Jeſu Chriſti 1764. waer by gevoegt zyn de Feſta Palatii van myn Edele Heeren Regeerders der Stadt Brugge/ 8. Brugge 1764.

Amſterdam in zyne Opkomſt / Aanwas / Geſchiedenissen / Voorregten / Koophandel / Gebouwen / Kerkenſtaat / Scholen / Schutterye / Gilden en Regeeringe / beſchreeven door Jan Wagenaar Hiſtorie Schryver der Stad / fol. Amſt. 1763.

Agnes de Sant Amore ofte de Vierige Nobitie / in het Franſch beſchreven door den Eerw. Pater M. A. Martin van het orden der Minimen / en nu nieuwelyks in de Nederlanſche Taele Overgeſet/ 8. Brugge 1763.

Wachtlene Heilige Geographie/ 8. tweede deels 3de Stuk/ 8. Utrecht 1763.

Biblia Sacra: dat is/ de Heilige Schriftuer van het Oude 't Nieuwe Teſtament/ naer de laetſte Roomſche Keure der geheyme Latynſche Overſettinge in Nederduytſch vertaelt/ fol. Utrecht 1732. in franſche band.

Bibber / verhandeling van het Zog der Vrouwen / ter beantwoordige op de vraage by de Holl. Maatſchappy der Werenſchappen opgegeven in den Jaaren 1760. en 1761. 8. Leiden 1763.

Brief van een Vader aan zyne Dochter / over de Opvoeding van Haare Kinderen / uit het Engelſch vertaalt/ 8. Rott. 1763.

—— Van een Liefhebber der Waarheid aan een zyner Vrienden/ 4. Leuwarde 1763.

Elſ-

Elsnerus Paulus brief aan de Gemeinen Geopend / Ontleed / Verklaard en tot zyn Oogmerk toegepast / 4. Eerste deel Utrecht 1763.

Historisch (Neu vermehrtes) und Geographisches Algemeines Lexicon / fol. 4 vol. Bazel 1729.

Kleynen Vlaemschen en Engelschen Dictionaire / ofte Woorden Boekje, verhattende de noodtsaecklykste ende principaelste woorden om Engelsch en Vlaemsch te Leeren / uit de Dictionairen van d'Heeren Boyer en Pell / 8. Brugge.

Michaëlis / Verhandeling over de Huwelyks-Wetten van Moses / die de Huwelyken in de naaste Bloedverwantschap verbieden / uit het Hoogduits Vertaalt / 8. Leiden, 1764.

Natuurlyke Historie of uitvoerige beschryving der Dieren / Planten / en Mineraalen volgens het Samenstel van den Heer Linnæus / met naauwkeurige afbeeldingen / eerste deels Vyfde Stuk, verhoig der Vogelen, 8. Amst. 1763.

Reyzen door een gedeelte van Europa / Klein Asien / verscheide Eylanden van de Archipel / Syrien / Palestina of het H. Land / Ægypten / den Berg Sinai / enz. in den Beginne van deze Eeuw gedaan / door wylen den Hoog-Edelen Wel-Gebooren Heer Johan Ægidius van Egmond van der Nyenburg / en den Hoog-Eerwaarden Hoog-Geleerden Heer Johannis Hepman, 1ste Deel. 4. Leide 1757.

Tissot Raadgeeving door de Gezondheid van den Gemeene Man / uit het Fransch vertaalt door Lambertus Bikker, M. D. 8. Rott. 1764.

Verhandelingen uitgegeeven door de Hollandse Maatschappy der Weetenschappen te Haarlem Seevende deel / 8. Haarlem 1763.

AVERTISSEMENT.

Pierre Gosse Junior & Daniel Pinet Libraires de S. A.S. à la Haye, ont actuellement sous presse, Les Campagnes de Son Alteſſe Sereniſſime Monſeigneur le Duc Ferdinand de Brunsvic & de Lunebourg &c. &c. &c. 3 *vol. fol. forma Atlantica très Magnifique Edition ſur du beau Papier & Caractère neuf, avec des belles Vignettes & culs de Lampes, toutes gravés par J. van der Schley.*

dont ils Publient actuellement les cinq premiers Plans : ſçavoir,

Plan de la Bataille de Wilhelmſthal, donnée le 24. Juin 1762. entre l'Armée de S. M. Britt. Commandée par S. A. S. Monſeigneur le Duc Ferdinand de Brunsvic & de Lunebourg, & l'Armée de France aux Ordres de Mrs. les Maréchaux Comte d'Eſtrées & le Prince de Soubiſe, levée deſſinée ſur les Lieux par F. W. de Bawr & gravée par J. van der Schley.

Plan de la Battaille de Vellinghauſen, gagné le 16 Juillet 1761. par l'Armée de S. M. Brittannique ſous les Ordres de S. A. S. Monſeigneur le Prince Ferdinand Duc de Brunsvic & de Lunebourg ſur celle de la France, commandée par Meſſieurs les Maréchaux Prince de Soubiſe & le Duc de Broglio, par F. W. de Bawr, levé & deſſiné ſur les Lieux, *ſur une grande feuille in plano Haye* 1762.

Plan de la Bataille de Tonhauſen près de Minden, gagnée le 1. Août 1759. par l'Armée Combinée de Sa Majeſté Brittannique ſous les Ordres de S. A. S. Monſeigneur le Prince Ferdinand Duc de Brunsvic & de Lunebourg, deſſiné par Mr. Roy, *avec les divers mouvemens, ſur une grande feuille.*

Plan

Plan de la Bataille d'Andrad dans la pleine de Creveld, qui s'eſt donné le 23. Juin 1758. entre l'Armée Alliée de Sa Majeſté Britannique ſous les Ordres de Mgr. le Duc Ferdinand de Brunvic & l'Armée de Sa Majeſté T. C. ſous les Ordres de Mgr. le Comte de Clermont, levé & deſſiné ſur les Lieux, *une feuille in plano.*

Plan du Siege de Caſſel, avec les Travaux & les Tranchées des Alliées devant cette Place, commandé par S. A. S. Monſeigneur le Prince Frederic Auguſte Duc de Brunsvic & de Lunebourg, Lieutenant General & Chef Commandant des Troupes de Brunsvic, depuis le 18. Août juſqu'au 1 Novembre 1762, ou la Place ſe rendit, levée & deſſinée ſur les Lieux par H. D. Gerlach, Lieutenant du Genie & Aide de Camp du Prince, & gravé par J. v. d. Schley Haye 1763, avec un Journal du Siege in 4.

Plan de la levée du Siege de Brunsvic la nuit du 13 au 14 d'Octobre 1761. par S. A. S. Monſeigneur le Prince Frederic Auguſte Duc de Brunsvic & de Lunebourg, Major General & Chef d'un Regiment d'Infanterie, *Levé & deſſiné ſur les Lieux, & gravé par J. v. d. Schley.*

Les quels ſeront ſuivis ſucceſſivement des autres Plans de tous les Actions, Batailles, Sieges, &c. & du Journal Hiſtorique des Campagnes. NB. Les Libraires publient, & publieront les Plans a meſure, que la Gravure en ſera achevée, afin, que les Amateurs puiſſent en faire eux même la Collection, & ils pourront acquerir de même le Journal Hiſtorique ſeparement, tous les Plans ſeront très fidèles, levés & Deſſinés ſur les Lieux, & auſſi beaux & bien gravés, que ceux ci deſſus ou ceux qui en ont paru juſques ici, & que l'on voit dans la Boutique des dits Libraires.

Les dits Libraires publieront auſſi dans peu de Jours

Examen du Miniſtere de Monſieur Pitt, 8. *Haye*, 1764.

Et continueront a publier, de trois en trois Mois, la ſuite de la Bibliothèque des Sciences & des Beaux Arts, par une Société de Gens de Lettres, 8. le prix 3 fl. d'Holl. par année.

L'on trouve chez les mêmes, régulièrement, les Journaux ſuivans.

Journal Encyclopédique, 12. une partie tous les 15. Jours.

Journal Etranger, combiné avec l'Année Littéraire, 12. *tous les Mois régulièrement.*

Gentleman's Magazine, 8. Londres, une partie tous les mois.

London Magazine, 8. London, une partie tous les mois.

Univerſal Magazine, 8. London, une partie tous les mois.

Magazine of Art and Sciences by Benjamin Martyn, 8. London, une partie tous les mois.

Monthly Review, 8. London, une partie tous les mois.

Année Littéraire par Mr. Fréron, 12. *Paris.* Une partie tous le 10. Jours.

L'Echo, ou Journal de Muſique Françoiſe & Italienne, 4. *Liege, une partie tous les Mois.*

Mercure de France, 12. *une partie tous les Mois.*

Journal Chretien par l'Abbé Joannet, 12. *un volume tous les Mois.*

Journal des Scavans combiné avec les Memoires de Trevoux, 12. une partie tous les Mois, 15 parties par Année.

Journal de Jurisprudence, 8. Bouillon 1763. depuis Janv. 1763. une partie tous les Mois.

Un aſſortiment très conſidérable de toutes ſortes de Livres, en toutes Facultés & Langues, Cartes

Géo-

Géographiques, Plans des Villes & Batailles, dont ils distribuent les Catalogues gratis

Les dits Libraires offrent aussi leurs services à tous les Amateurs pour leurs procurer tous les Livres imprimés generalement en Hollande, en France, en Angleterre, en Allemagne, en Suisse &c.

P. S. Les Curieux & Libraires, tant des Pays étrangers, que de ce Pays, qui voudront honorer les dits PIERRE GOSSE Junior & DANIEL PINET de leurs Commissions, peuvent être assurés qu'ils seront bien servis & à prix modique.

FIN.

14-42.

D764
W219l